

Région du Sud-Ouest,  
Service du Matériel et de la Traction

303 LM 14/4

(1941-1946)

Agents arrêtés pendant l'Occupation allemande

---

Dossiers d'agents de Pl à Ri

Agents incarcérés par les autorités Allemandes  
passage de civils en Espagne

Planes, Joseph

Incarcéré le 19.12.1943

fusillés le  
2.2.1944

Baco, Louis

Incarcéré le 19.12.1943



Agents incarcérés par les Autorités Allemandes

Passage de civils en Espagne

PLANES, Joseph

manœuvre St Perpignan

fusillé 2.2.44

Incarcéré le 19.12.1943

Secours exceptionnel 2000 frs

$\frac{3}{4}$  rému<sup>m</sup> du 14.12.43 au 2.2.44

BACO, Louis

manœuvre St Perpignan

fusillé 2.2.44

Incarcéré le 19.12.1943

Secours exceptionnel 2000 frs

$\frac{3}{4}$  rému<sup>m</sup> du 14.12.43 au 2.2.44

S.N.C.F.

Région du SUD-OUEST

AGENT ARRETE PAR LES AUTORITES D'OCCUPATION

NOM ..... BACO

Prénoms ..... Louis

Grade à la S.N.C.F. .... manœuvre

Résidence de service ..... Dépôt de Perpignan

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 17 août 1924

Date et lieu de naissance ..... 20 juillet 1900 à Vinça (Pyr.  
Orientales)

Domicile civil ..... Avenue St-Assisele n° 13 PERPIGNAN

Situation de famille ..... Marié - 1 enfant 11 ans

Qualités professionnelles .....

Services militaires ..... Incorporé le 15.3.20 - Libéré le  
(grade, campagnes, citations, 15.3.22  
blessures) Mobilisé le 19.11.39  
Démobilisé le 29.11.39  
Mobilisé 7e Section C.F.C. le  
17.5.40 - Démobilisé le 3.7.40

Affiliation politique (s'il y a lieu) Néant

Date de l'arrestation ..... 19 Décembre 1943

Motifs de l'arrestation ..... A fait passer 2 personnes civiles  
en Espagne.

Condamnation .....

Date, Tribunal, Motif .....

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce.....

Lieu d'internement ..... Perpignan

Nom du défenseur .....



S.N.C.F.

Région du SUD-OUEST

AGENT ARRETE PAR LES AUTORITES D'OCCUPATION

NOM ..... PLANES  
Prénoms ..... Joseph  
Grade à la S.N.C.F. .... manœuvre  
Résidence de service ..... Dépôt de Perpignan  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 1er Avril 1924  
Date et lieu de naissance ..... 26 Avril 1899 à ELNE (Pyr.Orientales)  
Domicile civil ..... Rue Marceau n° 13 à PERPIGNAN  
Situation de famille ..... Marié, sans enfant  
Qualités professionnelles .....  
Services militaires ..... Incorporé le 19.4.18 - Libéré le  
(grade, campagnes, citations, 19.4.21 - Mobilisé le 2.9.39 -  
blessures) Prisonnier de guerre - Rapatrié et  
démobilisé le 13.7.41.  
Affiliation politique (s'il y a lieu) Néant  
Date de l'arrestation ..... 19 Décembre 1943  
Motifs de l'arrestation ..... A fait passer 2 personnes civiles  
en Espagne.  
Condamnation .....  
Date, Tribunal, Motif .....  
Éléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce.....  
Lieu d'internement ..... Perpignan  
Nom du défenseur ..... L.....

Pg/JF

Béziers, le 20 Décembre 1943.

VII-PL

- 8 p.j. -

Division du Service Général  
(Personnel)

PBI

CONFIDENTIEL

ARRESTATION DE 2 AGENTS DU DEPOT DE PERPIGNAN  
PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les manoeuvres PLANES Joseph et BACO LOUIS, du dépôt de Perpignan, ont été arrêtés le 19 décembre courant, dans la soirée, par le service de sûreté allemand à Perpignan.

Ces 2 agents sont accusés d'avoir fait passer 2 personnes civiles en Espagne.

Ils ont été incarcérés à la Maison d'arrêt de Perpignan.

Ci-joint fiche d'usage en 4 exemplaires.

L'INGENIEUR C.A.M.T. REQU

21 DEC. 1943

SECRETARIAT



Paris, le 19 décembre 1943

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

23 DEC 1943

SECRETARIAT

PBI  
AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-  
6pjtes

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS.

Les manœuvres PLANES, Joseph, et BACO,  
Louis, du dépôt de PERPIGNAN ont été incarcérés  
par les autorités allemandes le 19 décembre 43.

Ci-joint en 3 exemplaires les fiches réglementaires concernant ces agents.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé : PESEZ

30  
83/18/3

REGION DU SUD-OUEST

Paris, le

29 DEC 1943

SERVICES ADMINISTRATIFS

Bureau du Personnel

Pt Co

29 DEC 43

Le Chef des Services Administratifs

à  
Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction,

Agents incarcérés

V.R. PB 1 du 23-12-43

Comme suite à votre lettre rappelée  
ci-contre, j'ai l'honneur de vous prier de bien  
vouloir me faire connaître si MM. BACO et  
PLANES, incarcérés par les Autorités allemandes  
pour avoir aidé deux personnes à passer la  
frontière espagnole, ont agi moyennant rémuné-  
ration.

*Vil*

MATÉRIEL ET TRACTION  
EXPÉDIÉ LE  
- 3 JANV 1944

PB1

Copi pour l'AMT de Beziers  
avec fin de nous renseigner  
le plus rapidement possible  
Paris, 6 Décembre 1943  
Le Chef de Dm

31.12.43

Pg/JF

Béziers, 6 janvier 1944

VII-PL

Monsieur le CHEF DU SERVICE  
du Matériel & de la Traction  
(Division du Service Général  
PB 1 )  
-----

AGENTS INCARCERES.

Suite à votre lettre PB1 du 3.1.44, par laquelle vous me demandez si les manoeuvres PLANES et BACO, incarcérés par les autorités allemandes pour avoir aidé deux personnes à passer la frontière espagnole, ont agi moyennant rémunération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne nous a pas été possible d'approcher ces 2 agents qui sont toujours incarcérés sous le contrôle des autorités allemandes.

Nous vous renseignerons dès que possible.

L'INGENIEUR C.A.M.T.

*Admiral*

*Stam*

N° 501

P.R.I. 12.51  
P.C.I. 13.00

Le 10 février 1944

MEZIERES - PARIS C.A.M.T. à Chef Division Traction  
Paris.

Les agents MACO et PLANES manoeuvres au dépôt  
de Perpignan, incarcérés le 19-12, ont été fusillés  
le 2-2-1944 à la suite du jugement par le tribunal militaire  
allemand.

M. LE DIRECTEUR  
M. DUBEDOUT  
M. GIRETTE  
M. CARDON  
M. GILMAIRE  
M. BAROIS  
M. DUMONT  
M. MARTY  
M. DUBOIS

Mouvement 12  
- 62  
Dossier



M.T. 144/7.



Monsieur le chef de service.

Affaire Glanes - Baco du dépôt de Perpignan.

Ci-joint le dossier en notre possession.

La succession des faits est la suivante :

Arrestation (qui avait fait passer 2 personnes en Espagne.)	19 décembre 1943.
Envoi des fiches d'arrestation par AMT de Beziers.	20 - d°
Réception - d° au S <sup>e</sup> J <sup>al</sup>	21 - d°
Transmission du S <sup>e</sup> J <sup>al</sup> aux S <sup>cs</sup> Administratifs.	23 - d°
Demande de renseignements compl <sup>ts</sup> par S <sup>c</sup> Adm. (y a-t-il eu rémunération?)	29 - d°
Transmission du S <sup>e</sup> J <sup>al</sup> à l'AMT Beziers	3 janvier 1944
Beziers répond, "Je n'ai pu savoir, je renseignerai de ce que possible"	6 - d°

Les renseignements complémentaires n'arrivant pas, nous aurions dû, vers le 15 janvier 44, aviser les S<sup>cs</sup> Administratifs en proposant un recours d'attente et demander à Beziers de presser.

P  
J  
La réception de la réf. du 6.1.44  
il nous faut avoir les 8-11<sup>es</sup> de  
l'ordre de refus, faire venir un témoin  
de fin de la réception, faire un rapport  
sur le refus.

Reste (S. 1.44, il nous faut faire  
un rapport au J. AMT de Perpignan  
de la réception de la réf. de 11.2.44.

J'ai essayé verbal. de ce refus. M. B. 11.  
du J. - à matin

11.2.44. c. B.

11-244

PRESSE DU 9.2.44

---

A V I S

---

Les ressortissants français José PLANES et Louis BACO ont été condamnés à mort le 19 Janvier 1944 par un tribunal militaire allemand, pour avoir favorisé l'ennemi.

Le Jugement a été exécuté le 2 Février 1944 par fusillade.

Der Kommandant des Heeresgebietes  
Sudfrankreich

COPIE

Monsieur l'I.C.A.M.F. BEZIERS

-:-:-:-:-

Mme PLANES- Sans enfants- situation aisée, possède des terrains maraîchers et viticoles. Est partie chez son père, gérant d'une Coopérative à Elène où elle résidera à peu près complètement . Aucune besoin pécuniaire.

Mme BACO - A une fille de 12 ans issue d'un premier mariage. Ira vivre chez ses beaux-parents à Vinça. Ceux-ci ont de très petites ressources avec 7 enfants. Les parents de Mme BACO, qui habitent Perpignan, vivent du produit de leur journée. Elle désire que sa situation vis à vis de la S.N.C.F. soit liquidée le plus tôt possible, afin d'entrer en possession de sa proportionnelle, son mari ayant 18 ans de compagnie. Encore convalescente d'une fracture de la jambe droite, elle a dû faire face à de graves dépenses et aurait grand besoin d'une aide pécuniaire. Un secours aussi important que possible est particulièrement indiqué.

M.L. MARAVAL  
Assistante Sociale.

Perpignan le 10-2-44

Monsieur l'INGENIEUR ,

J'ai vivement regretté de ne pas me trouver à mon bureau ,hier, à votre passage à Perpignan. J'étais en visite chez les familles dont les enfants sont à évacuer ces jours-ci.

Veuillez donc trouver ci-inclus, le compte-rendu de ma visite chez MMmes PLANES et BACO.

Recevez, Monsieur l'Ingénieur .....

M.L. MARAVAL  
Assistante Sociale

-----

VII-PL

Copie à M.le CHEF du Service du Matériel & de la Traction (Division du Service Général), comme suite à sa lettre PB.1 du 12.2.44 accordant un secours de 2000 frs. à MMmes BACO & PLANES, femmes des manoeuvres BACO Louis et PLANES Joseph, du dépôt de Perpignan, incarcérés par les autorités allemandes le 19-12-43 et fusillés le 2 février 1944.

Compte-tenu des renseignements fournis par Melle MARAVAL, Assistante Sociale, je serais d'avis d'accorder un secours supplémentaire de 3000 frs. à Mme BACO.

BEZIERS le 15 février 1944

L'INGENIEUR C.A.M.T.

-1-

*Monieur Maraval*  
 La lettre des 10 et 11 fév 44 des 17.2.  
 dont copie m'a été donnée le 17.2.  
 a été transmise à chacun de ces 17.2.  
 les 17.2. pour la fin de la semaine  
 et le 2 fév 44.  
 pour de même les 17.2. 44  
 représenter à ces 17.2. 44  
 pour chacun d'eux.

16.2.  
 17.2.44



VII-PL

Monsieur le Chef du Service du  
Matériel et de la Traction.

1' Ingénieur C.A.M.T.

REGION du SUD-OUEST  
Direction  
Pl-Co

Paris, le 11 FEV 1944 2

Monsieur le Chef du Service  
du MATERIEL et de la TRACTION,

Agents  
incarcérés

Je vous prie de faire payer d'urgence  
un secours de 2.000 francs aux familles  
de M.M. BACO Louis et PLANES Joseph, ma-  
noeuvres au dépôt de Perpignan, incarcérés  
par les autorités allemandes le 19 décem-  
bre 1943 et fusillés le 2 février courant.

Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

*P. B.*  
*P. B.*

*11.244*

*L. D.*

Pré MINUTE

Paris, 6 Février 1944

Agents incarcérés par  
les autorités allemandes



Arrêt de Beziers

Lettre à votre traamurim VII. PL du  
20. 12. 43

Il y a lieu de faire payer  
un secours immédiat de 2000 frs à  
MMmes Baco et Plans, femme de  
manœuvre - Baco, Louis et Plans,  
Joseph du dépôt de Lafiguane ~~par~~ incar-  
cérés par les autorités allemandes le 19. 12. 43  
et fusillés le 2 Février 1944

Le Chef du S<sup>o</sup>

Le Chef de la Division  
du Service Général

Signé : PESEZ



Copie pour B.

AG COPIE

Perpignan le 12-1-44

Service  
Médicale  
Service Social

Monsieur l'INGENIEUR,

A la suite de votre lettre du 11 ct, au sujet des agents incarcérés par les autorités d'occupation, je me suis renseignée sur les familles BACO et PLANES, du dépôt de Perpignan.

L'incarcération de ces agents ne remonte qu'à une quinzaine de jours, ce qui fait que ces familles n'ont pas eu encore à souffrir de l'absence du mari.

Toutes deux sont d'ailleurs dans une situation pécuniaire assez bonne. Les PLANES, surtout, sans enfants, et possédant des terres exploitées par des métayers.

Les BACO, sans enfants aussi, mais s'étant chargés d'une nièce de 10 ans, ont quelques frais supplémentaires. Leur situation est pourtant bien suffisante.

Je ne manquerai pas de suivre ces familles et vous renseignerai à l'avenir, si une aide devenait nécessaire.

Veuillez agréer etc.....

ML. MARAVAL

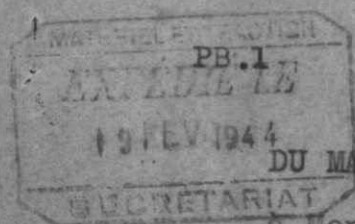
assistante sociale



MINUTE

LL  
16.2

PARIS, le février 1944  
5 bis, Bd de l'Hôpital



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le CHEF des SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERÉS

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint  
copie de renseignements fournis par notre  
Ingénieur Chef d'Arrondissement sur la situa-  
tion de famille des manoeuvres PLANES et BACO,  
du dépôt de PERPIGNAN, fusillés le 2.2.44.

Je serais d'avis d'accorder à la famille  
de ces agents pour la période du 19 décembre,  
date d'incarcération au 2.2.44, un secours  
équivalent à la totalité de leur rémunération.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Signé : BACO

AG/Pg

BEZIERS le 15 février 1944

RECU

17 FEB 44

VII-PL

Monsieur le Chef du Service du  
Matériel et de la Traction  
(Division du Service Général)

-----

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES.

Suite à ma lettre VII-PL, du 10.2.44,  
relatives aux manoeuvres PLANES et BACO,  
du dépôt de Perpignan, incarcérés par les  
autorités allemandes le 19-12-43 et fusillés  
le 2 février 1944.

Ces 2 agents n'ayant pas perçu leur  
prime de fin d'année 1943, dont nous avions  
fait réserver le paiement en raison de  
leur situation spéciale, je vous serais  
obligé de vouloir bien me confirmer que  
nous pourrions faire mandater ces primes en  
leur faveur et les faire payer à MMmes  
PLANES et BACO, soit :

BACO.....2640 fr.

PLANES....2200 fr.

L'INGENIEUR C.A.M.T.

M. Le Lévay

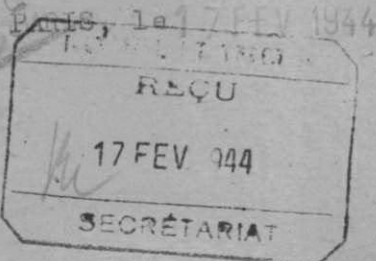
*Je joins à cette  
lettre 2 lettres  
en raison de la situation  
des agents*

D

22/2

Région du SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Pl. Co.  
Agents incarcérés



LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à  
Monsieur LE CHEF DU SERVICE DU MATERIEL ET  
DE LA TRACTION,

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M. le Directeur a décidé d'attribuer aux familles  
de M.M. BACO Louis et PLANES Joseph, manoeuvres au  
dépôt de Perpignan, les trois quarts de la rémunéra-  
tion de ces deux agents pour la période du 19  
décembre 1943 au 2 février 1944.

Vous voudrez bien en faire remettre le  
montant à ces familles dans une huitaine de jours.

M. L. Lecroy



PB1. Copie pour la seconde section B du S. gal de l'Exploitation  
avec fin de faire parvenir la somme en  
question à M. l'Ingénieur Chef de l'Arrondissement  
de Beziers, qui la fera remettre par un agent  
d'inspection aux familles des intéressés.

Copie pour AMT de Beziers  
avec fin de vous rendre compte lorsque la décision  
aura été faite. Paris, le Février 1944  
Le Chef de D<sup>m</sup> Signé : PESEZ

90/6

Paris, le 25 FEV 1944

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl. Co.

SECRETARIAT
REQU
26 FEV 1944
SECRETARIAT

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du matériel et de la traction

Agents incarcérés  
VR: PBl- du 19-2-44

J'ai l'honneur de vous faire connaître,  
comme suite à votre lettre rappelée ci-contre,  
que M. le Directeur a maintenu sa décision qui a  
fait l'objet de notre lettre Pl.Co du 17 février  
courant, accordant aux familles de MM. BACO &  
PLANES, ex-manoevres au dépôt de Perpignan, les  
trois-quarts de la rémunération de ces deux agents  
pour la période du 14 décembre 1943 au 2 février  
1944.

*Vici*  
*Voir lettre du 17.2.44*  
*des Services Administratifs*

Fait Retour à M<sup>re</sup> le Chef  
du Service du Matériel et de la Traction  
(Division du Service Général - P.B.1)

---

Le montant des  $\frac{3}{4}$  de la  
rémunération des manœuvres, Planes  
et Baco pour la période du 19.12.43  
au 2.2.44 s'élève à :

2073 f pour Planes

2149 f pour Baco -

- 3 -

Beziers, le 28.2.44  
L'Ingénieur  
Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement  
du Matériel et de la Traction,

*Narap*



AG/ Pg BEZIERS le 29 février 1944

VII-PL

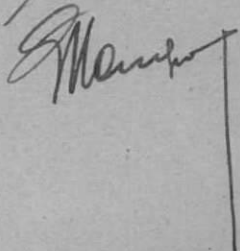
Monsieur le Chef du Service  
du Matériel de la Traction  
(Division du Sce Général  
PB.1)

---:---:---:---:---:---

Suite à votre transmis PB.1 du  
19.2.44.

J'ai l'honneur de vous rendre  
compte que le montant des 3/4 de la  
rémunération des manoeuvres PLANES &  
BACO, du dépôt de PERPIGNAN, a été re-  
mis le 28 courant, aux familles des  
intéressés par M. GEREAU, Inspecteur  
Divisionnaire.

L'INGENIEUR C.A.M.T.



AG.Pg

BEZIERS le 29 février 1944

VII-d-PL


Monsieur le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction  
(Division du Service Général)

-:-:-:-:-

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES-

J'ai l'honneur de rappeler à votre souvenir ma lettre VII-PL du 15 février courant, par laquelle je vous ai demandé si nous pouvions faire mandater les primes de fin d'année 1943 du manoeuvre PLANES et BACO, du dépôt de PERPIGNAN, incarcérés par les autorités allemandes le 19-12-43 et fusillés le 2-2-44 et les payer aux familles.

L'INGENIEUR C.A.M.T.



PBI

PARIS le

mars 1944

mv 14.3

Monsieur le CHEF DU SERVICE ,

Mmes PLANES et BACO, femmes des manoeuvres du dépôt de Perpignan fusillés le 2 février 1944 ont reçu un même secours de 2000 frs accordé le 11 février 1944 par M.le Directeur .

M.le Directeur a également décidé de leur attribuer les 3/4 de la rémunération de leurs maris pour la période du 19.12.43 au 2.2.1944 soit

- 2073 frs pour Mme PLANES et
- 2149 frs pour Mme BACO

Mme PLANES n'a pas d'enfant, elle est d'une situation aisée .Elle possède des terrains maraichers et viticoles .Elle réside en partie chez son père gérant d'une coopérative à Elme .

Mme BACO a une fille de 12 ans issue d'un premier mariage .Elle va vivre chez ses beaux parents à Vinça .Ceux-ci ont de très petites ressources ils ont élevé 7 enfants .Les parents de Mme BACO habitent Perpignan où ils vivent de leur journée .Mme BACO est en convalescence d'une fracture de la jambe droite et aurait grand besoin d'une aide pécuniaire .  
~~Elle a été mariée à un soldat qui a été tué pendant la guerre et elle a eu 3 enfants dont 2 sont décédés et le 3ème est handicapé.~~

M.MARRE , compte tenu de la situation de famille de Mme BACO propose de lui accorder un secours supplémentaire de 3000 frs .

Nous pourrions nous limiter pour l'instant à un secours de 2.000 frs que je vous propose d'accorder .

11/3.44

Qui a autorisé ?  
 Le 100 frs de la M. 15-ville G.  
 Qui a autorisé ?

11/3.44

P.C.  
 H. 100 frs  
 21/3.44

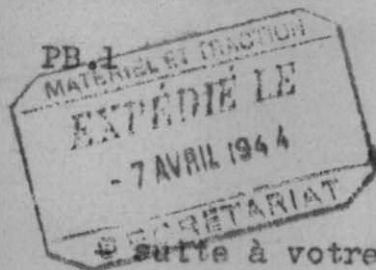
M. 100 frs  
 Le 100 frs de la M. 15-ville G.  
 21/3.44

# MINUTE

LL  
5.4

PARIS, le 7 avril 1944

.M.T. BEZIERS



Suite à votre lettre VII-PL du 15.2.44 -

Etant donné la situation de famille de Mme BACO, veuve du manoeuvre du dépôt de PERPIGNAN, fusillé le 2.2.44, M. le Chef du Service a décidé de lui accorder un secours de 2000 frs.

A ( Nous faisons le nécessaire en vue du  
( paiement de ce secours à l'intéressée.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé : PESEZ

Copie pour B - avec prière de faire le  
nécessaire pour A.

- PB.2

*Paris, le 11.4.1944**X par les autorités allemandes*

LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL

(PERSONNEL)

Signé : Lécuyer

AG/ PG

Béziers le 15 avril 1944

VII-BL

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Division du Scc Général-PB.1)

-:-:-:-

PRIME DE FIN D'ANNEE AUX AGENTS  
INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES.

Suite à votre lettre PB.1 d  
6-4-44 et à mes lettres VII-PL des  
15 et 29 février 1944.

Je vous serais obligé de  
vouloir bien me faire connaître si  
nous pouvons faire mandater les  
primes de fin d'année 1943 des  
manoeuvres PLANES et BACO, du dépôt  
de Perpignan, incarcérés par les  
autorités allemandes le 19-12-43 et  
fusillés le 2-2-44 et les faire  
payer aux veuves de ces 2 agents.

L'INGENIEUR C.A.M.T.

*Vu M. P. H. H. H.  
Faire le nécessaire  
19.4.44*

17.4.44.11



MINUTE

LL  
26.4

PB.1

PARIS, le 15 avril 1944

A.M.T. BEZIERS

MATIERES ET TRACTION

EXPEDIE LE

27 AVRIL 1944

SECRETARIAT

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.

- suite à votre lettre VII PL du 15.4.44 -

Il y a lieu de faire payer la prime de fin d'année de l'exercice 1943 aux veuves des manoeuvres PLANES Joseph et BACO Louis, du dépôt de PERPIGNAN fusillés par les autorités allemandes le 2.2.44.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

27. H. HH

AG/Pg

BEZIERS le 28 avril 1944

VII-PL

Monsieur le Chef du Service  
Matériel et Traction  
(Division du Sce Général  
PB.2)

--:--:--:--:--:--:--

Suite à votre transmission PB.2 du  
26-4-44.

La liasse L 15 P 3 concernant l'ex-  
manoeuvre BACO Louis, du dépôt de Perpignan  
est adressée ce jour au Bureau de la Solde  
à Bordeaux.

J'attire votre attention sur ce que  
la pension due à Mme BACO, ne pourra être  
calculée que lorsqu'une décision aura été  
prise au sujet du mandatement de la prime  
de fin d'année 1943 de l'ex-manoeuvre BACO.  
(cas spécial soumis à votre appréciation  
par nos lettres VII-PL du 15/2 -29/2 et  
5-4-44 - votre lettre PB.1 du 6-4-44).

L'INGENIEUR C.A.M.T.

*[Signature]*  
*[Stamp: Bureau Comples]*

PARIS le 8

mv 4.5.  
mai 1944

PBI

9 MAI 1944

7<sup>e</sup> Arrondissement  
Arrondissement MT à BEZIERS ,

Suite à votre lettre VII.PL. du 28.4.44.

Par la lettre PBI. du 27.4.44 il a été prescrit de payer les primes de fin d'année de l'exercice 1943 à Mmes PLANES , Joseph et BACO Louis ,veuves des ex-manoœuvres du dépôt de PERPIGNAN fusillés par les autorités allemandes le 2.2.1944.

Il y a donc lieu dans ces conditions de faire adresser d'urgence au Bureau Régional de solde à Bordeaux ,les pièces nécessaires à la liquidation de la situation de ces ex-agents .

Prière de nous rendre compte de la date à laquelle ces pièces auront été adressées au Service des Retraites .

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Retourné à M le chef du service MT

PBI

ce lui faisant connaître qu les liasses de liquidation des ex-agents Planes & Baco ont été adressées au Bureau Régional de la Solde le 26 Avril.

Beziers le 9 Mai 1944

Le Directeur  
Chef du 7<sup>e</sup> Arrondissement  
du Matériel de la Traction.

*classe*

*Harif*

Paris, le 13 Mai 1944

PBI  
AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-

Arrondissement de BEZIERS

- Suite à notre lettre PBI du 7 avril 1944.-

Prière de nous indiquer l'adresse à laquelle se trouve actuellement Mme Vve BACO, le mandat adressé à Mme Baco à Perpignan, 13, Avenue St Assiecle est revenu inconnu.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

14 MAI 1944  
7<sup>ME</sup> Arrondissement

Fait Retour à P.B.1

Ci-après l'adresse de  
M<sup>me</sup> Baco =  
Auberge de la Source  
à Alvernac (Hst)

17.5.44  
Le Chef de Bureau du 7<sup>o</sup> AMT.

Punitions graves encourues antérieurement

73/28/2

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl-Ga

Paris, le

5 JUIN 1944

REÇU

5 JUIN 1944

SECRETARIAT

Le Chef des Services Administratifs

à

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et Traction

Liquidation de pension  
BACO

Comme suite à ma lettre Pl-La du  
21 avril dernier, concernant la liquidation  
de la pension de réversibilité revenant à  
Mme BACO, dont le mari, manoeuvre au dépôt  
de Perpignan, est décédé le 2 février dernier,  
j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien  
me faire connaître si le dossier nécessaire a  
bien été transmis au Service des Retraites.

Une prompte réponse m'obligerait.

PA<sup>1</sup>

Copie pour la Section B du

g<sup>l</sup> de l'Exploitation.

Avec suite de renseignements les <sup>les</sup> adms de  
la pièce de liquidation de situation  
de l'ex manoeuvre Baco ont  
été adressées par l'AMT de Béziers le  
26 avril 1944

Paris, le 6 Juin 44  
Le Chef de Sm





Béziers, le 9 juin 1944

VII - PL

MINUTE

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Division du Sce Gal PB2)

-----

- AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

Le Sce des Retraites nous retourne avec la mention suivante la liasse L 15 P3 concernant l'ex manoeuvre BACO, Louis, du dépôt de Perpignan, incarcéré par les autorités allemandes le 19.12.43 et fusillé le 2.2.44.

" Prière de vouloir bien nous faire connaître si les dispositions de la note P.8111 du Sce Central P du 9.9.42 sont applicables à M. BACO, Louis, ex-MV au dépôt de Perpignan, fusillé le 2.2.44 et dans l'affirmative de rectifier en conséquence la durée des services ainsi que les éléments de rémunération soumis à retenue pour la retraite".

Ne trouvant pas trace de réception de la lettre P. 8111 sus-visée, je vous serais obligé de vouloir bien m'en adresser d'urgence une copie.

EXPEDIE LE L'INGENIEUR C.A.M.T.

23 JUIN 1944

.....

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

avec prière de nous indiquer si les dispositions de la lettre P.8.111 du 9.9.42 sont applicables à BACO.

La même question se pose pour le manoeuvre PLANES, fusillé le 2.2.44 comme Baco.

Paris, le Juin 1944

/ LE CHEF DE LA DIVISION

Signé : PESEZ, DU SERVICE GENERAL

5-20-3

Région du Sud-Ouest Paris, le 29 JUIN 1944  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl - Co

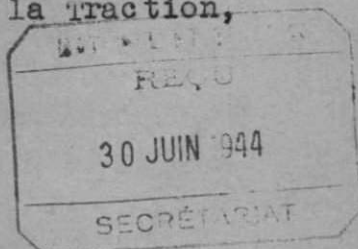
Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du  
Matériel et de la traction,

Agents incarcérés

VR: PA.1 du 23/6/1944

-----



Comme suite à votre communication rap-  
pelée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que M.le Directeur a décidé d'admettre  
M.M. BACO et PLANES au bénéfice des disposi-  
tions de la lettre P.8111 du 9 septembre 1942  
en ce qui concerne le maintien des droits à la  
retraite et à l'avancement pour la période du  
19 Décembre 1943 au 2 février 1944.

*fil*

PAL



Paris, le juillet 1944

Arrondissement NT BEZIERS

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite à lettre VII.PL du 9.6.44.

M.le Directeur a décidé d'admettre MM.BACO et PLANES, au bénéfice des dispositions de la lettre P.8111 du 9.9.42 en ce qui concerne le maintien des droits à la retraite et à l'avancement pour la période du 19.12.43 au 2.2.44.

Prière de faire le nécessaire d'urgence auprès du Service des Retraites.

La lettre P.8111 Confidentielle n'a pas été diffusée. Elle vise le maintien éventuel après décision de M.le Directeur, de la prime de fin d'année et des droits à la retraite et à l'avancement en traitement des agents incarcérés par les A.A.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 5 Juillet 1944  
11, rue de Château-Landon (10°)  
Téléphone : BOT. 48-80

Service des Retraites

R. C. Seine 276.447 B

1ère Division  
3ème Bureau



2 pièces jointes.

Monsieur le Chef de la Division  
du Service Général  
du Service du MATÉRIEL et de la TRACTION  
Région SUD-OUEST

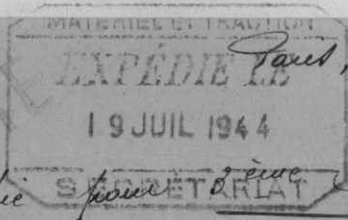
Je vous serais obligé de vouloir bien  
me faire connaître si les dispositions concernant  
les agents incarcérés par les autorités d'occu-  
pation prévues à la note P. 8111 - 1ère Division,  
du Service Central du Personnel du 9 Septembre  
1942 sont applicables à Monsieur PLANES Joseph,  
ex-manoeuvre au dépôt de PERPIGNAN, suspendu le  
20 Décembre 1943 et fusillé le 2 Février 1944.

Dans l'affirmative, prière de revoir les  
éléments de rémunération ainsi que la durée des  
services de cet ex-agent et de faire annoter en  
conséquence l'exemplaire I de la liasse I5 P 3  
et la fiche 3 P2 ci joints.

P/ LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES,  
Le Chef de Bureau.

*[Signature]*

PA 1



Paris, le 5 Juillet 1944

Copie pour Section A du  
Service Général de l'Exploitation

avec prière de faire le  
nécessaire.

M. le Directeur a été d'accord  
pour faire bénéficier l'ex-manoeuvre  
Planes Joseph, du Dépôt de Perpignan,  
des mesures bienveillantes de la lettre P.  
8.111. du 9-9-42. Le Chef de la Div.

Signé : PRSEZ

Le Ingénieur-chef  
Chef de la 1ère Division  
(Division du Service Général)

13.7.44

S.N.C.F.  
Service des Retraites

1<sup>o</sup> Division  
3<sup>o</sup> Bureau

n<sup>o</sup> 300

PARIS, le 5 août 1944  
11, rue de Château Landon, X<sup>o</sup>

Monsieur le Chef de la Division  
du Service Général  
du Service du Matériel et de la Traction  
Région Sud-Ouest

Pour me permettre de faire liquider la pension de Madame PLANES, Joseph, veuve d'un ex-manoeuvre au dépôt de PERPIGNAN, suspendu le 20 décembre 1943 et fusillé le 2 février 1944, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir à l'urgence, en me retournant la présente lettre, la fiche 3 P<sup>2</sup> et l'exemplaire 1 de la liasse L.15 P3 que je vous ai adressés le 5 juillet dernier, en vous priant de me faire connaître si les dispositions concernant les agents incarcérés par les autorités d'occupation (prévues à la note P/8III - 1<sup>o</sup> Don du S.C.P. du 9.9.42) étaient applicables à M. PLANES.

P. LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES  
Le Chef de Bureau

.....



LI  
R.T a repris le 14.2.40 au dépôt de Viezyon comme ajusteur

Service des Retraites

PARIS, le 5 août 1944  
11, rue de Clugny, 10

Rebillot Louis  
17. II. 83  
n° 300

Nom et prénoms  
Date de naissance

Monsieur le Chef de la Division

Situation (1) : { Célibataire  
de { Marié ou Veuf  
famille { sans enfant  
avec enfants (nombre)

Affectation { Emploi (spécialité)  
au moment { Etablissement  
du départ { et localité

Date de mise à la retraite 1.2.39  
Adresse où l'agent s'est retiré

12, place du Canal à Viezyon

Aptitudes (1) :  
Utilisable dans son { immédiatement  
ancien emploi { après réadapta-  
tion de 30 jours

Utilisable dans l'emploi  
de .....  
après réadaptation de 30 jours

Inutilisable

# MINUTE

MATERIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

11 SEPT 1944

SECRETARIAT

PA.1

Transmis à la 3ème Section A du Service  
Général de l'Exploitation

- à toutes fins utiles -

Les pièces demandées par le Service des  
Retraites dans sa lettre ci-jointe vous ont été  
transmises par nos soins le 19.7.44.

PARIS, le            septembre 1944

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

*Il y a une lettre de M. de Retraites*

Noms et prénoms

Soula Etienne

Date de naissance

16. 1. 1889

Situation de  
famille (1)

(Célibataire  
Marié ou veuf  
sans enfant  
avec enfant (nombre)

Affectation  
au moment du  
départ

(Emploi (spécialité) M<sup>ci</sup> route  
Etablissement  
(et Localité) g<sup>ot</sup> Carcassonne

Date de mise à la retraite:

15. 12. 1939

Adresse où l'agent s'est retiré:

4 rue Bétaille - Toulouse

Aptitudes (1)

- Utilisable dans son ancien emploi (immédiatement  
~~après réadaptation de~~  
~~30 jours~~
- Utilisable dans l'emploi  
de .....  
~~après réadaptation de 30 jours~~
- Inutilisable

56

Popot. George  
Chauffeur de route Depot d'Orleans

891

X POPOT, Georges

Chauffeur de route

Dépot d'Orléans

Incarcéré le 6. septembre 1943

Régime de solde:  $\frac{1}{2}$  Rémunération + A.F.

1021201

Recette



Ft. .. BM.

S.N.C.F.  
Région du Sud Ouest.

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation.

Nom : ..... : POPOT  
Prénoms : ..... : Georges  
Grade à la S.N.C.F. .... : chauffeur de route  
Résidence de service ..... : Orléans  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : 10-4-1919  
Date et lieu de naissance ..... : 22-2-1895 à Orléans  
Domicile civil ..... : 88 Rue Lamartine à Fleury-les-Aubrais  
Situation de famille(1) ..... : Marié - 1 fille née le 29-7-28 et 1 fils  
né le 12-11-32. (Loiret)  
Qualités professionnelles ..... : Service satisfaisant.  
Services militaires ..... : (4 ans 3m 18j de Service Militaire  
(grade, campagnes, citations, (Guerre 1914-1918.  
blessures) ..... :  
Affiliation politique (s'il y a :  
lieu) ..... :  
Date de l'arrestation ..... : 6 -9- 1943.  
Motifs de l'arrestation ..... : { inconnus  
Condamnation ..... : -  
Date, tribunal, motif ..... : {  
Eléments de toute nature suscep- ( -  
tibles de justifier un recours ( -  
en grâce ..... :  
Lieu d'internement ..... : Orléans  
Nom du défenseur ..... : -

(1) Indiquer les dates de naissance des enfants.

4 pièces  
transmises à M. le chef du Service U.C.  
Division du Sec. Général - Personnel  
Division de la Censure  
lui joint les fiches donnant les  
enseignements d'usage <sup>pour</sup> nous  
venons de recevoir du dépôt d'Alais  
Alais, le 3 septembre 1943

Paris, le 1 septembre 1943

MINUTE  
PBI

Agents incarcérés par  
les autorités allemandes

sh/te

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

EXPÉDIE LE

11 SEPT 1943

SECRETARIAT

Le chauffeur de route POPOT, Georges, du  
dépôt d'Orléans a été incarcéré par les autori-  
tés allemandes le 6 septembre 1943.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche réglemen-  
taire concernant cet agent.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Sig: LIEBACQ

S.N.C.F. Région SUD-OUEST Paris, le 21.9.1943.  
 SERVICES ADMINISTRATIFS  
 Bureau du personnel  
 pl-Co.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
 à  
 Monsieur LE CHEF DU SERVICE  
 DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

AGENTS INCARCERES.

VR : PB.1 des 10 et 11 septembre 1943.

Comme suite à vos lettres rappelées ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Directeur a décidé d'attribuer

- le quart de la rémunération à M. GAUTHIER, Jacques, mineur-ouvrier au dépôt de Bordeaux-St-Jean;
- une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté de la moitié des autres éléments de rémunération, à la famille de M. POPOT, Georges, mécanicien de route à ORLEANS.

La situation de ce dernier agent devra nous être soumise à nouveau dès que des précisions auront été recueillies sur le motif de son incarcération.

P. LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
 CARREAU.

*L'original est classé au dossier "Rémunération"*

EXPÉDIE LE

Paris, le

septembre 1943.

30 SEPT 1943

SECRÉTARIAT

Arrondissement MT à ORLEANS.

PB.1

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLEMANDES.

M. le Directeur a décidé d'attribuer une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté de la moitié des autres éléments de rémunération, à la famille de M. POPOT, Georges, chauffeur de route au dépôt d'ORLEANS, incarcéré par les autorités allemandes.

Toutefois, la situation de cet agent étant susceptible d'être modifiée, suivant les précisions qui auront été fournies sur le motif de son incarcération, vous voudrez bien nous tenir au courant des renseignements que vous aurez recueillis à ce sujet.

Je prie de faire connaître à la 3ème Section B du Service Général de l'Exploitation la date exacte d'incarcération et le cas échéant celle de libération de cet agent.

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIE LE

- 5 OCT 43

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé PESSEZ

COPIE pour la 3ème Section B du Service Général de l'Exploitation.

Paris, le 5 Octobre 1943  
LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL

(PERSONNEL)

Signé : Lacroix



78/11/2

Bureau des Prisonniers  
P.O. 41.280

Tri - 91-73

8 rue de Londres 9ème



Monsieur l'Ambassadeur,

Comme suite à ma lettre P.C. 41.280 du 22 courant, j'ai l'honneur de vous donner, ci-dessous, copie de celle que nous venons de recevoir de Mme POPOT Georges.

"Mon mari a été arrêté le 13/9/43 sur sa machine à 11h. du matin pour soi-disant sabotage et pourtant il n'a pas été relevé aucune preuve; paraît-il qu'il aurait fait un aveu que je garantis faux n'ayant commis aucune faute étant à 18 mois de la retraite et 2 enfants à élever.

"Cette année il avait reçu la Médaille du Travail et Ancien Combattant de la Guerre 14/18 il n'en faut tenu aucun compte. Quant au groupement politique il n'en faisait partie d'aucun étant incapable de tenir un rôle n'ayant aucune instruction et bien inoffensif.

"Si la détention est longue, ce sera critique car je suis privée de salaire et de mes cartes de circulation et j'ai à charge 2 enfants de 15 et 11 ans."

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE CHEF DU SERVICE DES PRISONNIERS

Son Excellence  
Monsieur de BRINON  
Ambassadeur de France  
Place Beauveau  
PARIS

REGION SUD OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl - Co

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

Agents incarcérés.

*Suite à notre lettre du 21 Septembre.*  
COPIE transmise en vous priant de bien vouloir nous renseigner en ce qui concerne le retrait des facilités de circulation à Mme POPOT.

Je vous rappelle qu'aux termes des instructions en vigueur, dans tous les cas où une allocation est versée, la famille conserve le droit aux facilités de circulation.

-1 OCT 1943

Paris, le 30 SEP 1943

18 OCT 1943

SECRÉTARIAT

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS,

*Copie pour M. H. et M. J. des*

*avec fin de nous renseigner sur la part de Mme Popot, Les facilités en circulation  
étaient à maintenir en vertu des instructions de la lettre 10 334 du  
12 janvier 1943 de S. Adm. dont copie vous a été donnée le 20 janvier 1942 - 1er chef de S.  
Signé : PESEZ*

ORLEANS le 6 Octobre 1943,

Z.d.

*Am*  
~~CONFIDENTIEL~~

- 1 pièce-

Monsieur le Chef du Service  
(Service Général- Am)

Je vous adresse ci-joint copie d'une note établie par le Service de surveillance allemand à Orléans, qui m'est parvenue par l'intermédiaire du Chef des gares d'Orléans et concerne le chauffeur de route POPOT Georges du dépôt d'Orléans, actuellement incarcéré par les autorités allemandes.

Je vous ai informé en temps utile de cette affaire.

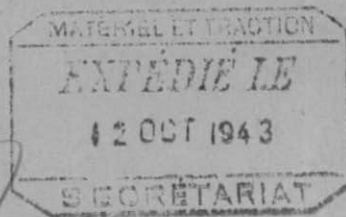
POPOT a été arrêté une première fois le 6.9.43 par la police allemande. Il a été relâché le 8.9.43 sans que les raisons de cette mesure aient été données et arrêté de nouveau le 12.9.43.

D'après les renseignements que nous avons pu officieusement faire recueillir, POPOT aurait été signalé par un soldat allemand d'un train de troupes au service de surveillance allemand comme ayant été vu occupé à mettre du sable dans des boîtes d'essieux.

La note ci-jointe, précisant que POPOT a fait des aveux, tendrait à établir la matérialité d'actes de sabotage qui lui sont reprochés.

J'ajouté que jusqu'à ce jour nous n'avons pu obtenir de précisions sur ce qu'il est advenu de cet agent depuis son incarcération.

L'INGENIEUR/CHEF D'ARRONDISSEMENT M&T



*PPM - 1/1*

*Copie pour le Chef de l'arrondissement  
à titre de renseignements  
Le fichier renseignements concernant  
cet agent nous ont été adressés le 11.9.43  
Le Chef du JCA*

*Signé: LISSAC*

E/B.

COPIE

Service Allemand Surveillance  
Orléans

Monsieur le Chef de Gare  
ORLEANS

concerne= POPOT Georges, né le 22-2-1895  
à Orléans, demeurant: Fleury-les-Aubrais  
Sabotage de wagons de Chemins de fer.

" Prière de donner connaissance au personnel du  
Chemin de fer, par voie d'affichage ou autrement, de  
l'affaire ci-après : "L'employé français des Chemins  
de fer POPOT Georges, né le 22-2-1895 à Orléans, a été  
convaincu par dires de témoins et a avoué, d'avoir  
exercé des actes de sabotage au matériel roulant des  
Chemin de fer français.

Pour ces faits POPOT a été administrativement interné.  
Il est porté à la connaissance que toute tentative de  
sabotage au matériel ou aux installations ferroviaires  
entraîne de graves sanctions et peut entraîner la peine  
de mort en cas de poursuite devant le tribunal militaire ".

signé:

Pour l'exactitude  
LAMBART  
Inspecteur de la R.B.



Bureau des Prisonniers  
P.O. 41.280  
Tri 91-73

Monsieur l'Ambassadeur,

Comme suite à ma lettre P.C. 41.280 du 22 courant, j'ai l'honneur de vous donner ci-dessous, copie de celle que nous venons de recevoir de Mme POPOT Georges.

"Mon mari a été arrêté le 13/9/43 sur sa machine à 11 h. du matin pour soi-disant sabotage et pourtant il n'a pas été relevé aucune preuve; paraît-il qu'il aurait fait un aveu que je garantis faux n'ayant commis aucune faute étant à 18 mois de la retraite et 2 enfants à élever.

"Cette année, il avait reçu la Médaille du Travail et Ancien Combattant de la Guerre 14/18 il n'en fut tenu aucun compte. Quant au groupement politique il n'en faisait partie d'aucun étant incapable de tenir un rôle n'ayant aucune instruction et bien inoffensif.

"Si la détention est longue, ce sera critique car je suis privée de salaire et de mes cartes de circulation et j'ai à charge 2 enfants de 15 et 11 ans."

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE CHEF DU SERVICE DES PRISONNIERS

Sen Excellence  
Monsieur de BRINON  
Ambassadeur de France  
Place Beauveau  
PARIS

REGION SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl - Co  
-----

Agents incarcérés

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Suite à notre lettre du 21 Septembre

Copie transmise, en vous priant de bien vouloir nous renseigner en ce qui concerne le retrait des facilités de circulation à Mme POPOT.

Je vous rappelle qu'aux termes des instructions en vigueur, dans tous les cas où une allocation est versée, la famille conserve le droit aux facilités de circulation.

Paris, le 1er Octobre 1943  
LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
VIEL

PP

18 OCTO 1943

Copie pour A.M.T. ORLEANS

Avec prière de nous renseigner. Les facilités en circulation étaient à maintenir à Mme POPOT en vertu des instructions de la lettre 10.337 du 12 Janvier 1942 des Sces Administratifs dont copie vous a été donnée le 20 Janvier 1942.

RECU.

20 OCT 1943

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Z.

Monsieur le Chef de la Division  
du Service Général.

Les facilités de circulation ont été retirées à la famille du CFRU POPOT Georges, du dépôt d'Orléans, incarcéré par les autorités allemandes le 12.9.1943, conformément aux dispositions de l'instruction pratique 2 P 40 (1<sup>o</sup> tirage) d'avril 1943, postérieure à la lettre 10337 du 12 janvier 1942 de M. le Directeur de l'Exploitation.

Nous saisissons le Bureau des Méthodes à ce sujet.

Orléans, le 19 octobre 1943.

L'Ingénieur chef d'arrondissement M.T.

*[Signature]*



sb - 28.10

SNCF - MT/SO

Paris, le 6 octobre 1943.  
5bis, boulevard de l'Hôpital.

MINUTE

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

- 2 NOV 1943

SECRÉTARIAT

PB.1

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES.

Suite à votre transmission Pl/Co du 1.10.  
43 d'une lettre du Service des Prisonniers.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que c'est par erreur que les facilités de cir-  
culation ont été retirées à Mme POPOT, femme  
du chauffeur de route POPOT, Georges, du dé-  
pôt d'ORLEANS incarcéré par les autorités al-  
lemandes; nous donnons des instructions pour  
que ces facilités lui soient restituées.

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

- 6 NOV

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

COPIE pour Arrondissement MT à ORLEANS.

Avec prière de faire remettre les facili-  
tés de circulation à Mme POPOT.

L'instruction 2 P 40 (1<sup>o</sup> tirage) d'avril  
1943, en vertu de laquelle les facilités de  
circulation ont été retirées à Mme POPOT n'a-  
broge pas les dispositions particulières de  
la lettre 10.337 du 12 janvier 1942 des Ser-  
vices Administratifs concernant le cas spécial  
des agents incarcérés par les autorités alle-  
mandes.

Paris, le 6 octobre 1943.  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

S.N.C.F.  
DR-SO

DR-SO

Janvier 1

Extrait du relevé des décisions prises  
par M. le Directeur au sujet de l'attribution de secours  
aux familles des agents du Service du Matériel et de la  
Traction arrêtés pour les faits politiques.

Secours mensuel attribué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944

Nom et prénom	Emploi	Résidence	Secours attribué	Observations
St, Georges	CFRL	Orléans (dépôt)	A.F + 1/2 autres éléments de R.	

32/19/2

Paris, le 12 OCT 1944

Région du Sud-Ouest  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Pl/ Du

MATÉRIEL ET TRACTION
REÇU
12 OCT 1944

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction,

Mme POPOT, femme d'un chauffeur de route à Orléans, incarcéré en raison de son activité politique, ayant été presque complètement sinistrée lors du bombardement d'Orléans du 20 mai dernier, M. le Directeur a décidé de lui accorder un secours ordinaire de 2.000Fr.

J'ai, par suite, l'honneur de vous prier de bien vouloir faire verser, dès que possible, ce secours à l'intéressée.

*PA'*  
Copie four. l'arrondissement d'Orléans

Avec prière de faire le nécessaire de toute urgence et nous rendre compte

Paris, le 24 octobre 1944

MATÉRIEL ET TRACTION
REÇU
16 OCT. 1944

Le Chef de Service  
Signé: Laroix

MATÉRIEL ET TRACTION
EXPÉDIÉ LE
24 OCT 1944

S.N.C.F. Région SUD-OUEST

1<sup>er</sup> Arrond<sup>nt</sup> (Matériel et Traction)

1, Place Albert-1<sup>er</sup> - ORLÉANS

Téléphone Nos 31-91 et 31-92

M.T.

X

Monsieur le Chef de  
la Division du Service  
Général

Suite à votre transmission  
du SH courant sur lettre du  
R de M<sup>r</sup> le Chef des  
Services Administratifs.

Nous établissons ce jour  
un bon de paiement de  
2000 frs en faveur de M<sup>me</sup> Popot,  
femme du chauffeur de route  
du St d'Orléans, incarcéré.

Orléans, le 25. 10. 1944 19

L'INGÉNIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

116

AC 9/10

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central du  
Personnel

1ère Division

MINUTE

26-9-45

Section des Prisonniers et des Déportés Civils de la Région du SUD-OUEST  
Monsieur le Directeur  
Tél: TMI. 91 - 73

Réf. Pm n° 1858/41.280

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, vient de nous avis officiellement du décès de:

M. POPOT Georges, né le 22 Février 1895  
chauffeur de route à Orléans,  
survenu le 30 Mars 1944 à BUCHENWALD

La famille sera avisée directement par le Ministère.

Le Chef de section

Services Administratifs

Bureau du Personnel

M.T.

2 Octobre 1945

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIE LE

12 OCT 1945

SECRETARIAT

PA2 - Copie pour A.M.T. ORLÉANS

La situation administrative de cet agent sera à régler dès que la famille vous aura fait part de l'avis officiel de décès.

Paris, le 2 octobre 1945

LE CHIEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé: PESEZ

H.10.48



*Sm*  
Dépôt d'Orléans

Vous renseigner sur A et me  
transmettre

Orléans, le 22.12.45

INGÉNIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATRIEL ET DE LA TRACTION

*711*

DEC 1945

Fait retour à AMT d'Orléans,

*1/1*

A ce jour M. Popt n'a reçu

aucun avis au sujet de la mort de son mari

*Sm*

*Sm*  
Fait retour à  
M. le Chef de la  
Division du Service  
Personnel PA  
avec le renseignement  
demandé -

Orléans le 24-12-1945

Orléans, le 26.12.45  
INGÉNIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATRIEL ET DE LA TRACTION  
*711*  
*55 Chef de Dépôt*  
*Dangy*

S.N.C.F.-S.O. - EX  
Service Général  
3<sup>e</sup> Section B

BORDEAUX, le 12 décembre 1945

LL  
19.

a.34-3

DEMANDE DU REÇU ATTESTANT  
LE DÉPÔT DE LA PENSION  
MILITAIRE DE Mme POPOT.

Monsieur le Chef du 1<sup>er</sup> A.M.T.  
ORLÉANS

URGENT

Mme POPOT Emilia, veuve d'un ex-mécanicien de manœuvres au dépôt d'Orléans, déporté politique décédé le 30 mars 1944 à Buchenwald, à laquelle nous avons demandé le 4 novembre dernier d'effectuer sa demande de pension de veuve de guerre, nous avise que la Section départementale des Pensions du Loiret à Orléans, lui refuse le dépôt de cette demande de pension, l'intéressée n'étant pas en possession de l'avis officiel ou officieux de décès.

En conséquence, dès que Mme POPOT sera en possession de cet avis officiel ou officieux, je vous prie de l'inviter à effectuer auprès de cette Section sa demande de liquidation de pension et de s'adresser le reçu qui lui sera remis attestant le dépôt de cette demande de pension.

L'intéressée est domiciliée à Orléans (Loiret) rue de la Concorde n° 16.

Je vous prie de m'aviser du nécessaire fait.

/Le Chef de la 3<sup>e</sup> Section B du Service Général

Sm

Transmis à M. le Chef de la Division du Service Général  
Personnel PA.4

Depuis votre transmission PA.4 du 12.10.45, Mme POPOT n'a pas encore reçu l'avis du Ministère des Déportés relatif au décès de son mari.

L'absence de toute pièce empêchant le dépôt de demande de pension de veuve de guerre et le règlement de la situation administrative de l'agent, je vous demanderais de bien vouloir intervenir, si possible, auprès des services intéressés.

Orléans, le 15.12.45  
L'INGÉNIEUR C.A.M.T.  
signé: NERON.

MINUTE

PA.4

Copie pour M. le Chef des Services Administratifs

avec prière de vouloir bien nous indiquer la réponse à faire à Mme POPOT.

Un avis officieux de décès du Ministère des Prisonniers nous a été adressé en septembre 1945.

PARIS, le 12 décembre 1945  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

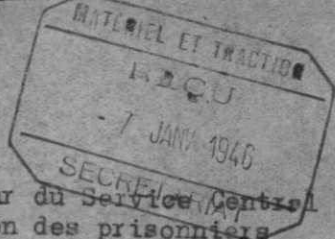
Signé: PESEZ

20.12.45

EXPÉDIE LE  
2 JANV 1946

SECRÉTARIAT

Direction  
Fl/Co



Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel (Section des prisonniers  
et déportés)

VR : Pm n° 1858/41.280  
du 26/9/45

Copie transmise en vous priant de bien vouloir inter-  
venir auprès du Ministère des prisonniers de guerre,  
déportés et réfugiés.

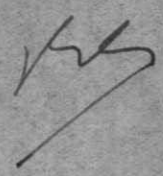
Paris, le - 7 JANV 1946  
P. LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,  
L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction

Signé: VIEL

Monsieur le Chef du Service MT

Copie transmise à titre d'information comme suite  
à votre communication PA 4 du 2/1/46.

Paris, le - 7 JANV 1946  
L'Ingénieur en Chef  
attaché à la Direction Régionale,



PA 4

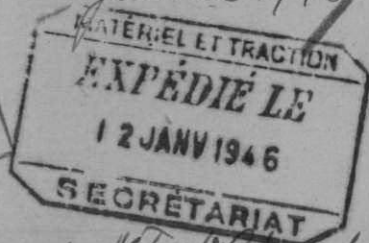
56

MS

Paris, le

Janvier 1946

MINUTE



Arrondissement N° 1 à Orléans

Suite à votre transmission du 15.12.45.

La lettre de la général Octavien Bdu  
Séjournant concernant ~~M. Popot~~ le  
réglement de la situation de M<sup>me</sup> Popot  
a été transmise au Ministère des  
prisonniers de guerre déportés et  
réfugiés, pour faire le nécessaire.

Nous vous tiendrons au courant  
de la suite qui y sera donnée

Le Chef de D<sup>m</sup>

Steno: PISSEZ

11.1.46

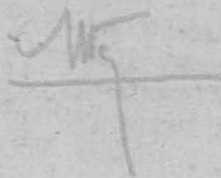
Pm.  
134.00 24.

Transmis à Mr le Chef de  
la Division du 1<sup>er</sup> Général

Suite à votre transmission P.A.H. du  
21.2.46 (lettre du 1<sup>er</sup> Central du  
Personnel Pm. n<sup>o</sup> 3320/41.280 du 8.  
2.46)

Orléans, le 8. 2 19 46

L'INGÉNIEUR CHIEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION





Dépot d'Orléans

Orléans le 7.3.1946

A 211.00

AMT

Orléans

2 fj

Situation du mécanisme de manœuvre Popot George -

Suite à votre transmission Pn 134.00 du  
22.2.1946 de la lettre LA 4 du 21.2.46.

Je joins après vérification et légalisation la  
formulaire signé par M. Popot.

Je joins également un certificat de mariage  
délivré le 16.11.1945.

Le Chef de Depot

Danvers

Paris, le 8 février 1946

GM  
20.2

Sce Central  
du Personnel  
lère Division  
Section des  
Prisonniers  
et des Déportés  
Civils.

Monsieur le Directeur  
de la Région du Sud-Ouest.

Réf. Pm n°3320/41.280

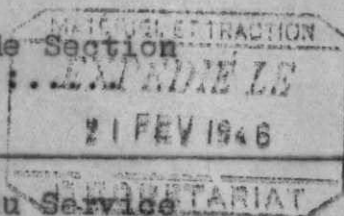
Suite à votre transmission Pl/Co du  
7 janvier dernier, par laquelle vous nous  
avez demandé d'intervenir auprès du Secrétariat  
Général des Prisonniers de Guerre, Dépor-  
tés et Réfugiés, afin de faciliter l'établis-  
sement de l'acte officiel relatif au décès  
de M. POPOT Georges, ex-mécanicien du dépôt  
d'Orléans, décédé le 30 mars 1944 à  
Buchenwald.

J'ai l'honneur de vous prier de bien  
vouloir faire compléter le formulaire ci-joint  
qui devra nous être retourné après légalisa-  
tion de la signature de Mme POPOT et accompa-  
gné d'une pièce justifiant sa qualité d'épouse  
du défunt.

Sces Administratifs  
Bureau du Personnel.

Le Chef de Section

Signé :



Pl/Co

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Copie transmise en vous priant de bien vou-  
loir faire le nécessaire d'urgence (votre  
communication PA.4 du 2 janvier 1946).

MINUTE

Paris, le 16 février 1946

/ L'Ingénieur en Chef  
attaché à la Direction Régionale.

Signé : .....

PA4

1 P.J. Copie pour A.M.T à ORLEANS,  
pour faire le nécessaire de toute urgence  
Paris, le

LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

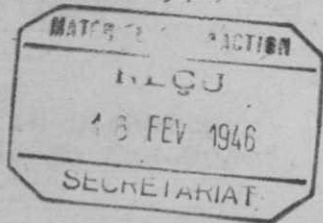
Signé : PESF

20.2.46

42/14-

Service Central  
du Personnel

Paris, le 8 février 1946,



1ère Division  
Section des Prisonniers  
& des Déportés Civils

Réf. Pm n° 3320/41.280

Monsieur le Directeur  
de la Région du Sud-Ouest

Suite à votre transmission Pl/Co du 7 janvier dernier, par laquelle vous nous avez demandé d'intervenir auprès du Secrétariat Général des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, afin de faciliter l'établissement de l'acte officiel relatif au décès de M. POPOT, Georges, ex-mécanicien du dépôt d'Orléans, décédé le 30 mars 1944 à Buchenwald.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire compléter le formulaire ci-joint qui devra nous être retourné après légalisation de la signature de Mme POPOT et accompagné d'une pièce justifiant sa qualité d'épouse du défunt.

SERVICES ADMINISTRATIFS

Le Chef de Section,  
signé ...

Bureau du Personnel

Pl/Co

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

copie transmise en vous priant de bien vouloir faire le nécessaire d'urgence (votre communication PA.4 du 2 janvier 1946).

Paris, le 16 FEV 1946

PAH  
1946  
Copie pour AMT Orléans  
L'Ingénieur en Chef  
attaché à la Direction Régionale,  
Pour faire le nécessaire de  
toute urgence. Paris le 16 février 1946  
Le Chef de Dm

12.3.46

PARIS, le MARS 1946.

MINUTE

PA4

2 P.J.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,  
à

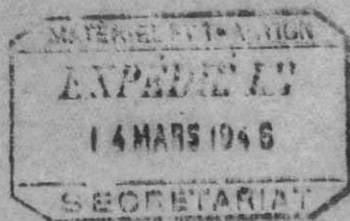
Monsieur LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

-Suite à votre transmission Pl/Co du 16 Février  
1946-

J'ai l'honneur de vous adresser après  
légalisation de la signature de Mme POPOT,  
femme de l'ex-chauffeur de route, du dépôt  
d'ORLEANS, la déclaration ci-jointe, ac-  
compagnée d'une pièce justifiant sa quali-  
té d'épouse du défunt.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: VEQUE



13.3.46

VII 290b

Agents incarcérés par les autorités  
Allemandes

Poupon, Louis

Gardère, Pierre

Bramarie, Raoul

Lemaire, Robert



Agents incarcérés par les autorités allemandes  
pour ~~communistes~~

VII 240<sup>th</sup>

Pouyon Louis chef distributeur M<sup>re</sup> St. Pierre  
secours de 50 fr. le 8.10.41

Gardeur Pierre manoeuvre St. Bayonne

Bramarie Raoul ouvrier St. Bayonne Certificat officiel de décès

Doucet Henri — ouvrier St. Gileans

Lemaire Robert ouvrier St. Paris

Pour cette Cat. d'incarcérés, il  
faut donner copie à M. Luand  
de la lettre du Dr. P. et de  
celle aux Drs. Robin & ainsi que  
de tous les rapports en notre  
possession

Lemaire, Robert

**S.N.C.F.**  
**Région du Sud-Ouest**  
**Matériel et Traction**

VII-240

**Renseignements à fournir**  
**en cas d'arrestation d'un agent de la**  
**S.N.C.F. par les autorités d'occupation**

Nom	LEMAIRE
Prénoms	Robert
Grade à la S.N.C.F.	ouvrier sellier
Résidence de service	E. de Paris
Date d'entrée à la S.N.C.F.	8-4-1920
Date et lieu de naissance	7-4-1892-Ladon
Domicile civil	74 rue de Verdun - Bagneux
Situation de famille	marié, 1 fille née le 19-5-21
Qualités professionnelles	
Services militaires (grades, campagnes, citations, blessures) .....	
Affiliation politique (s'il y a lieu)	
Date de l'arrestation	26 Juin 1941
Motifs de l'arrestation	Arrêté par les autorités allemandes et incarcéré dans un camp de prisonniers civils à Compiègne.
Condamnation	
Date, tribunal, motif	
Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce	
Lieu d'internement	Compiègne
Nom du défenseur	

*Fiche demandée par le S.A. le*  
*11.5.42*  
*renv. le 5/5/42*

EP 1079

-23-

Copie Entretien de PARIS.

Suite à sa lettre du 1.7.41 sur l'incarcération  
de l'ouvrier sellier LEMAIRE.

Je vous prie de me renseigner pour (A).

Orléans le 2/ Juillet 1941

L'Ingénieur C.A.M.T.

P / 1 P.J

Entretien de PARIS, le 13.7.41

Arrondissement M & T à ORLEANS

Ci-joint une lettre du 15 Ct de Madame  
VEYRIERE, Assistante Sociale Principale,  
donnant son avis sur la situation de la  
famille du sellier LEMAIRE Robert.

L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE  
CHEF de l'ENTRETIEN

-24-

Transmis à M. le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général AM

Neus vous communiquerons les renseignements complémentaires  
qui nous parviendront.

Ainsi que cela a été prescrit par votre note Am du 16.  
je demande à l'Entretien de Paris le résultat de l'examen  
Service social de l'aide-éventuelle à apporter à la famille  
l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert.

Orléans le 2 Juillet 1941

L'Ingénieur C.A.M.T.

P  
5/7/1941



Confidentiel.

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
à Orléans.

Incarcération de l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert.

Je vous informe que ce jour à 17 h, Melle LEMAIRE, fille de l'ouvrier sellier, est venue nous faire la déclaration suivante :

Le jeudi 26 Juin à 5h50, deux agents du Commissariat de Montrouge sont venus arrêter son père à son domicile, 74 rue de Verdun à Bagneux.

Aucune enquête n'aurait été faite au préalable et aucun motif n'a été donné concernant cette arrestation.

LEMAIRE a été prévenu de prendre 1 couverture, du linge et 1 jour de vivres, et a dû suivre immédiatement la police.

Sa fille a essayé de se renseigner à la Préfecture de Police (police Française) et à l'Hôtel Matignon (police Allemande) mais n'a pu obtenir le moindre renseignement sur le lieu de détention de son père.

LEMAIRE assurait un service normal, il était arrêté pour maladie depuis le 7 juin et devait se rendre à la visite médicale le 27, le temps qui lui avait été accordé expirait à cette date.

Il est à noter que le même jour un agent de la T.C.R.P. a été arrêté dans le même immeuble et dans les mêmes conditions.

Suivant les renseignements qui pourraient nous parvenir, nous vous tiendrons au courant de cette affaire.

L'Inspecteur Dre Chef de l'Entretien.

signé : .....

-Zd-

Transmis à M. le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général AM

Nous vous communiquerons les renseignements complémentaires qui nous parviendront.

Ainsi que cela a été prescrit par votre note Am du 16-4-41 je demande à l'Entretien de Paris le résultat de l'examen par le Service social de l'aide éventuelle à apporter à la famille de l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert.

Orléans, le 2 juillet 1941

L'Ingénieur C.A.M.T.

signé : DUBOS.



VII 290bis

Confidentiel.

Entretien de Paris le 3-7-41

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.

à Orléans.

Incarcération de l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert.

(Suite à notre lettre du 1-7-41).

Les renseignements suivants nous ont été communiqués par M.RENAUD, inspecteur de la police spéciale de la gare d'Orsay, que nous avons mis au courant de cette affaire:

LEMAIRE a été arrêté par les autorités allemandes et est actuellement incarcéré 6 Rue Matignon à Paris ; le motif de l'arrestation n'est pas connu.

*Confidentiel*

L'Inspecteur Dre Chef de l'Entretien.

**ZD**

Transmis à M. Le Chef du Service H.C.  
Don du Service Général. Com. Lemaire  
Suite à la lettre du 1er  
concernant de l'entretien de Paris,  
relative à l'incarcération de  
l'ouvrier (sellier) Lemaire Robert. (Notre transmission du 2et)  
ORLÉANS, le 3-7-41-19  
L'Ingénieur / chef d'entretien  
du Matériel et de la Traction  
Lemaire

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST

Matériel & Traction

PARIS, le

Juillet 1941.

CONFIDENTIEL

Am.

Transmis à Monsieur le DIRECTEUR de  
l'EXPLOITATION,

*Sénaise Robert* ouvrier sellier entretien de Paris



vous fournirons, dès réception, tous renseignements utiles au sujet de la situation de famille de l'agent en vue de vous proposer, le cas échéant, d'attribuer un secours à celle-ci.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION.

Signé: GARDON

*Copie donnée à M. Guard  
le 17 7 41*

VII 200<sup>no</sup>

Entretien de Paris le 7-7-41

Confidentielle.

Arrondissement M.&.T.à Orléans.

Incarcération de l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert.

Mademoiselle LEMAIRE, fille de l'ouvrier sellier arrêté à son domicile le 26 juin dernier, est venue nous informer que son père, dont elle avait reçu des nouvelles, était interné dans un camp de prisonniers civils à Compiègne (Oise).

Interrogée, elle nous a déclaré qu'elle ignorait toujours le motif de l'arrestation de son père.

Ci-dessous l'adresse de l'intéressé :

Absender

Vor und Zuname :

LEMAIRE Robert

Oefangennummer - 295

Lager Bezeichnung

Frontalag - 122

Compiègne (Oise.

Les renseignements que nous pourrions obtenir par la suite, vous seront immédiatement communiqués. M.T.

-2a-

*Confidentiel*  
Transmis à : 1. Service M.T.  
M. Le Chef du Service Général  
Division du Sec. Général  
Personnel. Ant.  
Suite à M. Dre Chénod et  
Orléans le 9 Juillet 1941  
L'Ingénieur C.A.M. Etien.  
*11.7.41*  
*Am*

Pa

Quincy. Orleans

~~VII 9, 0~~

BUREAU DU PERSONNEL  
EXPÉDIE  
9. JUL 1947  
L  
Pou

Suite à votre transaction n° 1  
du 7. 7. 41 et une lettre du 3. 7. 41  
de L. Luth. de Paris concernant  
pour celui hemari.

Je vous prie de vouloir  
bien nous adresser la fiche prévue  
par la lettre P 5329 du 15  
mai 1941 du Jc C P P dont  
copie vous a été donnée le  
27 mai dernier et des renseignements  
sur la situation de la famille  
de cet agent et de personnes dont il dispose.  
Jusf. ff.



Pa. Arrondissement d'Orléans

Suite à votre transmission du 7.7.41  
d'une lettre du 3.7.41 de l'Ent. de  
Paris concernant l'ouvrier - sellier  
Lemaire, Robert.

Je vous prie de vouloir  
bien nous adresser la fiche prévue  
par la lettre P 5329 du 15 mai  
1941 du <sup>re</sup> C. I. dont copie vous  
a été donnée le 27 mai dernier  
et des renseignements les détaillés  
sur la situation de la famille  
de cet agent et des ressources  
dont il dispose.

4  
Monsieur l'Inspecteur  
chargé du <sup>Personnel</sup> Général Paris, le 9 Juillet 1941

fi. joint,  
La fiche et les renseignements  
demandés.

Orléans 19.7.41.

L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

Inspecteur Principal  
Chef du Service Général  
(Personnel)

*[Signature]*

*[Faint handwritten notes and stamps]*  
10.7.41  
O. Colpe



VII 390<sup>ms</sup>

15 juillet 41

Matériel et Traction

Pa

Signé : DUMAS

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel

J'ai l'honneur de vous rendre compte de  
l'arrestation par les autorités allemandes de  
l'ouvrier LEMAIRE, Robert, de l'entretien de  
Paris.

Nous ne connaissons pas le motif de  
l'arrestation.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,

Monsieur le Directeur du Service Central P  
88, rue St-Lazare- PARIS

VII 290<sup>m</sup>

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU SUD-OUEST

SERVICE SOCIAL

Paris, le 15 Juillet 41  
1, Place Valhubert (13<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>) Téléph. GOR. 98-70

Monsieur l'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE  
CHEF de l'ENTRETIEN,

Suite à votre lettre du 4 courant.

Madame LEMAIRE ne travaille pas et n'avait aucune ressource en dehors du salaire de son mari.

La jeune fille a été embauchée dans une entreprise de camouflage allemande. Elle y travaille depuis 15 jours et n'a pas encore été payée.

La famille n'avait pu faire d'économies car l'agent étant gravement malade, il lui fallait un régime coûteux.

Un secours serait nécessaire pour permettre à la famille de s'organiser.

L'ASSISTANTE PRINCIPALE

*T. Veyrier*

P2

Entretien de PARIS le 12.7.41

2 P. J.

Arrondissement

ORLEANS

Ci-joint en double exemplaire la fiche de renseignements concernant l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert, de l'Entretien de Paris. Nous ne possédons pas les éléments de rémunération concernant cet agent.

L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE  
CHEF de l'ENTRETIEN

2  
Entretien de Paris

Pour A, il vous appartient d'indiquer le traitement fixe, et les allocations et primes dont vous devez connaître le montant, (approximativement, s'il y a lieu.)

Orléans 15.7.41.

Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

2 P.

Monsieur l'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

ORLEANS

Ci-joint en retour la fiche de renseignements complétée avec le traitement de l'agent d'après les éléments approximatifs que nous possédons.

Entretien de Paris le 16 JUIL 1941

L'Inspecteur Divisionnaire  
Chef de l'Entretien

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : LEMAIRE Robert

Grade: ouvrier-sellier

(1)  
Etablissement Entretien de PARIS (SO)

Né le : 7 avril 1897 Commissionné le : 8.4.21

(2)  
Situation de famille :  marié

1 fille née le 19.5.21

femme: ne travaille pas.

fille: travaille depuis une quinzaine à l'entreprise de  
camouflage à ISSY-les-MOULINEAUX, pour les autorités  
allemandes.

(3) (4)  
Absent du : 26.6.41 au : ?

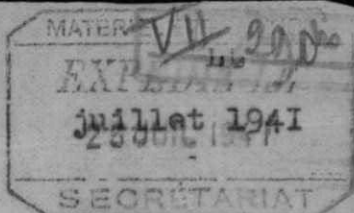
(5)  
Motif del'absence : Arrêté par les autorités allemandes et incarcéré  
dans un camp de prisonniers civils à COMPIEGNE

		Traitement net	959,50
	(6)	Prime de travail	104,50
Rémunération mensuelle de l'agent	:	Prime exploitation	100,00
		Résidence	302,50
approximative		Indemnité spéciale temporaire	300,00
		Total	1766,50

déduction faite du 5 % retraite.

Observations du service: agent effectuant un service normal

Copie pour M. SUARD PARIS, le



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

26 JUIL 1941

à Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENT INCARCERE PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

- suite à lettre du Service Central P  
5329 du 15.5.41 -

J'ai l'honneur de vous adresser ci-  
joint la fiche concernant l'ouvrier sellier  
LEMAIRE Robert de l'entretien de PARIS,  
incarcéré par les autorités allemandes le  
26 juin.

Cet agent, qui était en situation de  
maladie depuis le 7 juin, devait se rendre à  
la visite médicale le 27 juin.

Nous ne connaissons ni le motif ni la  
durée de l'incarcération.

Dès que LEMAIRE sera libéré, nous lui  
demanderons ses explications écrites en vue  
d'une sanction administrative.

Cet agent est marié; sa femme ne  
travaille pas. Sa fille âgée de 20 ans ne  
travaille que depuis une quinzaine de jours  
dans une entreprise de camoufflage à ISSY-les  
MOULINEAUX.

Je serais d'avis de lui attribuer,  
pendant la durée de son incarcération, un  
secours égal au 1/4 de sa rémunération.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Signé: DAUSSAC

*Secours égal à la  
1/4 du traitement  
de l'attente de  
la sanction  
de 13.8.41*



Entretien de PARIS, le 2.3.41

VII 290<sup>m</sup>

Arrondissement M & T  
ORLEANS

Pour la suite à donner.

Le sellier LEMAIRE Robert a été arrêté à son domicile le 26 juin dernier dans les conditions indiquées dans ma note confidentielle du 1<sup>er</sup> juillet écoulé.

Nous le considérons en état d'absence (sans solde) depuis le début de son arrestation.

L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE  
CHEF de l'ENTRETIEN

*C. Lemaire*

Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T  
Division du Service Général Am,

Zd

Suite à mes transmissions des 2-7-41 et 19-7-41.

Avec prière de nous donner des instructions sur le régime de solde à appliquer, durant son internement, à l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert, de l'Entretien de Paris prisonnier de guerre arrêté par les Autorités allemandes, le 26-6-41 pour un motif que nous ignorons alors qu'il était en position de maladie.

Orléans le 7 Août 1941.

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T.

*[Signature]*

Lemaire Robert Front-stalag 122.  
n° m<sup>e</sup> 295 Compiègne Oise.  
Le 24 Juillet 1941

à Monsieur L'Inspecteur  
M<sup>re</sup> Entretien de Paris Région  
Sud. Ouest. S.N.C.F.

Monsieur L'Inspecteur  
J'ai l'honneur d'attirer votre bien  
veillante attention sur ma situation  
actuelle.

Je suis au service de la S.N.C.F. Entretien  
de Paris, en qualité d'ouvrier sellier depuis  
le 7 Avril 1920, emploi que j'ai toujours  
occupé avec conscience et droiture.

Comme malade le 7 Juin 1941, j'avais  
bénéficié d'un congé maladie de 26 jours  
et devais passer le 26 Juin la visite  
de Monsieur le Médecin Chef en vue d'une  
prolongation de repos nécessitée par mon état.

Or le jour même vers 6 heures du  
matin, j'ai été arrêté à mon domicile.

VII 900  
Entretien de Paris le 6-8-42

SB. 1.

Monsieur le Chef de Division  
du Service Général.

(Personnel).

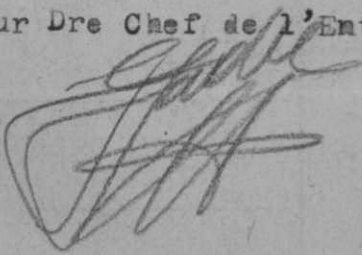
\*\*\*\*\*

Suite à notre lettre du 3-7-41.

J'ai l'honneur de vous informer que l'ouvrier sellier LEMAIRE Robert de l'Entretien de Paris, qui avait été arrêté le 26-6-41 et interné par les autorités allemandes, s'est présenté ce jour à l'Entretien, après avoir été libéré le 5 Ct.

Nous demandons si nous pouvons lui faire reprendre son travail.

L'Inspecteur Dre Chef de l'Entretien.



MINUTE

MATERIEL ET TRACTION  
EXPÉDIE LE  
- 6 AOUT 1942  
SECRETARIAT

Paris, le

Pa

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

L'ouvrier sellier LEMAIRE Robert, de  
l'entretien de Paris, incarcéré par les autori-  
tés allemandes le 26 juin 1941 a été libéré le  
5 aout 1942.

Etant donné le motif de son incarcération,  
nous ne l'avons pas autorisé à reprendre  
immédiatement le travail.

J'ai l'honneur de vous proposer de le  
remettre en service à l'entretien de Paris.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,

Signé : LISSACQ

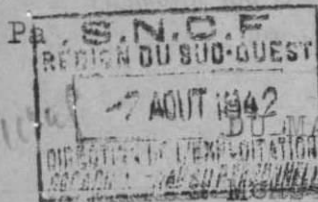
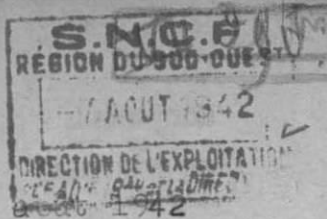
*Lissacq*

123  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

Matériel & Traction

Paris, le 6



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCÉRÉS PAR LES  
AUTORITÉS ALLEMANDES

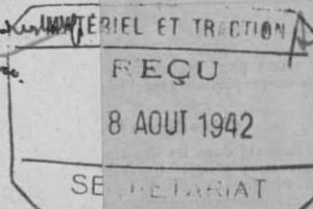
L'ouvrier sellier LEMAIRE Robert, de  
l'entretien de Paris, incarcéré par les autori-  
tés allemandes le 26 juin 1941 a été libéré le  
5 août 1942.

Etant donné le motif de son incarcération,<sup>(1)</sup>  
nous ne l'avons pas autorisé à reprendre  
immédiatement le travail.

J'ai l'honneur de vous proposer de le  
remettre en service à l'entretien de Paris.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION,  
Le Chef de la Division  
du Service Général

Prétre de vouloir bien faire  
connaître aux services administratifs  
la date de reprise de service.



(1) MT a précisé verbalement que le motif était inconnu.

Pa

**MINUTE**

Paris, le

AC



A.M.T. ORLEANS

**AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES**

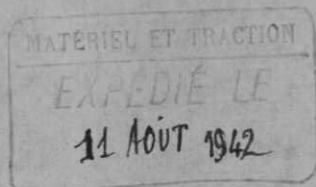
Il y a lieu de remettre immédiatement en service à l'Entretien de Paris, l'ouvrier sellier LEMAIRE, Robert, de cet Etablissement, qui, incarcéré par les Autorités allemandes le 26-6-41, vient d'être libéré le 5-8-42.

Prière de nous faire connaître la date de reprise de service de cet agent.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON

Copie pour Am





VII 290<sup>m</sup>

Entretien de Paris le 20-8-42

MP 3368.

SBP.

1 carte  
de circu-  
lation.

Arrondissement M.&T. à Orléans.

Suite à lettre Pa du 10-8-42 de M.le  
Chef du Service - votre transmission Zé du  
11 Ct. (agents incarcérés par les Autorités  
Allemandes).

Je vous informe que l'ouvrier sellier  
LEMAIRE Robert, reprend son service à compter  
du 20 Août 1942.

*Carte  
transmise  
d'autre  
part.* { Ci-joint en retour la carte de circula-  
tion n° 1193, valable pour 1941 sur la ligne  
de Sceaux (Cie du chemin de fer Métropolitain)  
qui nous a été remise par LEMAIRE.

L'Inspecteur Dre Chef de l'Entretien.

*Ad.  
transmis à M.le Chef du Service M.C.  
Division du Général. Personnel  
Suite à lettre P.a du 10 courant.  
Orléans, le 28 août 1942*

PREMIER CHIEF D'ARRONDISSEMENT  
DE PARIS ET DE LA SEINE  
*[Signature]*

SB<sup>1</sup>

Entretien de PARIS, le 1.9.42

Arrondissement M & T  
O r l é a n s

SECOURS AUX FAMILLES D'AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

(Lettre Pa du 2.8.42 de Mr l'Ingénieur Ppal  
à la Division du Sce Général )

L'ouvrier sellier LEMAIRE Robert de l'  
Entretien de Paris, figurant sur liste jointe  
à la lettre précitée a été libéré le 5.8.42  
par les autorités allemandes.

Il a repris son service le 20.3.42.  
La famille de LEMAIRE, bénéficiant pendant  
son incarcération du paiement de la moitié de  
sa rémunération, je vous serais obligé de bien  
vouloir provoquer le paiement de la moitié de  
celle-ci pour la période du 1<sup>er</sup> au 19.3.42,  
période pour laquelle LEMAIRE est considéré  
sans solde.

L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE  
CHEF de l'ENTRETIEN

Transmis à M. le Chef du Service No. 6. Personnel.  
Division du Service Général. Personnel.  
Suite à sa lettre Pa du  
2.8.42.  
Avec prière de vouloir bien nous donner  
des instructions. 2/3.9. 19 42.  
ORLEANS, le  
Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

PARIS le

septembre 1942

Pa

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à  
Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

EXPEDIE LE

5 AOUT 1942

SECRETARIAT

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES

Suite à notre lettre Pa du 6.8.1942

J'ai l'honneur de vous faire  
connaître que l'ouvrier LEMAIRE Robert de  
l'entretien de PARIS a repris son service à cet  
établissement le 20 août 1942.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé : LISSACQ

*Voir pour le service*

Paris, le 24 septembre 1942

Pa



Arrondissement M.T. ORLEANS

Suite à votre transmission Zd du 2.9.42 de la lettre SB 1 de l'entretien de Paris du 1.9.42

Le secours attribué à la famille de l'ouvrier LEMAIRE Robert, de l'entretien de Paris, comme suite à la lettre Pa du 20.8.41 est à payer à celle-ci jusqu'au lendemain de la date à laquelle il a été notifié à LEMAIRE qu'il devait reprendre son service à l'entretien de Paris.

La période comprise entre cette date et le 20.8.42 date de reprise effective de service de LEMAIRE est à imputer sur le congé régulier auquel cet agent a droit au titre de l'exercice 1942.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

Signé : DÉTIENNE

*Classe  
Aut. / sans mention  
propre d'après de la  
de la date du 19.9.42*

Ministère des Anciens  
Combattants et Victimes de  
Guerre  
-----

MAIRIE du B O U C A U

- : - : - : - : -

Bureau de l'Etat-Civil Déportés -  
37 rue de Bellechasse - PARIS 7<sup>e</sup> -

N° de l'Acte ..... 205  
N° du Registre... 32  
Dossier N° ..... I6654

ACTE DE DECES

L'an mil neuf cent quarante trois, le vingt quatre octobre, est décédé à BUCHENWALD ( Allemagne ) BRAMARIE Raoul, né le CIN QUATRE MIL NEUF CENT UN, à BORDEAUX (Gironde), domicilié en dernier lieu à BOUCAU, ( Basses - Pyrenées ) route Militaire, Maison Loubières, fils de Bramarie Jean et de Texier Cécile son épouse sans profession, époux de Québriac Renée Anna Marie

Le présent acte a été dressé par Nous, Officier de l'Etat civil au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, à PARIS, le 9 octobre 1946, conformément aux dispositions de l'ordonnance N° 452.561 du 30 octobre 1945 (art. 3) insérée au Journal Officiel du 31 octobre 1945, sur la base des éléments d'information figurant au dossier du défunt, que nous a été présenté ce même jour.

L'Officier d'Etat-Civil  
VINCENT Pierre

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

BOUCAU, le 29 octobre 1946  
Le Maire,

Signé: ...



Poupon, Louis

lt-At-15.5.41

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES  
-----

NOM ET PRENOMS : POUPON Louis

GRADE : Chef-distributeur

ETABLISSEMENT : MAGASIN GENERAL des MATIERES de St-PIERRE DES CORPS

NE LE : 18 Août 1892

COMMISSIONNE. LE : 12-6-21

SITUATION DE FAMILLE : Marié, 3 enfants à charge  
(1 fils né le 11-3-24  
(1 fils né le 13-3-27  
(1 nièce (pupille) née le 3-4-40

Femme ne travaillant pas. Seul, le fils né le 11-3-24 est apprenti, non rétribué.

ABSENT DU Lundi 23 <sup>Juin</sup> ~~Mars~~ 1941 AU

MOTIF DE L'ABSENCE : Incarcération, suite à un incident dont les détails sont précisés sur le rapport Nre 12155 ci-joint

REMUNERATION MENSUELLE DE L'AGENT :  
Traitements mensuel : 1.314 Frs )  
Indemnité fixe : 584 Frs ) 2.472  
Allocations familiales : 574 Frs )

OBSERVATIONS DU SERVICE : POUPON est un agent dont le service nous donne satisfaction (majoration M.2)

26

CHEMIN DE FER  
DE  
PARIS A ORLÉANS  
MATÉRIEL ET TRACTION

Mod. 4154 bis

Rapport de M. AYRAULT Marcel, Inspecteur Divisionnaire  
re de 1<sup>er</sup> cl., Chef du Magasin Général de ST-PIERRE DES CORPS  
sur le Chef distributeur POUPON Louis, incarcéré par les  
autorités allemandes, le 22 Juin 1941.

DENEUVY, IMP. - MONTLUÇON - 16.000 ex. in-4° carte bulle 10 km. 25 JUN 1941

Saint-Pierre le 24 Juin 1941

RENOI OU DECISION

Le 23 Juin, à 7<sup>h</sup>30, Mme POUPON me faisait aviser que son mari, le Chef-distributeur POUPON Louis, avait été incarcéré la veille par les autorités allemandes, et, de ce fait, ne pouvait prendre son service.

Pour être exactement informé des circonstances de cet incident, j'ai fait recueillir au domicile de Mme POUPON, la déclaration que je résume ci-après :

"Le dimanche 22 Juin, vers 15 heures, POUPON eut une discussion avec un voisin de nationalité Tchéco-Slovaque, nommé BLASKOVIC, au sujet des événements actuels (guerre germano-russe).

"BLASKOVIC menaça POUPON d'aller le dénoncer aux autorités allemandes, en raison -prétendait-il, de ses opinions communistes.

"A la suite de cette altercation, POUPON se présenta à la Gendarmerie française pour signaler le fait et les inconvénients qui pourraient en résulter pour sa personne.

"Pendant ce temps, BLASKOVIC, mettant sa menace à exécution, fit une démarche à la Kommandantur; deux gendarmes allemands vinrent à 17<sup>h</sup>30 au domicile de POUPON, le mirent en état d'arrestation, et le firent monter dans une automobile pour une destination inconnue."

Cette affaire présente le caractère d'un incident particulier et non d'une inobservation des règlements de la S.N.C.F. Je ne pense pas qu'elle comporte de suite disciplinaire ou d'ordre judiciaire de la part des autorités françaises.

LE CHEF DU MAGASIN GENERAL,

Transmis à Monsieur le Chef du Service M. T. (Division du Service Général - Personnel) par la voie de votre transmission du 27 mai 1941. Sa suite résulte des renseignements recueillis au cours d'un entretien avec la Feldkommandantur, par l'intermédiaire des agents du contrôle allemand dans nos Ateliers que le chef distributeur Poupon a été arrêté par la Feldgendarmarie pour le motif suivant : Propagande communiste et propos tenus en faveur de la C.R.S.S.

Nous vous tiendrons au courant de la décision qui sera prise par les autorités d'occupation à l'égard de cet agent. Nous le considérons comme propagandiste et nous le considérons comme propagandiste d'après les renseignements reçus le 24.6.41 à compter de 13.6.

Chando



AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : Pouhon Louis  
Grade: Chef-distributeur  
Etablissement <sup>(1)</sup> Magasin général des Matières de St Pierre des Corps  
Né le : 18 août 1899 Commissionné le : 12-6-24  
Situation de famille <sup>(2)</sup> : marie, 3 enfants à charge. 1<sup>er</sup> fils né le 11-3-24  
2<sup>e</sup> fils né le 13-3-24  
1<sup>ère</sup> fille (sujette) née le 3-4-40

Absent du <sup>(3)</sup> : lundi 23 juin 1941 au <sup>(4)</sup> : \_\_\_\_\_

Motif del'absence : Peuphon a été arrêté le 22-6-44 par les autorités  
allemandes et emmené pour une destination inconnue pour propagande  
communiste et profès. tenus en faveur de l'U. R. S. S.

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> : Elements fixes - 1898 +  
Allocations familiales 574-

Observations du service: Poupon est un agent dont le service nous donne  
satisfaction (majoration N2)

- (1) Indiquer par exemple : Gare de Châlons -sur-Marne-Dépôt de Laroche- Service régional de l' Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) Ils'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.



PARIS le

juin 1941 M.

Pa

Monsieur le CHEF DES SERVICES

ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite à lettre du Soc G<sup>1</sup> P.5329 du  
15 mai 1941.

J'ai l'honneur de vous adresser  
ci-joint, une fiche concernant le Chef distri-  
buteur POUPON Louis du Magasin Général des Matières  
de St-Pierre des Corps qui le 22 Juin 1941  
a été arrêté par les autorités allemandes et  
emmené pour une destination inconnue pour propa-  
gande communiste et propos tenus en faveur de  
l'U.R.S.S.

POUPON est marié et à la charge de  
3 enfants : 2 fils âgés de 17 ans et 14 ans  
et une nièce ( pupille ) âgée d'un an .La femme  
de cet agent ne travaille pas .Le fils aîné  
est apprenti non rémunéré .

*Scru-  
de 500-  
Lettre de  
M. L. S. de  
2. 10. 41*

Je serais d'avis de lui attribuer  
pendant le temps de son incarcération <sup>un salaire équivalent à</sup> la demi  
solde augmentée des allocations pour charges de  
famille .

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON



*Copi pour L. Luvard.*

- 2 JUIL 1941

5bis

l'Hopital

Signé : DUMAS

Pa

Monsieur le DIRECTEUR  
du Service Central du Personnel

J'ai l'honneur de vous rendre compte  
de l'arrestation par les autorités allemandes  
du Chef distributeur POUPON Louis du Magasin  
Général des Matières de St-Pierre des Corps .

POUPON a été arrêté le 22.6.41 par  
les autorités allemandes et enné pour une des  
tination inconnue pour propagande communiste et  
propos tenus en faveur de l'U.R.S.S.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

*Che pour h. Luau*



M.le Directeur du Service Central P  
88 Rue St-Lazare PARIS

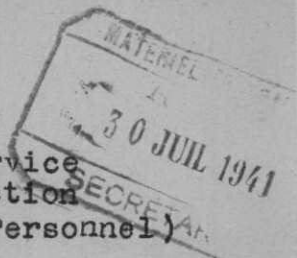
TOURS le 29 Juillet 1941

VII 290 bis

Ap.-

*Am* *29/7/41* *M. H. H.*

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Sce Général - (Personnel)

AGENT INCARCERE

Comme suite à ma transmission du 24 Juin dernier d'un rapport du même jour de M. AYRAULT relatif à l'incarcération par les autorités occupantes du chef distributeur POUPON Louis, du Magasin Général des Matières de Saint-Pierre-des-Corps, je vous informe que cet agent a été traduit devant le tribunal militaire allemand le 9 Juillet et condamné à 2 ans de réclusion. Cette peine devra être purgée en Allemagne.

Je me permets d'attirer votre attention sur la situation de famille de cet agent, précisée sur la fiche annexée au rapport susvisé.

La femme de POUPON se trouve maintenant sans ressources avec les charges suivantes :

- 1 fils de 17 ans apprenti non rétribué,
- 1 fils de 14 ans
- 1 nièce de 11 ans ( pupille de l'agent )

( lire sur la fiche jointe au rapport : née le 3-4-30 ).

*cf. voy. 2. 4. 30*

l'Ingénieur chef des Ateliers.

*C. Pando*

Paris, le

2907  
août

Pa  
AGENTS INCARCERES

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à  
Monsieur LE CHEF DES  
SERVICES ADMINISTRATIFS

(Suite à lettre Pa du 1er juillet 1941)

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le Chef distributeur POUPON Louis, du Magasin Général des Matières de St-Pierre-des-Corps, a été traduit devant un tribunal militaire allemand le 9 juillet et condamné à 2 ans de réclusion (Cette peine devra être purgée en Allemagne).

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON



*Calu*

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R.C. Seine N° 276.448 B

RÉGION DU SUD-OUEST

DIRECTIONParis, le 11 AOUT 1941  
1, Place Volhubert (13<sup>e</sup> Arr.) Téléph. GDB. 98-70V.R.: Pa des 1er juillet  
et 7 août 1941

CONFIDENT

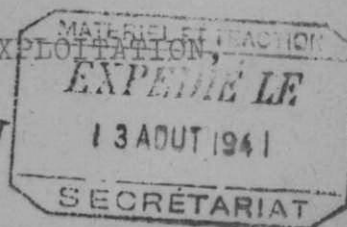
Monsieur le Chef du Service M.T.,

En raison de la gravité de la condamnation prononcée par les autorités allemandes à l'encontre du Chef distributeur POUPON, Louis, du Magasin Général des Matières de St-Pierre-des-Corps, je vous serais obligé de vouloir bien charger un fonctionnaire qualifié de votre Service d'effectuer une enquête approfondie en vue de préciser :

- l'attitude de l'intéressé en service et hors du service. (Ce fonctionnaire devra se rapprocher à ce sujet du Préfet d'Indre-et-Loire) ;
- les faits exacts qui ont motivé l'arrestation et la condamnation de M. POUPON.

Vous voudrez bien me communiquer le résultat de cette enquête en joignant les propositions que vous croirez devoir formuler sur le maintien de l'intéressé dans les cadres du personnel.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION,



*Copie pour At pour  
avec fin de nous mettre  
d'urgence à la  
Le Chef de*



Ap Monsieur le Chef du Sce du Matériel et de la Traction  
Division du Service Général-Personnel

CONDAMNATION PRONONCEE PAR  
LES AUTORITES D'OCCUPATION

V/transmission Pa du  
13.8.41

L'attitude en service du chef distributeur POUPON, Louis du magasin général des Matières de St-Pierre-des-Corps; condamné à 2 ans de réclusion le 9 juillet dernier, par le Tribunal militaire allemand, n'a jamais donné lieu à remarque défavorable et la correction de cet agent à l'égard de ses chefs a toujours été parfaite.

En dehors du service, POUPON ne s'est jamais signalé comme propagandiste de doctrines politiques et en aucun moment il n'a fait montre de sentiments hostiles à l'égard du gouvernement français ou allemand. Tels sont les renseignements recueillis tant auprès des Services de la Préfecture d'Indre-et-Loire que de la Mairie de St-Pierre-des-Corps, ainsi que d'autres personnalités connaissant cet agent.

De plus, nous avons retenu les déclarations de trois témoins de l'incident qui est à l'origine de cette arrestation. Ils sont tous unanimes sur le fait que la dispute qui eut lieu entre le sujet tchécoslovaque nommé BLASKOVITCH et notre agent (CF notre rapport du 24.6.41) a été provoquée sans raison par le premier et que POUPON n'a prononcé à ce moment là aucune parole offensante pour le Gouvernement allemand. Tous trois ajoutent qu'il s'agit d'un bon père de famille, très sérieux et très paisible.

Compte tenu du résultat de notre enquête, nous avons demandé à M.le Préfet d'Indre-et-Loire de bien vouloir intervenir auprès des autorités occupantes pour que le cas de notre agent fasse l'objet d'un nouvel examen. M.le Préfet d'Indre-et-Loire vient de nous faire savoir qu'il allait tenter une démarche auprès de la Kommandantur en vue de la révision de ce cas. Nous vous tiendrons au courant des suites de cette intervention.

D'après les renseignements que nous a fournis le Service du Contrôle allemand de nos ateliers et qu'il a recueillis auprès de la Kommandantur locale, POUPON aurait été arrêté et condamné pour propos offensants, à tendance communiste, contre les Puissances de l'Axe et leurs dirigeants, qu'il aurait prononcés au cours de la dispute avec BLASKOVITCH et que ce dernier a rapportés à la Kommandantur.

A notre connaissance, le jugement aurait été prononcé sans audition de témoins, à part la femme de l'inculpé.

P.L'Ingénieur Chef des Ateliers

signé: de LAMOTHE

Confidentiel

VII 2AD<sup>12</sup>

Paris le août 1941

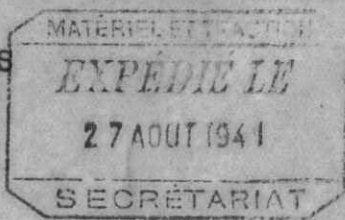
Pa

26.8.41

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

CONDAMNATION PRONONCEE PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES  
AFFAIRE POUPON.



1 P.J  
VR:Direction du 11.8.41

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les résultats de l'enquête effectuée par les ateliers de Tours au sujet de la condamnation par les autorités allemandes du chef distributeur POUPON, Louis, du magasin général des matières de St-Pierre-des-Corps.

Je suis d'avis de maintenir POUPON dans les cadres du personnel de la Région.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé : BAROIS

TOURS, le 26 Décembre 1941

Ap.

LIBERATION D'UN AGENT  
INCARCERE PAR LES AUTO-  
MITES OCCUPANTES.

M. le Chef du Sce du Matériel et de la Traction  
Division du Sce général

REQU

27 DEC. 1941

SECT

(Suite à la correspondance échangée au sujet de l'arrestation et de la condamnation par les autorités d'occupation du chef distributeur POUPON Louis du Magasin général de St-Pierre-des-Corps).

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la libération du Chef distributeur POUPON du Magasin général de St-Pierre, qui avait été incarcéré le 22.6.41 par les autorités d'occupation et condamné à 2 ans de réclusion le 9.7.41 par le Tribunal militaire allemand pour propos offensants à tendance communiste à l'adresse des puissances de l'axe (en fait cet agent s'est toujours apremment défendu d'avoir tenu de tels propos et les résultats de l'enquête à laquelle nous nous étions livrés à la suite de votre transmission Pa. du 13.8.41 lui étaient entièrement favorables (Cf. notre lettre du 22.8.41)

POUPON qui était depuis lors détenu à la maison d'arrêt de Tours avait confié la défense de sa cause à M<sup>e</sup> JUPIN, du barreau de Tours qui est intervenu auprès des autorités d'occupation afin d'obtenir un recours en grâce en faveur de son client.

Cette requête ayant reçu un accueil favorable, POUPON a été gracié et remis en liberté le 23 courant après 6 mois de détention.

Cet agent a repris son service ce jour 26.12. au Magasin général

J'ajoute que nous avons payé à la famille de cet agent les 2 secours indiqués dans votre lettre Pa. du 15.12.41, la question de nouveaux versements ne se pose plus pour l'avenir.

L'Ingénieur Chef des Ateliers

Copie pr M. le Chef de la Subd. des Approvisionnements  
TOURS, le 26.12.41  
L'Ingénieur Chef des Ateliers



AC  
Paris, le 10 Janv. 1942



En  
AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES  
ALLEMANDES

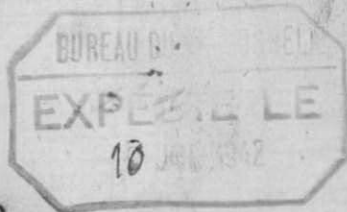
LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à Monsieur le Chef des Services  
ADMINISTRATIFS

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la libération le 23 Décembre 1941, du chef distributeur **POUPON Louis** du Magasin Général de St Pierre, incarcéré le 22.6.41 par les autorités allemandes. **POUPON**, qui avait été condamné à 2 ans de réclusion le 9.7.41 par le Tribunal militaire allemand, a été gracié et remis en liberté.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON

*donner à M. Suard  
pour l'envoi à  
M. Suard à  
Paris*



Copie pour M. SUARD

*Calder*

Gardère, Pierre



358

752-  
Monsieur l'INGENIEUR C.A.M.T.  
B O R D E A U X .

Nous vous rendons compte de ce que les agents BRAMARIE Raoul, GARDERE Pierre, ont été appréhendés et retenus par les autorités allemandes .

BRAMARIE et GARDERE se trouvaient le premier en situation de blessé en service, le deuxième en situation de maladie.

Ci-joint, les fiches concernant ces agents .

LE CHEF DE DEPOT  
Signé : " " " " "

-----  
COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction - Division de la Traction -

COPIE transmise à Monsieur l'INSPECTEUR PRINCIPAL chargé du Service General (Personnel) avec ci-jointes les fiches ayant fait l'objet de sa transmission Pa du 27.5.41.

-2-

Nous considérons ces agents comme étant en position d'absence sans solde pendant le temps de leur éloignement de la S.N.C.F.

Nous demandons à l'E.B.D. de nous préciser le motif et la durée probable de l'incarcération.

COPIE au dépôt de Bayonne pour prendre note que ces 2 agents sont à considérer comme en situation d'absence sans solde. Ne pas omettre d'aviser le Bureau de la Solde .

Bordeaux, le 30 Juin 1941  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

*Hecart*

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE  
D'ASSURER LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : GARDERE Pierre

Grade : maître

Etablissement (1) : DÉPOT DE BAYONNE

Né le : 1.5.1901 Commissionné le : 13.5.30

Situation de famille (2) : marie. 2 enfants. Jacqueline née le 20.12.27.

André né le 29.7.29. Madame Gardere ainsi que ses enfants sont sans  
emploi

Absent du (3) 26 juin 1941 au (4) \_\_\_\_\_

Motif de l'absence (5) suite à arrestation par les autorités allemandes des personnes ayant  
appartenues au parti communiste. Ayant déjà été incarcéré du 13.2.41 au 16.2.41 par les autorités  
françaises suite à une arrestation générale ayant suivi une distribution de tracts.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) Traitement = 1382.<sup>+</sup>00

Allocation familiale = 157.00

Observation du service : \_\_\_\_\_

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F. si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

---

Trait	763	} 1382
Pensions	62	
Ind. sp. temp.	200	
Ind. sp. perp.	100	
Rendement	157	
all. fam. l.	157	



VII 240<sup>m</sup>

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : GARDERE, Pierre

Grade: Maître

Etablissement <sup>(1)</sup> Dépôt de Bayonne

Né le : 1. 5. 1901 Commissionné le : 13. 5. 30

Situation de famille : <sup>(2)</sup> Marié : 2 enfants nés le 20. 12. 27 et le 29. 7. 29

Absent du <sup>(3)</sup> 26. 6. 41 au <sup>(4)</sup> :

Motif del'absence : <sup>(5)</sup> L'arrestation de Gardere fait suite à celle de personnes ayant appartenu au parti communiste par les autorités allemandes

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> :

Traitement : 1382<sup>fr</sup>  
allocations familiales : 157<sup>fr</sup>

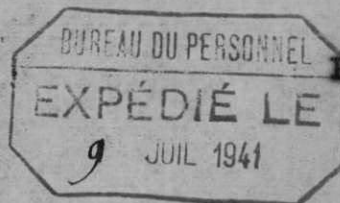
Observations du service: \_\_\_\_\_

- (1) Indiquer par exemple : Gare de Châlons -sur-Marne-Dépôt de Laroche- Service régional de l' Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) Ils'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.



VII 290m

MINUTE



Paris, le

juillet 1941



Pa

21 f.

**LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION**

**à Monsieur le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS**

**AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES**

(Suite à lettre P 5329 du 15.5.41 du Service Central D)

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, deux fiches concernant le manoeuvre GARDERE Pierre et l'ouvrier BRAMARIE Raoul, du dépôt de Bayonne, qui, le 26 juin 1941, ont été arrêtés par les autorités allemandes.

L'arrestation de ces agents fait suite à celle de personnes ayant appartenu au parti communiste.

Nous demandons à l'E.B.D. de nous préciser le motif et la durée probable de l'incarcération.

A ( Lors de leur arrestation GARDERE se trouvait en situation de maladie et BRAMARIE en situation de blessé en service.

GARDERE est marié et père de 2 enfants âgés de 14 et 12 ans; sa femme est sans emploi.

BRAMARIE est marié et père de 2 enfants âgés de 14 et 11 ans; sa femme est également sans emploi.

Je serais d'avis d'attribuer à ces deux agents, pendant le temps de leur incarcération, un secours équivalent à la  $\frac{1}{2}$  solde.

**LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION**

Signé: CARDON



VII 290<sup>h</sup>

Paris, le juillet 1941

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES

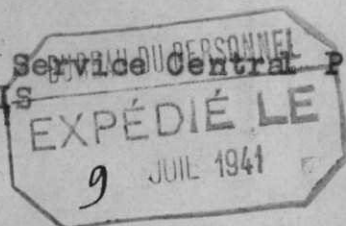
J'ai l'honneur de vous rendre compte de  
l'arrestation le 26 juin dernier, par les  
autorités allemandes du manoeuvre GARDERE,  
Pierre et de l'ouvrier BRAMARIE, Raoul, du  
dépôt de Bayonne.

Nous demandons à l'E.B.D. de nous  
préciser le motif et la durée probable de  
l'incarcération.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON

Monsieur le Directeur du Service Central P  
88, rue St-Lazare-PARIS



cc pour le Suave.

I3I./476

Monsieur l'INGENIEUR C.A.M.T.  
B O R D E A U X .

Nous vous rendons compte de ce que les agents BRAMARIE Raoul et GARDERE Pierre ont été libérés le 12 AOUT 1941.  
Ces agents ont repris leur service le 13 Août 1941.

LE CHEF DE DEPOT  
Signé : BOURASSIN

Vp. COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction - Division de la Traction -

COPIE à Monsieur l'INGENIEUR PRINCIPAL chargé du Service Général (Personnel) comme suite à ma transmission Vp. du 30.6.41.

Ces 2 agents avaient été incarcérés par les Autorités Allemandes le 26.6.1941.

COPIE transmise à Monsieur l'INGENIEUR PRINCIPAL, Chef de la Délégation Technique Française auprès de l'E.B.D. à BORDEAUX, avec prière de vouloir bien, comme je le lui demandais par ma lettre Vp. du 30.6.41 intervenir auprès des Autorités allemandes en vue de connaître le motif de l'incarcération des agents susvisés .

Bordeaux, le 14 AOUT 1941  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

*Lamo*



*La. Arrivé à Bordeaux*

*Prière de vouloir bien nous adresser les explications écrites des intéressés. Paris le 16 août 1941*

*Prière à nous retourner*

*Inspecteur Principal chargé du Service Général (Personnel)*

*Bourassin*

*27*



A. L.  
 Chemins de fer  
 P.L.M.  
 Statistique Commerciale

**RELEVÉ** des expéditions de petite vitesse  
 Groupe: 14. 114  
 Sous-Groupe: D  
 Nature de marchandises: Acier ou fer finillord, fer laminé en barres  
en bottes ou en couronnes.  
 Barème appliqué: \_\_\_\_\_

Ensemble du Réseau  
 Année 19\_\_\_\_  
 1. <sup>e</sup> Semest\_\_\_\_  
 Exportation 100 %.

Distances	RESEAUX DESTINATAIRES							Total en tonnes		
	Alsace-Lorraine	Est	Etat	Midi	Nord	Orléans	P.L.M.			
à 25 Kil.	6.507							6.507		
à 50	83.025							83.025		
à 100	147.808	45.192					21	194.021		
à 200	49.383							49.383		
à 300	33.539	181			613			34.333		
à 400	25.001	13			30.029		314	55.357		
à 500					34.737		11.495	46.232		
à 600							2.545	2.545		
à 700					16		1.624	1.640		
à 800							20	20		
à 900							3.189	3.189		
au delà				260				260		
Total	349.263	45.386		260	65.395		19.208	479.512		

21/14340

VII. 240<sup>ww</sup>

E.B.D. - BORDEAUX

Bordeaux, le 17/8/1941

Délégation Technique Française

E.B.D.B./MT 0589 Se5  
3067 1/5

Monsieur l'Ingénieur Chef du 5<sup>e</sup> A.M.T.  
à BORDEAUX

Votre communication Vp du 14 août 1941, faisant suite à la lettre 131/476 de M. le Chef de Dépôt de Bayonne, en date du 13 août 1941, concernant les agents :

BRAMARIE Raoul et GARDERE Pierre, de ce dépôt.

Les autorités allemandes auprès de l'E.B.D. de Bordeaux nous ont fait connaître que les agents BRAMARIE Raoul et GARDERE Pierre, du dépôt de Bayonne, avaient été arrêtés parce que leurs noms figuraient sur une liste d'un groupement communiste.

L'examen de leur situation, faite par le Chef de dépôt allemand de Bayonne, a démontré qu'ils étaient écartés de ce groupement depuis 5 ou 6 ans. Sur la demande de ce fonctionnaire, ils ont été libérés le 12 août 1941.

P. L'INGENIEUR PRINCIPAL  
CHEF DE LA DELEGATION TECHNIQUE  
FRANCAISE,

Signé : .....

Vp:5 COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction, comme suite à ma transmission Vp du 14.8. 1941.

COPIE transmise à Monsieur l'INSPECTEUR PRINCIPAL Chargé du Service Général (personnel).

1 pièce

Etant donnés les renseignements ci-dessus, nous n'avons pas jugé utile de faire fournir aux 2 agents en question les explications écrites demandées par votre transmission Pa du 16 août 1941 ci-jointe en retour.

Bordeaux, le 19 août 1941  
L'INGENIEUR C.A.M.T.,

*Ramo*



Copie pour M. SUARD (1 p.)

Paris, le 21 août 1941

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPEDIE LE

21 AOUT 1941

LE CHEF DU SERVICE

DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

à

Monsieur LE CHEF DES SECTIONS  
ADMINISTRATIVES

22 août  
Pa  
AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES CAS DES  
AGENTS BRAMARIE  
ET GARDERE

Suite à lettre Pa du 5.7.41

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les autorités allemandes auprès de l'E.B.D. de Bordeaux vous ont fait connaître que le manoeuvre GARDERE Pierre et l'ouvrier BRAMARIE Raoul du dépôt de Bayonne avaient été arrêtés parce que leurs noms figuraient sur une liste d'un groupement communiste.

L'examen de leur situation faite par le Chef de Dépôt allemand de Bayonne, a démontré qu'ils étaient écartés de ce groupement depuis 5 ou 6 ans. Sur la demande de ce fonctionnaire ils ont été libérés le 12 août 1941.

Dans ces conditions; nous ne voyons aucun sanction administrative à prendre à l'égard de ces deux agents.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Signé: CARDON

*Incarcération des  
agents français sur la liste  
des agents communistes*

Bramarie, Raoul

VII 990

Copie pour M. SUARD  
Ac - Ap pour A

Paris, le 5 juillet 1941

Pa

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

À Monsieur le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES

(Suite à lettre P 5329 du 15.5.41 du Service Central B)

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, deux fiches concernant le manœuvre GANDERE Pierre et l'ouvrier BRAMARIE Raoul, du dépôt de Bayonne, qui, le 26 juin 1941, ont été arrêtés par les autorités allemandes.

L'arrestation de ces agents fait suite à celle de personnes ayant appartenu au parti communiste.

Nous demandons à l'E.B.D. de nous préciser le motif et la durée probable de l'incarcération.

Lors de leur arrestation GANDERE se trouvait en situation de maladie et BRAMARIE en situation de blessé en service.

A ( GANDERE est marié et père de 2 enfants âgés de 14 et 12 ans; sa femme est sans emploi.

BRAMARIE est marié et père de 2 enfants âgés de 15 et 11 ans; sa femme est également sans emploi.

Je serais d'avis d'attribuer à ces deux agents, pendant le temps de leur incarcération, un secours équivalent à la 1/2 solde.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

*Signé : Cardon*

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE  
D'ASSURER LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : BRAMARIE *Rapul*

Grade : unier apisteur monteur

Etablissement (1) : DEPOT DE BAYONNE

Né le : 5-8-1901. Commissionné le : 4.1.37 (agent VEDM)

Situation de famille (2) : marie - 2 enfants - Hugnette née le 24.10.27

Renée née le 15.2.30. Madame Bramarie ainsi que ses enfants sont  
sans emploi

Absent du (3) 26 juin 1941 au (4) \_\_\_\_\_

Motif de l'absence (5) suite à arrestation par les autorités allemandes des personnes ayant  
appartenu au parti communiste. Avant déjà été incarcéré du 13.2.41 au 16.2.41 par les autorités françaises  
suite à une arrestation générale ayant suivi une distribution de tracts.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) Exonération: 1455.<sup>+</sup>00

Allocations familiales: 157.00

Observation du service : \_\_\_\_\_



- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F. si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

---

trait mens.	799	1455
primes fixe	99	
ind. de temps	300	
majoré	100	
Residence	157	
all. fam.	157	



VII 900

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : BRAMARIE Raoul

Grade : Ouvrier ajusteur monteur

Etablissement <sup>(1)</sup> Dépôt de Bayonne

Né le : 5. 8. 1901 Commissionné le : 4. 1. 37

Situation de famille <sup>(2)</sup> : Marié - 2 enfants nés le 24. 10. 34 et  
le 15. 2. 30.

Absent du <sup>(3)</sup> 26 <sup>(4)</sup> 6. 41 au :

Motif del'absence <sup>(5)</sup> : L'arrestation de Bramarie par les autorités  
allemandes fait suite à celle de personnes ayant appartenu  
au parti communiste.

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> :

Traitement - 145.50  
Allocation familiales - 15.75

Observations du service: \_\_\_\_\_

- (1) Indiquer par exemple : Gare de Châlons -sur-Marne-Dépôt de Laroche- Service régional de l' Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) Ils'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

224

VII 290

Agent incarcéré par les autorités allemandes pour  
franchissement de la ligne de démarcation  
sans laissez passer

---

Pourcel Fernand manoeuvre D<sup>e</sup> Etampes.  
incarcéré le 19. avril 1942

1/4 Solde.

libéré le 31 mai 1942

Sanction: B.A.I



Ft. HM.  
S.N.C.F.  
Région du Sud-Ouest.

VII 2403  
Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation.

Nom .....: POURCEL  
Prénoms .....: Fernand  
Grade à la S.N.C.F.....: Manoeuvre  
Résidence de service.....: Dépôt Stamps  
Date d'entrée à la S.N.C.F.....: Admis 10-3-19 Réadmis après SM 16-2-25  
Date et lieu de naissance.....: 2-2-1905 à Carcassonne  
Domicile civil.....: à Bouray  
Situation de famille(1).....: Marié sans enfants  
Qualités professionnelles.....: Utilisé au graissage des locomotives élect.  
et aux fonctions d'aide distributeur au ma-  
Services militaires .....: Service armé du 10-5-23 au 10-11-24 (gasin  
(grade, campagnes, citations, 10° Bon de chasseurs à pied - soldat 2°  
 Blessures).....: 4 classe  
Affiliation politique (s'il y a lieu) { .....  
.....  
Date de l'arrestation .....: 19-4-1942 à Vierzen  
Motifs de l'arrestation .....: a été trouvé dissimulé sur une Mne élect.  
par les autorités Allemandes  
Condamnation .....: .....  
Date, tribunal, motif .....: .....  
Éléments de toute nature suscep- ( L'absence de cet agent utilisé au graissa-  
tibles de justifier un recours en ( ge des locomotives électriques et aux func-  
grâce ( tions d'aide distributeur au magasin crée  
( une gêne dans cette partie du Service -  
Lieu d'internement .....: Bourges  
Nom du défenseur .....: .....

(1) Indiquer les dates de naissance des enfants .



---:---

REGION DU SUD-OUEST

4° Arrondissement d'Exploitation (LIMOGES)

CODIFICATION DES EMBRANCHEMENTS DE PLEINE VOIE

Designation des Embranchements	Index mécano- graphi- que	Désignation des Embranchements	Index mécano- graphi- que
<u>1° - Embranchements Exploitation</u>			
Sablères de Vierzon-Forges	401	Embranchement des Gadoues	430
Castin-Minoterie	402	M. GERALD, Carrière de pierre	441
Raguin - Four à chaux	403	Carrière de pierre de Pagnac	442
Sté de la Précision moderne	404	Sté Générale des papeteries du Limousin. Fabrique du Moulin de l'Hopital	443
Sté des Ateliers d'Estampage de la Vance	405	Sté Générale des papeteries du Limousin. Fabrique de Grandmont	444
Cie réunie de Fabrique d'engrais	406	Sté de la tuilerie Coopérative	445
Huillard, Fabrique d'extrait de chataignier	421	Carrières de Jumelières	446
Sté des Papeteries Navarre	422	Sté générale des Papeteries du Limousin	447
Hétier, Fabrique de carton	423	Sté des Carrières d' Exideuil	448
Sté des fours à chaux de Mauprévoir	424	Sté des Tanneries Charan- taises	449
Dumas, Usine à chaux	425	Sté de la Grande Tuilerie de la Rochefoucauld	450
Sté Métallurgique de Dives	426		
Abattoirs de Limoges	427		
Desmarais, Dépôt de Pétrole	428		
Cie Industrielle des Pétroles	429		

2a

5p

Transmis à M. l'Ing<sup>r</sup> CAMT  
ORLEANS

La fiche de renseignements (en 5 exemplai-  
res) concernant l'incarcération à Bourges  
par les autorités allemandes du manœuvre  
POURCEL Fernand arrêté en gare de Vierzen  
le 19-4-42

Les renseignements manquants vous se-  
ront adressés dès que nous aurons été avi-  
sés de la condamnation infligée à notre a-  
gent.

POURCEL étant en R et C du 18-4-42 au  
4-5-42 inclus je suis d'avis de ne le con-  
sidérer en absence irrégulière s/solde  
qu'à compter du 5-5-42

Je vous demanderai de bien vouloir me ren-  
seigner.

Etampes le 23 Avril 1942

LE CHEF DE DEPOT.



L. J. V. G.

DIREC  
DU  
N°  
insin  
(1)  
(2)  
(3)  
insin  
citats  
- Jean  
.S.421

de l'1/4

(1)  
(2)  
(3)  
(4)

Imp. Thiolat Frères, St-Amand (Cher) - 1.000.000 ex. in-3° raisin bulle de 56 gr. - (63.835-4-38)

VII 2908 -23- 4p  
Transmis à Monsieur le Chef du Service  
Division du Service Général Personnel.  
Division de la Traction.

REÇU  
26 AVR. 1942

A { Je dis à M. FOURGOUS de nous tenir au courant  
de la suite donnée à cette affaire et de nous adres-  
ser au plus tôt les renseignements d'usage sur la  
B { rénumération de l'intéressé et les ressources de sa  
famille.

C { Je lui prescris de considérer cet agent absent  
sans solde depuis le 19.4.42, date de son arrestation

Ci-joint, en 4 exemplaires, la fiche de rensei-  
gnements prévue par transmission Pa du 4 mars 1942.

L'INGENIEUR/ C.A.M.T.

*Madame Jehanin*  
*27 4.42*  
*[Signature]*

Paris, le 27 avril 1942

VII 2906

La  
agente incarcérée par  
les autorités allemandes  
3/4/42



Transmis à Monsieur le Chef  
de Service Adiministratif

*La fiche en expédition concernant la*  
mauvaise Poulcel, Fernand, du dépôt  
d'ot et d'atome incarcérée par les autorités  
allemandes le 19 avril 1942

Nous vous renseignerons ultérieurement  
sur la situation de famille de cet agent  
et vous ferons toutes propositions utiles en sa  
faveur.

L'Ingénieur Principal  
à la Division du Service Général  
Signé : DÉTIENNE



Etampes 27/4/42

VII 2906  
Z. d.

RENSEIGNEMENTS DEMANDES SUR LA REMUNERATION  
DU MANOEUVRE POURCEL INCARCERE PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES LE 19/4/42

=====

(suite a v<sup>e</sup> lettre du 25/4/42

Traitement mensuel: 804 f  
Suplt trait.net : 62f  
Indemnité part A : 530f  
unique !  
part B : 309f

charges de famille: *marie sans enfant*

Les ressources de sa famille sont limitées à ses  
appointements.

*Zd*  
Transmis à M. le Chef du Service H.B.  
Division du 8<sup>e</sup> Général-Personnel  
Division de la traction  
Suite à ma transmission  
du 15 courant.  
Orléans, le 28 avril 1942  
Le Chef de dépôt,  
*Murphy*  
INTEGREGES DANS L'ARCHIVEMENT  
DE NATUREL ET DE L'ARTISTE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS Paris, le 7 mai 1942

RÉGION DU SUD-OUEST

Matériel & Traction

Pa

11 MAI 1942

S.N.C.F.  
RÉGION DU SUD-OUEST

11 MAI 1942

DIRECTION DE L'EXPLOITATION  
SECRÉTARIAT

AGENTS INCARCÉRÉS PAR LE CHEF DU SERVICE  
LES AUTORITÉS ALLEMANDES DU MATÉRIEL ET DE LA  
TRACTION  
à MONSIEUR LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

Complément à notre transmission Pa du  
27 avril 1942 .

Le manoeuvre POURCEL, Fernand, du dépôt  
d'Etampes, incarcéré le 19.4.42 par les autorités  
allemandes, est marié; il n'a pas d'enfant et sa  
femme ne travaille pas .

Je serais d'avis de lui attribuer pendant  
la durée de son incarcération un secours égal  
au 1/4 de sa rémunération.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION  
L'Ingénieur Principal  
à la Division du Service Général

Affaire

L. D.

11 MAI 1942

VIERZON, le 16 Mai 1942.

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.

ORLEANS

Agents détenus par les autorités  
allemandes

Une démarche faite auprès du Tribunal militaire allemand de Bourges a fait connaître les sanctions ci-après :

POURCEL Fernand du dépôt d'Etampes

6 semaines de prison (du 20.4. au 31.5.42) pour franchissement de la ligne de démarcation sans laissez-passer et passage de lettres.

COULON Georges du dépôt de Vierzon.

6 semaines de prison (du 26.4. au 7 Juin 1942) pour avoir aidé une personne à franchir la ligne de démarcation sans autorisation.

LE CHEF DE DEPOT Ppal,

Copie Dépôt d'Etampes.

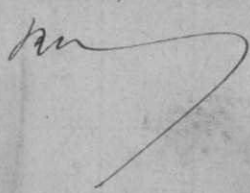
B. L. V. P.

-Zd-  
Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T  
Division du Service Général Personnel  
Division de la Traction.

Suite à mes transmissions des 25.4. et  
5.5.42.

Je prescris aux dépôts d'Etampes et de  
Vierzon de faire fournir aux intéressés, à  
leur libération, leurs explications écrites,  
et de me transmettre ces dernières avec leur  
avis.

Orléans le 19 Mai 1942  
L'INGENIEUR/C.A.M.T.





**ZD**

Wampes 16 mai 1942

VII 2906

24  
X

transmis à M. le Chef du Service H. 6  
Division du St Général - Personnel  
Division de la Section  
Suite à nos transmissions des 25 et 28.4.42.

Monsieur l'ingénieur CANE rélégué

ORLEANS. le 19.5.42 19

L'Ingénieur Chef d'Arrière (assesseur)  
du Matériel et de la Tracé

renseignements demandés par votre lettre  
du 19.4.42 'ressources et rémunérations  
du manœuvre Fournel manœuvre par  
les autorités allemandes')

(sans solde du 19.4.42)

Veuillez trouver ci après les renseignements que  
je vous transmette le Bureau de la Solde,

en vue de l'attribution d'un secours - cet agent	Mandaté <sup>+</sup>	Non dû	Reste dû
Appointement . . .	866	384	482
Prime indemnité . . .	89 <sup>+</sup>		89
diverses variables . . .	6		6
indemnité fixe (part A . . .	530	212	318
part B . . .	309	124	185
appoint précédent . . .	3		3
Total A . . .	1803	720	1083
Course Puygauraud S.N.C.F. . .	20		20
so carte Yany . . .	8		8
impôt adulaire d.C.N. . .	113	92	21
appoint mis comant . . .	2		2
Total B . . .	143	92	51

Nota ordonnance A - B 4660<sup>+</sup> 628 (à payer 1032<sup>+</sup>)

Ressources de la famille: limitées à ses appointements.

Agent marié - sans enfant

DÉPOT D'ÉTAMPES  
Le Chef de Dépôt

Paris, le

Mai 1942

VII 240 b

**MINUTE**  
**PARTE INCARCEREREN**  
**AN LES AUTORITES**  
**ALLEMANDES**

19 MAI 1942 Arrondissement d'ORLEANS

SECRETARIAT

M. le Directeur a décidé d'accorder à la femme du manoeuvre **POURCEL Fernand**, du dépôt d'Etampes, pendant la durée de l'incarcération de celui-ci, un secours égal au 1/4 de sa rémunération.

Prière de vouloir bien faire connaître à la 3<sup>e</sup> section B du Sec Général de l'Exploitation à Bordeaux, la date exacte d'incarcération de **POURCEL** et le cas échéant sa date de libération.

**L'INGENIEUR PRINCIPAL**  
**A LA DIVISION DU SEC GENERAL**

Signé : **DÉTIENNE**

MATÉRIEL ET TRACTION

21 mai 1942

*Pa* Copie pour la 3<sup>e</sup> Section B du Service Général de l'Exploitation à Bordeaux.

AS.2

1921

## AGENTS NON MOBILISABLES

Nom et prénoms: *PASSAT, André*Emploi (spécialité dans l'emploi) *Moteur*Etablissement d'attache: *dépt. Montluçon*Autorisations: *C.R.*

Classe { de recrutement:  
 { de mobilisation  
 { (suivant art. 58)

*1921*  
*1921*

Situation { Marié  
 { Veuf  
 de { Divorcé  
 famille { Célibataire

} Nombre  
 } d'enfants *1*  
 } vivants :

Situation { AS indéterminée  
 { Exempté  
 { Réformé  
 militaire { Sans affectation  
 { Appel différé

*Fascul 70 bis*

## OBSERVATIONS

*3e S<sup>up</sup> CFC N° 3034*

VII 290 b

-Zd-

Transmis à M. Le Chef du Service M.T. de la Traktion  
Division du Service Général Personnel  
Division de la Traktion.

Dossier 161.43/05/12	Page 1
----------------------	--------

Suite à ma transmission du 19.5.42.

Le manoeuvre POURCEL Fernand, du dépôt d'Etampes, qui avait été arrêté par les Autorités allemandes le 19.4.42 a été libéré le 31.5.42.

Dans ses explications écrites au verso, cet agent indique le motif de son arrestation.

Je lui inflige un B.A.I. motif;

Le 19.4.42 a tenté de franchir la ligne de démarcation sans laissez-passer.

Orléans le 9 Juin 1942  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

10 JUIN 1942

D'accord sur la sanction -

10.6.42

Rh

Mutations de Personnel

Personnel secondaire



# ANNEXE A L'ENQUÊTE METTANT EN CAUSE

M. Pourcel (prénoms) Fernand (matricule)  
(qualité) manoeuvre (résidence) Dépot d'ETAMPES

(30 000 ex. in-4° carré bulle 56 gr. — Imp. Thiolat Frères, St-Amand (Cher) (60463-7.35)

## EXPOSÉ SOMMAIRE DES FAITS REPROCHÉS A L'AGENT

(dater et signer)

Le 19.5.42 vous avez été surpris par les autorités allemandes caché à l'intérieur d'une machine avec l'intention de franchir la ligne de démarcation.

Veuillez fournir ci-dessous vos explications.

Etampes le 1-6-42

Le Chef de Dépôt

*[Signature]*

Ld

Transmis AMT  
Orléans

suite à votre lettre Ld du 19.5.42  
 Désirant se rendre auprès de parents  
 proches se trouvant en zone libre, cet  
 agent a essayé de franchir en fraude la  
 ligne de démarcation sans mesurer les conséquences  
 de son acte.  
 Pourcel est un sujet sérieux (note M<sup>2</sup> du 19/11/41)  
 utilisé au magasin comme frotteur d'arche distributeur  
 où il donne satisfaction. Je serais d'avis  
 de ne lui infliger qu'une punition légère si une  
 sanction doit être prise à son égard.

## EXPLICATIONS DE L'AGENT

(dater et signer)

Monsieur le Chef

du Dépôt d'Etampes

N'ayant pas de ma famille  
 qui se trouve en zone libre (colons)  
 depuis 2 ans, et ne pouvant  
 obtenir de laissez-passer, j'ai  
 essayé de franchir la ligne  
 de démarcation pour aller au  
 bois en montant sur une ma-  
 chine d'un train en partance  
 dans laquelle je fus surpris  
 par le sergent de Contrôle  
 allemand.

Votre Dévoué

Pourcel Fernand

*[Signature]*

Etampes le 2 Juin 1942

ETAMPES 3 - JUIN 1942  
Le Chef de Dépôt

N° de N° 12169

MINUTE

Paris, le juin 1942

MATERIEL ET TRACTION  
Pa **EXTERIEUR**  
19 JUIN 1942

~~SECRETAIRE~~ CHIEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite à nos transmissions *et lettre* Pa des 27.4 et  
7.5.42.

J'ai l'honneur de vous rendre compte  
de la libération le 31 mai 1942, du manoeuvre  
POURCEL Fernand, du dépôt d'Etampes, incarcéré  
par les autorités allemandes le 19.4.42.

Cet agent a tenté de franchir la ligne  
de démarcation sans laissez-passer.

Je propose de lui infliger un blâme avec  
inscription au dossier.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: DÉTIENNE

*a. Luvier*

by rue de réviser sa  
vie à Paris sur ses canons  
et de l'Économie, ce n'est pas  
surtout pour les fables, pour  
les vers de la poésie tout  
usage pour l'économie de la

Signé : A. HERBNER

MINUTE

Paris, le <sup>AC</sup>

VII 2906

Pa  
AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES



A.M.T. ORLEANS

Suite à votre transmission Zé du 9.6.42

Il y a lieu, ainsi que vous le proposez,  
d'infliger un blâme avec inscription au dossier  
au manoeuvre FOURCEL Fernand, du dépôt d'Etampes  
qui avait tenté de franchir la ligne de démarca-  
tion sans laissez-passer.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SCE GENERAL

Signé : DÉTIENNE

Challe



Dérogance aux agents de la 7<sup>e</sup> section évacués d'Orient pour fièvre

Ind<sup>te</sup> accordée par la C. P. pour frais d'inhumation d'un mobilisé cotisant  
uniquement d'un cotisant dont le corps est ramené et inhumé  
de la famille sur autre point que celui où le décès s'est produit

Agents de la C<sup>e</sup> blessés en service et soignés dans des hôpitaux

Ouvriers militaires blessés à l'occasion du travail

Accidents du travail survenus à des militaires du 5<sup>e</sup> Génie  
sur le Réseau du Midi

Soins médicaux et secours Pharmaceutiques accordés aux  
des agents mobilisés anciens cotisants de la C. P. qui ne  
ont aucune solde Compagnie

Vaccination du Personnel

Règlement de maladie des agents mobilisés au cadre de  
la 7<sup>e</sup> section C. F. C. appartenant aux subdivisions de Bordeaux

Soins médicaux accordés aux agents des services centraux de  
en résidence à Bordeaux

Agents de la Direction de Paris en résidence provisoire sur  
demandant à verser à la C. P.

Agent incarcéré par les Autorités Allemandes

X  
POUZIOUX, Alexandre

auxiliaire - Institut de St Pierre

Incarcéré le 16/17 - 5.44

Rapatrié le 28.5.1945 de Dachau



**RAPPORT DE MONSIEUR MARTINET RENÉ, INSPECTEUR CHEF DE L'ENTRETIEN  
DE STPIERRE DES CORPS SUR L'ARRESTATION DE L'OUVRIER AUXILIAIRE  
POUZILOUX ALEXANDRE**

**TOURS LE 25 JUILLET 1944**

**LE PRÉSENT RAPPORT REMPLACE UN RAPPORT  
ÉTABLI PRÉCÉDEMMENT ET DISPARU LORS DU BOM-  
BARDEMENT DE TOURS LE 20 MAI 1944.**

**LE 17 MAI 1944 NOUS AVONS ÉTÉ AVISÉS DE  
L'ARRESTATION PAR LES AUTORITÉS ALLEMANDES DE  
L'OUVRIER AUXILIAIRE POUZILOUX ALEXANDRE ET DE  
SA FEMME. LE COUPLE A ÉTÉ ARRÊTÉ DANS LA NUIT  
DU 16 AU 17 MAI VERS MINUIT PAR UNE DIZAINE DE  
PERSONNES DONT 4 SE SONT INTRODUITES PAR EFFRA-  
CTION DANS LA MAISON 31 RUE D'AMBOISE.**

**MADAME POUZILOUX A ÉTÉ ENMENÉE AUSSITÔT RUE  
GEORGES SAND AUX LOCAUX DE LA POLICE ALLEMANDE  
PUIS EN PRISON À TOURS. ELLE A ENSUITE ASSISTÉ À  
UNE PERQUISITION DANS LA BARAQUE QUE POSSÈDE  
M. POUZILOUX PÈRE (AGENT DE L'ENTRETIEN DE TOURS  
EN ACTIVITÉ) À STAVERTIN ET A ÉTÉ RELÂCHÉE LE  
21 JUIN 1944, SA SOEUR QUI VENAIT LUI RENDRE  
VISITE LE 17 MAI A ÉGALEMENT ÉTÉ ARRÊTÉE À CETTE  
DATE ET RELÂCHÉE 3 SEMAINES APRÈS.**

**POUZILOUX ENMENÉ À LA PRISON DE TOURS A QUITTÉ  
CETTE DERNIÈRE VILLE DEPUIS LE 26 JUIN 1944 POUR  
UNE DESTINATION INCONNUE.**

**AU COURS D'UNE PERQUISITION FAITE À SON DOMI-  
CILE LA PLUPART DE SES VÊTEMENTS ET SA BICYCLET-  
TE ONT DISPARU.**

**NÉ LE 5 JANVIER 1916 POUZILOUX ALEXANDRE, ME-  
NUISIER, ÉTAIT EN SERVICE À L'ENTRETIEN DE STP.  
DEPUIS LE 15 JUIN 1943 ET AVAIT ÉTÉ STYLÉ AU LE-  
VAGE DES WAGONS. ACTIF, SON ADMISSION DANS LE CA-  
DRE PERMANENT AVAIT ÉTÉ PROPOSÉE. IL EST PÈRE D'U-  
NE FILLETTE DE 4 ANS.**

**SA FEMME 24 ANS, MANUTENTIONNAIRE AUX ÉTA-  
BLISSEMENTS MIRAULT NE TRAVAILLE PLUS DEPUIS LE  
20 MAI DATE À LAQUELLE CES ÉTABLISSEMENTS ONT ÉTÉ  
SINISTRÉS**

**AUCUN RENSEIGNEMENT SUR L'ACTIVITÉ DE CET  
AGENT EN DEHORS DU CHEMIN DE FER N'A PU ÊTRE RE-  
CUEILLI PAR NOS SOINS.**

**L'INSPECTEUR  
CHEF DE L'ENTRETIEN :**

*Martinet*

III pe a

-4 p.-

TRANSMIS à

M.le CHEF DU SERVICE  
Matériel & Traction  
DIVISION DU SOE GENERAL  
(PA.1)

Ci-joint, en 4 exempl.  
une fiche de renseigne-  
ments concernant cet auxi-  
liaire.

Le retard apporté dans  
le signalement de cette  
incarcération provient  
de ce que l'entretien de  
St-Pierre ayant été si-  
nistré total, a perdu tous  
ses documents administra-  
tifs. Cet établissement  
régularise au fur et à  
mesure de sa réorganisa-  
tion.

Nous vous tiendrons  
au courant des renseigne-  
ments complémentaires que  
nous pourrions obtenir  
concernant cette arres-  
tation.

TOURS, le 29 JUILLET 1944  
L'INGENIEUR C.A.M.T.



PA

original au commandant  
du chef de la

Jean Rouzy  
Chef de Réserve à Foix

arrestation, par autorités d'occupation,  
du Conducteur électricien

Maurette Eim m. 9439/216114 de Foix

le 24.7.44

RECEVU ET TRANSMIS
REQU
31 JUIL. 1944
SECRÉTARIAT

Foix

24.7.44

HH

Le 24.7.44 vers 9<sup>h</sup>30. 1 officier des autorités d'occupation,  
accompagné d'un agent de chemin de fer allemand de la  
garde de Foix, s'est présenté au bureau de la Réserve.  
Sitôt arrivé il a demandé ce que faisait le SE Maurette  
et a vérifié si l'adresse qu'il possédait concordait bien avec  
l'adresse exacte de cet agent. Il lui a été répondu que cet  
agent était de repos. Il est reparti aussitôt sans dire  
un seul mot. D'après les renseignements pris auprès  
de Madame Maurette à 12<sup>h</sup> par l'employé du poste : cet  
officier s'est présenté au domicile de Maurette vers 9<sup>h</sup>45.  
a demandé à M<sup>me</sup> Maurette où se trouvait son mari. Celle-ci  
lui ayant répondu qu'elle l'ignorait il a visité dans la  
pièce de l'appartement sans résultat et est reparti.  
Aucune perquisition n'a été faite au domicile  
de cet agent. Le SE Maurette, étant chez elle-même  
qui tient un restaurant rue des Chapeliers, a été arrêté  
chez elle-ci vers 12<sup>h</sup>30 et emmené aussitôt. Il a été  
enchaîné à la prison des autorités allemandes et par la suite  
transféré à la prison civile de Foix où il a été gardé

Copie à Am a  
titre d'information

Toulouse le 26.7.44

Chief du C. A. M. T.

Karus



SECRETARIAT  
31 JUL 1944  
RECEIVED

à ce jour, avant son transfert à Toulouse qui  
lieu ce matin par train 3412 partant de Vier  
so. Il n'a pas été possible, malgré moi, d'obtenir  
indes renseignements sur les causes de cette orientation.  
Laurette et ses filles n'ont pas été plus heureuses.  
et par lui réussir à le voir malgré toutes les démarches  
dans ce but. A ma connaissance, cet agent ne  
ait à aucune sorte d'activité républicaine.

Madame Maurette ne se livre à aucune occupation  
de son intérieur - en son état de santé lui permettant  
M<sup>lle</sup> Odille Maurette née le 1.6.22 est institutrice  
travaillant de la localité aux appointements de 1200 f. v. s.  
M<sup>lle</sup> André Maurette née le 23.4.24  
téléphoniste à la Préfecture de Poix au traitement  
de 1200 f. v. s. par mois. Toutes deux habitent au  
chez leurs parents, 28 rue Brulhols à Poix.  
Mademoiselle Maurette ne possède pas  
de ressources que celles énumérées ci-dessus, à son  
naissance. Sont locataires de l'appartement.

Fait à Paris le 24. 7. 44  
y. chef de Réserve sousigné:

*Handwritten signature*

MINUTE

Paris, le Août 1944

PA1  
AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-  
3 ptes

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

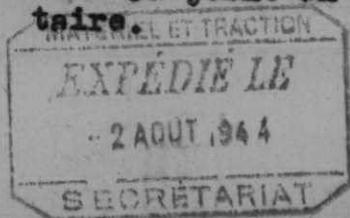
---

L'auxiliaire POUZDOUX, Alexandre, de l'entre-  
tien de St Pierre a été incarcéré par les auto-  
rités allemandes dans la nuit du 16 au 17.5.44.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche réglemen-  
taire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé: LISSACQ



NOM..... **POUZILOUX**  
PRÉNOMS..... **ALEXANDRE**  
GRADE À LA SNCF..... **OUVRIER AUXILIAIRE**  
RÉSIDENCE DE SERVICE..... **ENTRETIEN DE ST PIERRE DES CORPS**  
DATE D'ENTRÉE À LA SNCF..... **15 JUIN 1943**  
DATE ET LIEU DE NAISSANCE..... **5 JANVIER 1916 À POITIERS (VIENNE)**  
DOMICILE CIVIL..... **31 RUE D'AMBOISE TOURS**  
SITUATION DE FAMILLE(1)..... **1 FILLE 4 ANS**  
QUALITÉS PROFESSIONNELLES..... **SERVICE NORMAL**  
SERVICES MILITAIRES..... **DU 15/10/1936 AU 1/10/1938. MOBILISÉ DU**  
**(GRADE, CAMPAGNES, CITATIONS, 23/3/1939 AU 30/10/1940).**  
**BLESSURES)**  
DATE DE L'ARRESTATION..... **NUIT DU 16 AU 17 MAI 1944**  
MOTIFS DE L'ARRESTATION..... **INCONNUS**  
CONDAMNATION..... **"**  
DATE, TRIBUNAL, MOTIF..... **"**  
ÉLÉMENTS DE TOUTE NATURE SUSCEP-  
TIBLES DE JUSTIFIER UN RECOURS **"**  
EN GRÂCE.  
LIEU D'INTERNEMENT..... **"**  
NOM DU DÉFENSEUR..... **"**

*Arr 3 Europe*

**(1) INDICER LES DATES DE NAISSANCE DES ENFANTS.**



CATEGORIES de MATÉRIEL										CATEGORIES de MATÉRIEL									
En attente de réparation										En attente de réparation									
TOTAL des immobilisées										TOTAL des immobilisées									
En attente de radiation AMT										En attente de radiation AMT									
Radés marqués AMT.V à dépecer										Radés marqués AMT.V à dépecer									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
P. O. Midi										P. O. Midi									
Sud-Ouest										Sud-Ouest									
Autres régions										Autres régions									
TOTAL										TOTAL									



### I. — Fourgons à bagages sans vigie. Annexes G V et matériel P. V.

[illegible]

BRIVE, le 14 Novembre 1942.

IV.p.

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
BRIVE.

Je viens d'être informé par la police locale de BRIVE que le C.R. BOURG Jules et l'ouvrier à l'essai PROPILOSKI Lucien avaient été mis en état d'arrestation pour les motifs suivants :

BOURG Jules : A tenté de franchir un barrage de police, le 11-II-42, pour déposer un bouquet sur le monument aux morts, malgré l'interdiction des pouvoirs publics.

PROPILOSKI Lucien : A été pris dans un groupe de manifestants le 11-II-42.

D'après les renseignements obtenus, BOURG, sera interné pour une durée de 3 mois environ et PROPILOSKI pour 15 jours.

Il s'agit d'un internement administratif.

LE CHEF DE DÉPÔT PRINCIPAL  
*[Signature]*

IV.p.

Transmis au Service Général - *Abu*

A titre de premiers renseignements.

Le cas de ces 2 agents a été signalé sur la situation 12741 du dépôt de Brive du 14.11.42.

Nous avons demandé un rapport 12214.

Brive, le 18 novembre 1942  
L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.

*[Signature]*



Am

Brive, 24 Novembre 1942 VII 613

IV-Y-

REC U

25 NOV 42

Confidentiel

Division du Service General  
Secr. Parriaud

- Am -

Compte rendu mensuel de l'activité  
Communiste et des mesures prises contre  
elles -

Période du 26 Octobre au 25 novembre

Rien de particulier à signaler en dehors  
de la découverte de tracts au dépôt de  
Brive qui a fait l'objet de ma transmission  
IV-Y du 12. 11. 42 d'une lettre adressée au  
Chef d'arrondissement EX à Toulouse.

P  
Prise de connaissance  
et me rendre  
aujourd'hui  
présent lettre  
26. 11. 42  
signé L...

Par ailleurs le cas de deux agents du  
dépôt de Brive qui ont fait l'objet d'une  
mesure d'internement à la suite des ma-  
nifestations du 11 novembre est à l'examen.  
(démarche à la préfecture en vue de connaître  
si leur acte est en relation avec un mot  
d'ordre communiste).

Nous vous renseignerons à ce sujet  
incessamment.

L'Ingénieur chef d'A.M.T.  
signé: Devaud  
Remis  
à M. Lhuat  
le 26. 11. 42  
10 h 55

MINUTE

MATÉRIEL ET TRAC

Paris, 1<sup>e</sup>

nov. 1942

EXPÉDIE L.

26 NOV 1942

LE CHEF DU SERVICE

PBI

DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION  
à  
SECRÉTARIAT

Monsieur LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'arrestation par les autorités françaises, le 11 novembre 1942, du chauffeur de route BOURG Jules et de l'ouvrier à l'essai PROPILOSKI Lucien du dépôt de Brive.

BOURG a été interné pour une durée de 3 mois pour avoir tenté de franchir un barrage de police, pour déposer un bouquet sur le monument aux morts, malgré l'interdiction des pouvoirs publics.

PROPILOSKI a été interné pour une durée de 15 jours pour avoir été pris dans un groupe de manifestants.

Je vous serais obligé de nous faire connaître de quelle manière devront être traités les agents en question.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Signé: DÉTIENNE

*d. Detienne*



VII 613

Brive, le 28 Novembre 1942

IV-y-  
CONFIDENTIEL

DIVISION DU SERVICE GENERAL (Am)

---

Suite à ma transmission IV-a-135.07 de ce jour du rapport 12214 du Dépôt de Brive relatif à l'internement administratif des agents BOURG et PROPILOSKI du Dépôt de Brive.

J'ai fait effectuer une démarche confidentielle auprès de M. le Préfet de la Corrèze en vue de savoir si la participation des 2 agents visés à la manifestation du 11 Novembre à Brive est <sup>en</sup> relation avec un mot d'ordre communiste et si les intéressés étaient avant leur acte surveillés par la police comme éléments douteux.

Le commissaire spécial de Tulle n'a pu nous fournir jusqu'ici aucun renseignement précis à ce sujet ; il nous fixera dès que possible sur ce point et je ne manquerai pas de vous tenir au courant. J'ajoute que d'après la presse locale 18 personnes ont fait l'objet d'une mesure d'internement à la suite de cette manifestation.

*P*  
*20.11.42*  
*[Signature]*

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION.

*[Signature]*  
*Sauve en attente*  
*3/11/42*

S. N. C. F.

Région du Sud-Ouest

MATÉRIEL ET TRACTION

# Rapport de M<sup>(1)</sup>onsieur GOLDFEY

Chef de Dépôt Principal

sur l'internement administratif du CR BOURG Jules et  
de l'ouvrier à l'essai PROPILOSKI Lucien.

(Suite à la situation I274I du 14.II.42 et à la note  
IV.p. du 17.II. de M. l'Ingénieur C.A.M.T)

N° de N° 12214.

10.000 ex. in-4° carré bulle 72 gr. - 522 - Imp. GENET (63687-4-38)

EXPOSÉ PAR L'AUTEUR DU RAPPORT — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (2)

RENOI OU DÉCISION

A BRIVE, le 18 Novembre 1942

IV-a-135.07

-2p-

Le 14.II.42, dans la matinée, j'ai été informé par la police locale de Brive que le CR BOURG Jules et l'ouvrier à l'essai PROPILOSKI Lucien avaient été mis en état d'arrestation et allaient être dirigés sur un camp d'internement sur l'ordre de M. le Préfet de la Corrèze.

Transmis à la DIVISION  
DU SERVICE GENERAL (Am)

Cette mesure résulte de la présence de nos 2 agents dans des groupes de manifestants, le 11 courant, à Brive, alors que toute manifestation avait été interdite par les pouvoirs publics.

Suite à ma transmission du 18-11-42 de la note du Dépôt de Brive du 14-11-42.

Le 11 novembre, BOURG avait terminé son service à 15h45. Les 12 et 13 il a assuré son roulement et, le 14, avant l'heure de sa prise de service, il fut mis en état d'arrestation.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer qu'il n'y a pas lieu de suspendre ces 2 agents. Dès leur reprise de service nous leur feront fournir leurs explications écrites et vous soumettrons nos propositions de sanctions, compte tenu de la nature de ces explications.

PROPILOSKI était éloigné du service pour blessure (contusion du testicule gauche). Après une première exemption de service de 5 j. du 7.II.42, il avait obtenu une prolongation de 5 j. du 12.II.42; il fut arrêté le 13.

La Sous-préfecture de Brive m'a fait connaître verbalement que M. le Préfet de la Corrèze avait prononcé l'internement administratif de BOURG et de PROPILOSKI pour une durée respective d'un mois et de 15 jours.

Contrairement aux premiers renseignements recueillis, le CR BOURG a été interné administrativement pour une durée de 1 mois au lieu de 3 mois.

LE CHEF DE DÉPÔT PRINCIPAL,

Brive, le 28-11-1942  
L'INGÉNIEUR CHEF D'A.M.T.

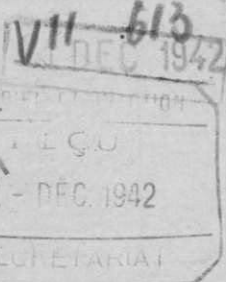
(1) Indiquer les nom et grade (avec résidence) de l'auteur du rapport.

(2) Dater et signer les renseignements complémentaires (avec indication du nom et du grade de l'agent qui les donne).

29/

S.N.C.F.

Paris, le



REGION DU SUD-OUEST

SERVICES ADMINISTRATIFS

V.R.: PB.1 du 26/11/42

PB

Le Chef des Services  
Administratifs,

à Monsieur le Chef du Service M.T.

Comme suite à votre communication visée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Directeur a décidé de considérer comme étant en position d'absence sans solde pendant la durée de leur internement, le chauffeur de route BOURG Jules et l'ouvrier à l'essai PROPILOSKI Lucien, du dépôt de Brive.

M. le Directeur a toutefois remarqué que votre lettre ne comportait pas de renseignements sur la manière de servir de ces agents.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*Lau*

Brive, le 7 décembre 1942

~~CONFIDENTIEL~~

VII-613  
REC  
8 DEC. 1942

SECRETARIAT

Service Général - Am

lv.y.

- Suite à ma lettre Am du 28.11.42  
relative à l'internement administratif des  
agents BOURG & PROPILOSKI, du dépôt de Brive.

A la suite de la démarche faite auprès  
de lui, le Commissaire spécial de Tulle nous  
a fait connaître que le service de surveil-  
lance ne possède aucun renseignement défavo-  
rable sur les 2 agents sus-visés.

Les condamnations résultent de mesures  
d'ordre général prises à la suite de la  
manifestation du 11 novembre dernier.

Nous vous adresserons nos propositions  
de sanctions dès que les explications écrites  
des intéressés auront été recueillies.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.



MINUTE

PARIS le

mv 14.12

décembre 1942

MATÉRIEL ET TRANSPORT  
P.B. EXÉCUTIF LE

16 DEC 1942

SECRETARIAT

Arrondissement MT à BRIVE ,

Suite à votre lettre IV.y du 28.11.42 et à  
votre transmission IV.a.135/07 du 28.11.1942 du  
rapport du Chef de dépôt Principal de Brive du 18.  
11.42.

M.le Directeur a décidé de considérer le  
chauffeur deroute BOURG , Jules et l'ouvrier à  
l'essai PROPILOSKI Lucien du dépôt de Brive  
comme étant en position d'absence sans solde pen-  
dant la durée de leur internement .

Par ailleurs vous voudrez bien nous rensei-  
gner sur la manière de servir de ces agents .

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

Signé : DÉTIENNE

193 0.049-

8.18

82 0.078

8.30

*à l'union*

RECEVÉ

829.03

VII 613  
Brive, le 30 Décembre 1942

Iva I35.07

SERVICE GENERAL  
PBI

2.P.

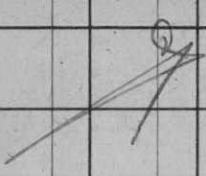
-AFFAIRE BOURG Jules, CR et PROPILOSKI  
Lucien, OUVRIER à L'ESSAI AU Dt DE BRIVE

(Suite à ma transmission Iva I35.07 du  
28.II.42 du Rt I2 214 du Dt De Brive du 3  
18.II.42 et à votre note PBI du 16.I2.42)

Je vous adresse ci-jointes les explica-  
tions écrites de PROPILOSKI et une note du  
Dépôt de Brive relative à la manière de ser-  
vir de ces deux agents.

Les explications écrites de BOURG  
vous seront adressées dès réception avec  
mes propositions de sanction s'il y a lieu.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T



20 VII 613+

# ANNEXE A L'ENQUÊTE METTANT EN CAUSE

M. Propiloski Léopold (résidence) Dépôt Brive

N° de N° 6181

## EXPOSÉ SOMMAIRE DES FAITS REPROCHÉS A L'AGENT

(dater et signer)

Tous avez été en situation d'absence irrégulière du 12 Novembre au 9 Décembre 1942 inclus.

Veuillez fournir ci-contre vos explications écrites sur cette absence sans autorisation

Brive, le 10.12.1942

Le Chef de Dépôt Principal,

## EXPLICATIONS DE L'AGENT

(dater et signer)

Brive le 10.12.42.

Monsieur le Chef de Dépôt  
principale de Brive

Monsieur le Chef de Dépôt

Je vous prie de vouloir bien excuser mon absence au travail du 12 Novembre au 9 Décembre. Motivée par des circonstances tout à fait indépendantes de ma volonté. En effet étant convoqué par le notaire Maître Echapasse je me suis rendu chez lui, pour affaires de famille, au moment où un groupe de personnes manifestait; le soir du 11 Novembre vers 18h30.

Le lendemain matin j'ai été appréhendé par un inspecteur et retenu jusqu'à maintenant dans un centre de séjour surveillé. Je ne connais pas la cause de mon internement.

En m'excusant pour mon absence irrégulière je vous prie de bien me compter au nombre de votre personnel.





MINUTE

mv 81.VII 613

PARIS le

janvier 1943



Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

Suite à notre lettre PBI du 25.11.42  
et à votre lettre du 1<sup>er</sup> Déc<sup>br</sup> 1942

J'ai l'honneur de vous rendre compte  
de la libération à compter du 9 décembre 1942  
de l'ouvrier PROPILOSKI, Lucien du dépôt de  
Brive, qui avait été arrêté par les autorités  
françaises le 12 novembre 1942.

Dans ses explications écrites ci-  
jointes cet agent indique qu'il ne connaît pas  
le motif de son incarcération. Je suis d'avis  
de ne prendre aucune sanction administrative  
à son égard.

PROPILOSKI assure un bon service. Il  
n'a jamais manifesté d'opinions politiques.

Nous vous ferons connaître ultérieu-  
rement la date de libération du chauffeur de  
route BOURG, Jules du dépôt de Brive.

1<sup>er</sup> INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

Signé: M<sup>lle</sup> DIETENNE

*à suivre*

VII 613

MINISTRE

PARIS le

MAT. 22.1.42  
Janvier 1943  
EXPIRE LE  
25 JANV 1943  
SECRETARIAT

PB1

Arrondissement MT à BRIVE ,

Suite à vos lettres IV.y du 28.11.42 et  
IV.a 135.07 du 30.12.42 et au rapport du Chef  
de dépôt Principal de Brive du 18.11.42 votre  
transmission du 28.11.42

Monsieur le Directeur a décidé de ne pren  
dre aucune sanction administrative à l'égard de  
l'ouvrier PROPILOSKI, Lucien du dépôt de Brive,  
pour les faits ayant motivé son incarcération  
par les autorités françaises.

Prière de nous tenir au courant de la  
date de libération du chauffeur de route BOURG  
Jules du dépôt de Brive.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

Signé : DÉTIENNE

IV. a. 135.07

Brive 30.1.43 <sup>VII</sup> 613

A.M.T Brive.

(suite à la lettre PB 1 du -  
janvier dont vous m'avez donné copie le 20)

Je vous informe que le C.R.  
Bourg Jules a repris son service  
le 10 janvier 1943. Le Bureau  
Régional de solde en a été avisé.

Le Chef de Dépôt Principal

IV a 131.07

Dépôt Brive

Veuillez joindre les explications écrites de  
Bourg Jules par Spod. 6781.

Brive le 3-2-43

IV. a  
2<sup>e</sup> série

A.M.T Brive

Ci-joint les explications  
écrites du CR Bourg Jules

Le Chef de Dépôt Principal  
J. 2

# ANNEXE A L'ENQUÊTE METTANT EN CAUSE

M. Bourg Jules (qualité) Chauffeur route (résidence) Dépôt de Brive

N° de N° 6181

## EXPOSÉ SOMMAIRE DES FAITS REPROCHÉS A L'AGENT

(dater et signer)

J'ai été en situation d'absence irrégulière du 12 Novembre 1942 au 9 Janvier 1943.

J'en fais l'aveu ci-contre par explications écrites sur cette absence sans autorisation.

Brive, le 4.2.43.  
Le Chef de Dépôt Principal

*[Signature]*

## EXPLICATIONS DE L'AGENT

(dater et signer)

M. le Chef de Dépôt 9<sup>al</sup>

Je vous prie d'excuser mon absence du 14 Novembre au 9 Janvier 1943. motivée par les circonstances suivantes :

Le 14 Novembre je me trouvais place Thiers à Brive à proximité de mon logement aux morts. Une manifestation s'est produite.

3 jours plus tard, j'ai été arrêté et interné administrativement.

Pendant la période ci-dessus

Depuis j'ai repris mon service. Je m'attache comme pour le passé à assurer un bon service.

Votre agent dévoué

Bourg Jules

Brive le 3.2.1943



MINUTE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

PARIS le

mv 12.2.

VII 613  
février 1943

MATÉRIEL & TRACTION

PBI

EXPED

16 FÉV 1943

SECRÉTARIAT

Monsieur le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Suite à notre lettre PBI du 25.11.42  
et à votre lettre du 1<sup>er</sup> décembre 1942.

J'ai l'honneur de vous rendre compte  
de la libération à compter du 9 janvier 1943 du  
chauffeur de route Bourg Jules du dépôt de Brive  
arrêté par les autorités françaises le 12 novem-  
bre 1942.

Dans ses explications écrites dont  
copie ci-jointe, cet agent indique dans quelles  
circonstances a eu lieu son arrestation.

Je suis d'avis de ne prendre aucune  
sanction administrative à son égard.

Bourg assure un bon service. Il n'a  
jamais manifesté d'opinions politiques.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

Signé: DÉTIENNE

78/11/2

Paris, le <sup>VII</sup> 613  
19 FEV 1943

REGION SUD-OUEST

Services Administratifs  
Pl-No



Le Chef des Services Administratifs  
à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

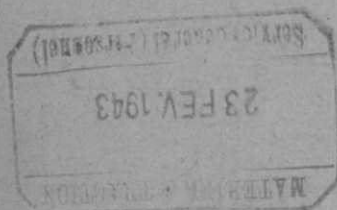
Votre lettre PBl du 16 février cou-  
rant concernant M. BOURG, Jules, chauffeur de  
route au dépôt de Brive, arrêté par les Auto-  
rités françaises le 12 Novembre 1942 et relâ-  
ché le 9 Janvier dernier.

J'ai l'honneur de vous prier de bien  
vouloir nous renseigner sur la situation de  
famille et les charges de cet agent en nous  
donnant votre avis au sujet de l'attribution  
éventuelle d'un secours à l'intéressé.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*Demander à Brive  
le rec. de Jules Bourg  
et Prof. Bouché*

*Dau*



MINUTE

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

1843 - 1 MARS 1943

Paris: le 1<sup>er</sup> Février 1943

VII 613

Arrond<sup>t</sup> de Brive

Prière de nous faire <sup>connaître</sup> ~~savoir~~ par retour  
du courrier, la situation de famille (gain  
de la femme et des enfants - le cas échéant)  
et les charges:

- de l'ouvrier Profilowski, Lucien et
  - du chauffeur de route Bourg, Jules
- du dépôt de Brive

Nous faire connaître également votre avis  
au sujet de l'attribution éventuelle d'un secours à ce  
agent.

S. Ing ff al  
Signé: Lacroix

à suivre

Tours, le 24 Décembre 1940

Reçu le	
25 JANV 1940	

Reçu le	
27 JANV 1940	

Tm- 506.00/9

**REPARATION DES TRIPLES  
VALVES**

- 3 listes -

L'Ingénieur Principal, Chef des At. de TOURS  
à  
Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction

Division du Matériel  
- Ateliers -  
ECHELON I

Les derniers examens contradictoires des triples-valves ayant donné lieu à incident, ont été faits les 8 et 22 janvier 1940.

Au cours de ces examens nous avons eu à vérifier 9 triples valves (Liste N° 1 ci-jointe).

Cinq ont donné satisfaction à tous les essais. Après simple nettoyage, 3 ont fonctionné normalement, une (A.R. 80017) était défectueuse par suite de la rupture du tenon de la valve de graduation. Cette rupture résulte de la qualité défectueuse du bronze. La dernière réparation de cette T.V. remonte au 12 Juin 1938 (18 mois).



~~A.M.T. BRIVE~~

(Suite à la lettre PB 1 du 1.3.43).

L'ouvrier PROPILOSKI Lucien est  
célibataire sans charges de famille. Je ne  
suis pas d'avis de lui attribuer un secours.

Le C.R. BOURG Jules est marié et a  
3 enfants, âgés de 20 - 17 - 13 ans; sa  
femme ne travaille pas.

Je suis d'avis de lui attribuer un  
secours.

Le Chef de dépôt principal

*IV.e 131.07*

*Transmis au Service Général. P.B.<sup>1</sup>  
- Suite à la lettre PB 1 du 1.3.43 -  
D'accord avec les propositions  
du Dépôt de Brive  
Brive le 4 - 3. 19 43*

L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Tracéon

MINUTE

Paris, le 17<sup>613</sup> Mars 1943



PP1

Agents incarcérés  
par les autorités françaises. S. Administratifs

Suite à votre lettre du 19.2.43

J'ai l'honneur de vous faire savoir  
que le chauffeur de route Bourg, Tule du  
dépot de Brive est marié, ~~et a 3 enfants~~ <sup>et 3 enfants</sup>  
âgés de 20. 17. et 13 ans.

La femme n'occupe aucun emploi.

~~Je ne pourrais pas d'objection à ce~~  
~~qu'un secours soit attribué à cet agent.~~  
Je ne pourrais pas d'objection à ce  
qu'un secours soit attribué à cet agent.



S. Ing. H. al

Signé : DÉTIENNE

Paris, le 23 mars 1943

Pl.Co

Objet : *Recommandation*

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à

Monsieur le Chef du SERVICE du  
MATERIEL ET DE LA TRACTION

Objet : *Recommandation*

Votre lettre PBl du 15 mars courant  
concernant M. BOURG, Jules, chauffeur de  
route au dépôt de Brive interné par les auto-  
rités françaises du 12 novembre 1942 au 9

janvier 1943.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M. le Directeur a décidé d'attribuer un  
secours ordinaire de 1.500 frs à cet agent.

Très respectueusement, signé : VIEL

*Recommandation*

*Recommandation*

*Recommandation*

*Recommandation*

ORIGINAL AU DOSSIER RETENUE.

*Recommandation*

suris : 0

Nom et Prénom : *Fagès Lucien*  
Affectation : *ouvrier à Béziers et Sangu*  
Régime de retraite : *ancien*

Date de { naissance : *2 3 1883*  
admission : *17 3 1908*  
affiliation : *17 3 1909*

Date de la libération de la classe :

Temps à déduire pour grève, congé, s/solde pour convenances personnelles, disponibilité, etc... *AL 17.5.32 Rec 4.12.33*

Date à laquelle l'agent remplit les conditions requises pour l'admission à la retraite : *1<sup>er</sup> novembre 1941*

Arrêts pour maladie { 193  
au cours des { 193  
3 dernières années { 193

Note de mérite : *13*

Charge de famille :

Date de mise à la retraite indiquée par l'agent :

Proposition du Chef d'Arrondissement :

Décision du Chef du Service : *1<sup>er</sup> Février 1939*  
*(lettre du 8.12.38)*

*(Conseil n° 38 du 15.12.38)*



MINUTE

Paris, le 11 Mars 1943

VII 613



Arrondt de Brive

M. le Directeur a décidé d'attribuer  
<sup>ordinaire</sup>  
un secours de 1500 frs au chauffeur de route  
Bourg, Jules, du dépôt de Brive, pour la période  
afférente à la durée de son incarcération par  
les autorités <sup>allemandes</sup> du 12 Nov<sup>r</sup> 1942  
au 9 Janv<sup>r</sup> 1943.  
Ce secours sera payé par le dépôt  
de Brive au moyen de bon de paiement  
(Avis Matériel et Traction n° 30 du 2.3.42)

25

S. Ing ff<sup>al</sup>

Copié pour Ben  
Paris, le 1<sup>er</sup> Avril 1943  
L'Ingénieur Principal  
à la Division du Service Général  
Signé: Lacroix



A.M.T. BRIVE

La note PBI ci-jointe du 2 courant fait état d'un Avis MT N° 30 du 25.3.42.

Nous possédons bien un Avis MT 30 du 25.3.41, mais il a été abrogé par l'Avis MT 25 du 24.7.42.

Par ailleurs, les Avis MT 30 et 25 autorisant le Chef de dépôt de Brive à émettre des bons de paiement à concurrence de 1000 frs.

Si l'Avis MT 25 est bien celui qui est actuellement en vigueur, nous demandons que l'A.M.T. émette le bon de 1500 frs au bénéfice du CR BOURG Jules, à moins que vous ne nous prescriviez d'établir 2 bons formant la somme précitée.

LE CHEF DE DEPOT PRINCIPAL

L'Ingénieur Chef d'arrondissement  
du Matériel et de la Traction.

10/4-  
Transmis à PBI  
(Aut. à voter n° 2/4/43)  
Vous installerez un  
bon de paiement au  
1500 frs au bénéfice de  
Chauffeur de Pont de  
Bourg Jules de Brive  
Brive le 7. Avril 1943

SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

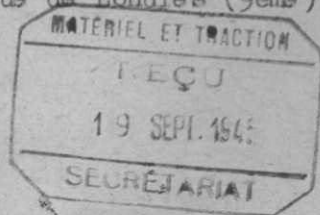
1ère Division

Section des Prisonniers  
et des Déportés Civils

Tél. TRI. 91-73

Réf. Pm n° 1649/D.P.

PARIS, le 18 Septembre 1945.  
8, rue de Londres (9ème)



Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
de la Région du SUD-OUEST,

La Direction Sud-Ouest nous signale la rentrée  
de M. PROPILOSKI, François, ouvrier au dépôt de Brive,  
qui était interné à Dachau.

Nous ne trouvons pas d'agent de ce nom dans  
notre fichier des agents déportés.

Par contre, dans le fichier des travailleurs  
en Allemagne, nous trouvons PROPILOSKI, Lucien, né le  
20.5.20, Ouvrier au Dépôt de Brive.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien  
me faire connaître s'il s'agit du même agent et de me  
faire parvenir la fiche de renseignements d'usage con-  
cernant l'intéressé.

/ Le Chef de Section,

DH 20.9.45

Service Central  
du Personnel

MINUTE

Paris, le 18 septembre 1945  
8, rue de Londres, 9<sup>e</sup>

1ère Division  
Section des Prisonniers  
et des Déportés Civils

Tél TRI. 91-73

Réf: Pm n° 1649/DP.

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
de la Région du Sud-Ouest

La Direction Sud-Ouest nous signale la rentrée  
de M. PROPILOSKI, François, ouvrier au dépôt de Brive  
qui était interné à DACHAU.

Nous ne trouvons pas d'agent de ce nom dans notre  
fichier des agents déportés.

Par contre, dans le fichier des travailleurs  
en Allemagne, nous trouvons PROBILOSKI, Lucien, né  
le 20.5.20, ouvrier au dépôt de Brive.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me  
faire connaître s'il s'agit du même agent et de me faire  
parvenir la fiche de renseignements d'usage concernant  
l'intéressé.

Pr Le Chef de Section.

-----  
PA4 Copie pour AMT de Brive,

avec prière de nous renseigner, il s'agit vraisembla-  
blement de l' ouvrier PROPILOSKI, du dépôt de Brive  
absent sans autorisation depuis le 14.6.1944, arrêté  
par les Allemands alors qu'il était dans le maquis,  
déporté en Allemagne et rapatrié du Camp de DACHAU  
le 14 mai 1945. Dans ces conditions nous adresser, dès  
que possible, en 3 exemplaires la fiche d'usage concer-  
nant les agents incarcérés par les Allemands.

Paris, le 18 septembre 1945

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé: PESEZ



21.9.45



RÉPARTITION par GROUPE et RÉCAPITULATION des DÉPENSES de la C<sup>de</sup> N° 12

N° de N° 13.333 A

40/38528 - HERMIEU-PARIS - 3-41

Groupe Clients	Main-d'œuvre brute	Divers	Déplacements	Frais de groupe	Matières	Frais de Magasins Centraux	Totaux Généraux
A					6.533,4	564,7	7.098,1
B					3.775,	528,5	4.303,5
B <sup>1</sup>					1.500,	210,	1.710,
B <sup>2</sup>					1.500,	210,	1.710,
B <sup>3</sup>					2.000,	280,	2.280,
B <sup>4</sup>					2.367,5	331,4	2.698,9
C					151,3	21,2	172,5
D	236,			81,1	6.875,7	962,3	8.153,1
E					1.070,8	149,9	1.220,7
E <sup>1</sup>							
F					8.795,	1.231,3	10.026,3
F <sup>1</sup>							
G	2.031,4						
H					1.500,	210,	3.741,4
I					2.910,2	407,4	3.317,6
J					3.412,9	477,8	3.890,7
K							
L	3.301,1			1.134,8	25,1	3,5	4.464,5
L <sup>1</sup>							
P					138,4		138,4
P <sup>1</sup>							
R							
Z					868,7	121,6	990,3
W							
DÉPENSES de la C <sup>de</sup>	5.568,5			1.213,92	5.555,2	3.247,	35.586,6

Nom : PROPILOSKI

Prénoms : Lucien

Grade à la SNCF : Ouvrier

Résidence de service : Dépôt de Brive

Date d'entrée à la SNCF : 1.10.1937 -(apprenti)-Parti aux Chantiers de Jeunesse  
le 20.3.41 - Réadmis le 7.1.42

Date et lieu de naissance : 18.5.1920 à Brive

Domicile civil : Aux Tilleuls - Brive.

Situation de famille : Célibataire.

Qualités professionnelles : Service normal.

Services militaires.  
(Grades-campagnes-citations-blessures)

Affiliation politique(s'il y a lieu) -

Date de l'arrestation : 23.10.43

Motifs de l'arrestation : Réfractaire au STO-désigné pour partir en Allemagne le 19.1.43 n'est pas parti. travailleur

Condamnation : -

Date, tribunal, motif : -

Éléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce

Lieu d'internement : Camp de DACHAU - Allemagne

Rapatrié le 15.5.1945.

Brive, le 26.9.45  
LE CHEF DE DÉPOT.



Service Central  
du Personnel

Paris, le 18 septembre 1945  
8, rue de Londres, 9<sup>e</sup>

1ère Division  
Section des Prisonniers  
et des Déportés Civils

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
de la Région du Sud-Ouest

Tél TRI. 91-73

Réf: Pm n° 1649/DP.

La Direction Sud-Ouest nous signale la rentrée  
de M. PROPILOSKI, François, ouvrier au dépôt de Brive  
qui était interné à DACHAU.

Nous ne trouvons pas d'agent de ce nom dans notre  
fichier des agents déportés.

Par contre, dans le fichier des travailleurs  
en Allemagne, nous trouvons PROPILOSKI, Lucien, né  
le 20.5.20, ouvrier au dépôt de Brive.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me  
faire connaître s'il s'agit du même agent et de me faire  
parvenir la fiche de renseignements d'usage concernant  
l'intéressé.

Pr Le Chef de Section.

PA4 Copie pour AMT de Brive,

avec prière de nous renseigner, il s'agit vraisembla-  
blement de l' ouvrier PROPILOSKI, du dépôt de Brive,  
absent sans autorisation depuis le 14.6. 1944, arrêté  
par les Allemands alors qu'il était dans le maquis,  
déporté en Allemagne et rapatrié du Camp de DACHAU  
le 14 mai 1945. Dans ces conditions nous adresser, dès  
que possible, en 3 exemplaires la fiche d'usage concer-  
nant les agents incarcérés par les Allemands.

Paris, le 22 septembre 1945

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

*AMT Brive*  
*ce faire*  
*de la fiche renseignements*

*11/15.72*  
*Arrivée du Service Général*  
*PA 4*

*Il s'agit de l'ouvrier*  
*Propioloski*  
*arrivé au dépôt de Brive*

*Si pour la fiche*  
*démarche en*  
*Brive*

*29/9/45*  
*L'ingénieur en chef d'Armoises*  
*du Matériel et de la Traction*

*Brive, le 29.9*  
*Le Chef de Dépôt*



S.N.C.F.  
Région du Sud Ouest

DEPART. M. DE LA RÉGION DU SUD-OUEST - COMMANDE N°

14

OBJET DE LA COMMANDE :

Matériel et Traction  
N° de Nre 13.313

Libellé du travail exécuté  
Etablissement intéressé

Timbre de facturation

Compte débiteur 3.24.2.I.

Emission N°:

FACTURE

31 MARS 1943

Manutentions communes à plusieurs groupes

Conduite, consommation, entretien des  
engins de levage et de manutentions communes  
à plusieurs groupes.

ATELIERS DE PERIGUEUX

Date de livraison 11 Mars 1943 Ateliers: Perigueux

Temps passé : Ouvriers 2.44.185 Apprentis

MAIN D'OEUVRE

Designation des dépenses	Taux horaire	Montant	MATIERES	CREDIT ATELIER
1° Main-d'oeuvre directe	16	46.589,6	Utilisées: 450,8	Main d'oeuvre et matières nettes
Divers			à déduire:	
Déplacement			Vieilles matières:	
Total		46.589,6	450,8	44.300,4
2° Frais indirects :				Observations
- de groupe :		3.508,4		
- d'atelier :	-			
Taxe à la production				
Frais de Magasins centraux % :			105,6	
Transports réels :				
Totaux		50.138,3	860,4	
Total du prix de revient atelier.....		50.998,4		
Frais généraux des régions.....				
Total Général				
Charges de retraites				

Le Chef de Bureau

L'Ingénieur  
Chef des Ateliers



S.N.C.F.  
MT - SC

MINUTE

Paris, le

Lg 9-10

octobre 1945

RECEVÉ  
P. J. N. P. E. M. L. E.

10 OCT 1945

SECRETARIAT

Monsieur le Chef de la Section  
des Prisonniers et Déportés Civils  
8 rue de Londres

PARIS 9<sup>e</sup>

(Suite à votre lettre Pm n° 1649/DP du 18-9-45)

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que nous n'avons qu'un agent du nom de  
PROPILOSKI. Cet agent, prénommé Lucien est  
ouvrier au dépôt de Brive; né le 18 mai 1920,  
il a été rapatrié le 15-5-45 de Dachau.

Ci-joint la fiche d'usage établie pour  
les agents déportés en Allemagne.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL.

Signé : PESEZ

*1 p. f. Copie pour les services administratifs*

BUREAU DU PERSONNEL

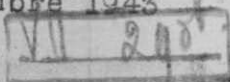
EXPÉDIE LE

13 OCT 1945

9.10.45



VIERZON, le 3 Septembre 1943



Arrondissement M.&.T.

ORLEANS

Arrestation par les autorités d'occupation de  
l'auxiliaire manoeuvre PRUVOST Jacques

(Complément à ma note en date du 19.8.1943)

L'auxiliaire manoeuvre PRUVOST Jacques arrêté par les autorités allemandes le 2 août 1943 a été enrôlé dans l'organisation Todt. Son adresse est :

Firme KARL EPPLE

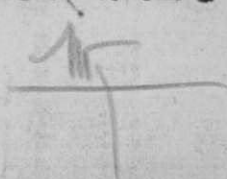
PLOEMEUR (Morbihan)

LE CHEF DE DEPOT,

*Wdy*  
Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général Personnel

Suite à ma transmission du 22.8.43 d'une note  
du 19 du dépôt de Vierzon.

Orléans le 7 Septembre 1943  
L'INGENIEUR C.A.M. E.





# MINUTE

AC 14/9/43 240  
Paris, le 14 Sept. 1943

PB1  
AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES



Monsieur le Chef des Services  
ADMINISTRATIFS  
-----

- Suite à notre transmission PB1 du  
28.8.43 -

J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'agent manoeuvre auxiliaire PRUVOST, Jacques, du dépôt de Vierzon, arrêté par les Autorités Allemandes, le 2 Août 1943, a été enrôlé dans l'organisation Todt. Son adresse est:

Firme Karl Eppe

Ploemeur ( Morbihan)

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ



PA<sup>1</sup>

Paris, le octobre 1944

MINUTE

Services Administratifs .

- AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES -

- Suite à notre lettre PB<sup>1</sup> du 28.8.43 -

J'ai l'honneur de vous rendre compte  
de la libération à compter du 11 septembre  
1944 de l'auxiliaire PRIVOST, Jacques,  
du dépôt de Vierzon, arrêté par les  
Allemands le 2 août 1943 .

Cet agent a été maintenu dans les  
cadres du personnel .

LE CHEF DE LA DIVISION  
DE LA TRACTION

Signé : PESEZ

MATÉRIEL ET TRACTION

EXTRADIE LE

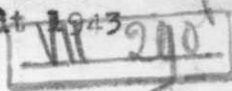
17 OCT 1944

SECRETARIAT

**MINUTE**

Paris, le

Août 1943



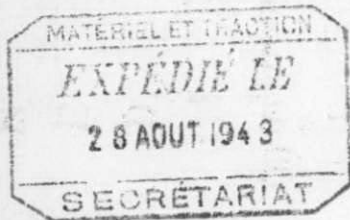
PB1  
3pjtes

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

---

Le manoeuvre auxiliaire PRUVOST, Jacques,  
du Dépôt de Vierzon a été incarcéré par les  
autorités allemandes le 2 août 1943.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche régle-  
mentaire concernant cet agent.



/ LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé : PESEZ

S.N.C.I.  
Région du Sud-Ouest

enseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.I.  
par les autorités d'occupation.

PREVOST

Nom ..... : .....

Prénoms ..... : Jacques

Grade à la S.N.C.I. .... : Manoeuvre auxiliaire

Résidence de service ..... : Dépôt de Vierzon

Date d'entrée à la S.N.C.I. .... : 21. 4. 1943

Date et lieu de naissance ... : 1. 2. 1913 à Malo-les-Bains (Nord)

Domicile civil ..... : Rue Denis Papin à Vierzon

Situation de famille (1) .... : Marié - 1 enfant 2 ans

Qualités professionnelles ... : Bonnes

Services militaires ..... : Néant - Exempté

(grade, campagnes, citations, :  
blessures) ..... :

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... : Néant

Date de 1<sup>re</sup> arrestation ..... : 2 août 1943

Condamnation ..... : Rupture de contrat avec l'organisation Todt

Motifs de 1<sup>re</sup> arrestation ..... :  
(  
(  
(

Date, tribunal, motif ..... : .....

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce ..... :  
(  
(  
(

Lieu d'internement ..... : Prison militaire de Bourges

Nom du défenseur ..... : .....

VIERZON, le 19.8.1943

LE CHEF DE DEPOT,

1)  
(indiquer les dates de naissance des enfants)

*[Signature]*

VIERZON, le 19 Août 1943.

Arrondissement H.&.T.

ORLEANS

MATÉRIEL ET TRACTION

ECU

22 AOÛT 1943

SECRET

Arrestation du manoeuvre PRUVOST

Le 2 août 1943 le manoeuvre auxiliaire PRUVOST Jacques était arrêté par la police française.

Des renseignements recueillis il résultait que son arrestation était demandée par le service du travail obligatoire.

Par la suite nous apprenions qu'en définitive, PRUVOST était arrêté à la demande des autorités d'occupation pour avoir rompu son contrat alors qu'il travaillait sur les côtes à la suite d'une réquisition pour l'organisation Todt.

Lorsque nous avons embauché cet auxiliaire il était utilisé par la police française en qualité de garde auxiliaire. Il était porteur d'un certificat attestant qu'il était libre de tout engagement.

Nous vous tiendrons au courant du suivi.

Ennomis  
à H. le Chef du Service H. B. Personnel  
Don du St Général. Personnel  
Vous vous tiendrez au courant  
de la suite qui sera donnée à  
l'arrestation de cet agent.  
Orléans, 21-8-43.  
L'Ingénieur B. A. H. B.

LE CHEF DE DEPOT,

Todt



Agent arrêté par les autorités Allemandes  
pour communisme

Puech, Paul

arrêté le 29.7.1942

Exécuté le 21.9.1942

B.

S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel

Bureau des Prisonniers  
et Déportés Civils

Tél. TRI.91-73

Réf.P.C.43.544

Paris, le 2 Mars 1945.

8, Rue de Londres (9ème)

REÇU

- 3 MAR 1945

M.le Chef de Service

du Matériel et de la Traction

de la Région du SUD-OUEST

J'ai l'honneur de vous prier de  
vouloir bien me faire parvenir la fiche  
de renseignements d'usage concernant  
M. PUECH Paul, Elève-mécanicien à  
BORDEAUX, arrêté par les Allemands le  
29 Juillet 1942 et exécuté le 21 Septem-  
bre de la même année.

Le Chef du Bureau,

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

- 8 MARS 1945

PA'

Copie four. AMT de Bordeaux

avec prière de vous adresser d'urgence, en  
votre affaire, la fiche réglementaire fournie  
pour les agents vaincus par les allemands  
pour l'être mécanicien Puech Paul au  
dépôt de Bordeaux

Paris, le 8 Mars 1945

Le Chef de Br.

Signé : LACROIX

*Jimmy*

27/21

S.N.C.F.

Bordeaux, le 13 Mars 1945

PA-1

REÇU

14 MAR. 1945

SECRÉTARIAT

Région du Sud-Ouest

Matériel et Traction

5ème Arrondissement

Vp.

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction  
(Division du Service Général)

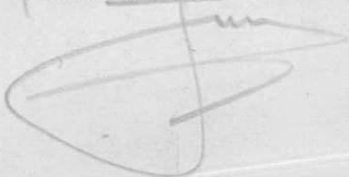
- 4 pièces -

-PAI -

Suite à votre transmission PAI du  
8 mars 1945

Ci-joint, en 4 exemplaires, la fiche  
de renseignements réglementaires, concernant  
l'élève mécanicien PUECH, Paul du dépôt de  
Bordeaux-St-Jean arrêté par les allemands le  
28.7.42 et fusillé à titre de représailles  
le 21.9.42

L'INGENIEUR C.A.M.T. ,



27/ 5 S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

Nom ..... PUECH,  
Prénoms ..... Paul  
Grade à la S.N.C.F. .... élève mécanicien Dt. de B.J.  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 24.7.34  
Date de commissionnement .... 24.7.35  
Date et lieu de naissance ..... 21.8.1911 à Conques (Aude)  
Domicile civil ..... 125, Rue des Terres-de-Bordeaux  
Situation de famille (âge des enfants) .... marié un enfant né le 23.11.36  
Qualités professionnelles ..... bon agent noté H  
Services militaires  
(grade, campagnes, citations, blessures) ....  
Affiliation politique (s'il y a lieu) ....  
Date de l'arrestation ..... 8 juil et 1942  
Motifs de l'arrestation ..... activité com. unite et recel  
de subversif  
Circonstances de l'arrestation ..... arrêté à son arrivée en gare  
BJ par tr. 5200 qu'il assurait  
comme chauffeur  
Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce .....  
Lieu d'internement ..... Port du H9 quartier allemand  
Nom du défenseur .....  
Une perquisition a-t-elle été effectuée  
au domicile de l'agent ? ..... oui  
Par qui l'arrestation a-t-elle été opérée ? Gendarmérie ou police (allemande ou française) ..... Police allemande  
Traitement de l'agent (éléments fixes, allocations familiales, miliaire et salaire unique) ..... 2186 b  
Ressources de la famille .....  
Néant femme arrêtée par les  
allemands enfant élevé par les  
grands-parents.  
fusillé le 21.9.42 à titre de représailles.  
L'acte de décès a été dressé par le Maire de Bordeaux



MINUTE

Pal

Reçu le 19.3  
Paris, le 19 Mars 1945  
22 MARS 1945

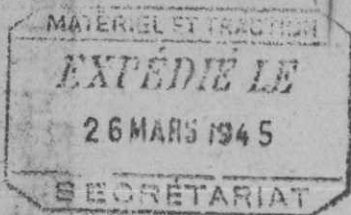
Monsieur LE CHAUVIN, Bureau  
des Prisonniers et Déportés  
Civils

8, rue de Londres  
Paris IXème

(Suite à votre lettre P.C 43.544 du  
2.3.45)

J'ai l'honneur de vous adresser en double  
exemplaire la fiche réglementaire prévue pour  
les agents arrêtés par les Allemands, pour  
l'élève mécanicien PUECH, Paul du dépôt de  
Bordeaux, fusillé par les Allemands le 21 sep-  
tembre 1942.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL



Signé : PESSE

MT -S.O.

Copie pour les Services Administratifs.

Ci-joint un exemplaire de la fiche réglemen-  
taire.

Paris, le 19 mars 1945  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESSE

Quercy Eugène

Poste de Pessac

classé à Chabossou

QUINIOU

Affaire classée à

Masseran

Quintard , Pierre

Classe à Rousseau Gustave



Agent incarcéré par les autorités allemandes  
comme otage (12 mai 1942)

---

Luintard Pierre      mécanicien de route      St. Portier  
incarcéré le 30.4.42  
libéré le 1.5.42

Chabot

VII 2906

~~Am~~

Communiqué ci P avec prière  
de me mettre à même de renseigner  
M le Chef de la Division de la  
Traction (suite à sa annotation sur pièce  
ci-jointe)

Le Chef de Bureau principal  
de la Division de la Traction

13 - 5.42

H. Duchesne



Poitiers le 5 Mai 1942

VII 2902

Division de la Traction	
Classement	
Secteur	161.73/05 12
Pièce N°	

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
à TOURS.

Je vous adresse ci-joint une déclaration du mécanicien Quintard qui a été détenu au camp de Rouillé du 1<sup>er</sup> au 3 Mai. Cet agent s'est remis à notre disposition le 4 Mai.

Ainsi que je vous l'ai signalé, son arrestation a été opérée par la Police française d'après les indications de la Police allemande. Elle a été précédée d'une perquisition domiciliaire qui n'a donné aucun résultat. En raison de ses antécédents politiques et de son inscription au groupe communiste qu'il a quitté il y a plusieurs années, Quintard figurait sur une liste établie par les allemands.

Son arrestation ainsi que celle d'une trentaine d'habitants de la ville de Poitiers est le résultat de l'exécution de mesures préventives dans le but de permettre à la Police allemande de disposer d'otages en cas de manifestations le 1<sup>er</sup> Mai.

Lors de son arrestation et au cours de l'interrogatoire qu'il a subi pendant sa détention, la police n'a établi aucun motif justifiant son arrestation.

De mon côté j'ai constaté que Quintard était calme dans son service et qu'il ne se livrait à aucune propagande, soit dans le dépôt, soit à l'extérieur.

A { Je pense qu'il n'y a pas lieu d'établir et de vous transmettre les fiches prescrites par la lettre P 7214 du 25/2/42 de M. le Directeur qui a fait l'objet de votre lettre III Pe 161.73/05 du 6/3/42.

Je vous demande de nous faire connaître dans quelle situation nous devons considérer Quintard les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 Mai (en absence, congé régulier, congé exceptionnel avec ou sans solde), mais étant donné les circonstances de son arrestation, je propose que les 3 jours d'absence soient considérés comme 3 jours de congé exceptionnel et avec solde.

Le chef de dépôt

III-p.

Transmis à  
DIVISION DE LA TRACTION.

(Suite à notre annotation sur I2.74I du 3 courant).

Etant donné qu'il ressort nettement du rapport ci-dessus qu'il ne s'agit que de mesures simplement préventives et que de plus aucun motif n'a été retenu justifiant la détention de notre agent, je dis au dépôt de Poitiers d'imputer les 3 jours d'absence sur le congé régulier de l'intéressé et lui confirme A.

TOURS, 1<sup>er</sup> 6 Mai 1942.  
L'INGENIEUR CHEF D'A.M. & T.

D'accord avec  
l'A.M.T.

8.5.42

Monsieur le Chef de Depot

VII 2906 51

J'ai l'honneur de vous signaler les conditions de mon absence du Depot.

Arrivé le 29 avril au train 6839 j'étais mis en Repos. le 30 avril. Ce jour je travaillais dans mon jardin lorsque vers 17<sup>h</sup>30 l'on est venue ~~pour~~ me chercher pour m'amener à mon domicile où il y eut une perquisition des polices Allemande et Française qui n'a rien découvert de suspect, à la suite ces mêmes polices m'ont invité à les suivre au commissariat sans me donner de motifs.

Arrivé à celui-ci vers 18<sup>h</sup>30 (à partir de ce moment je n'ai plus eu à faire qu'avec la police Française) l'on me fit monter en car avec 26 habitants de Poitiers ou nous sommes restés jusqu'à environ 21<sup>h</sup>45 puis nous fûmes dirigés sur le camp de détention administratif de Rouille ou nous sommes arrivés vers 22<sup>h</sup>30. Après les formalités administratives complies nous nous sommes couchés dans le lieu désigné. Le 1<sup>er</sup> Mai nous avons vécu la vie du camp. Le 2 Mai à 10<sup>h</sup>45 j. fus appelé pour être interrogé par la police, elle-ci me demanda mes idées politiques et en particulier si j'appartenais au Parti Communiste, sur ma réponse négative à laquelle j'apportais des faits précis, la date de ma remission ou dit Parti qui s'est transformée par la suite en exclusion prononcée.



par le comité central de ce parti. —

C'est me demanda en outre des précisions sur les mandats de délégué que j'ai obtenu depuis 1929.

Après avoir fait observer que cette fonction était strictement légale parague reconnue en droit par la législation en vigueur dans le pays et par les Réseaux et plus tard par la SNCF dans la Convention collective, je ne pensais pas au cours des entretiens soit avec M<sup>r</sup> le Directeur, soit avec M<sup>r</sup> les Ingénieurs par qui j'ai été reçu avoir apportés des points de vue politique mais bien les réclamations émanant de mes mandants qui d'ailleurs n'avaient certainement pas tous les mêmes idées politiques. mais les mêmes au point de vue travail et civilisation.

De même j'ai expliqué les raisons morales qui m'ont dicté ma lettre de démission de délégué à la Sécurité. — Cet interrogatoire fini vers 10<sup>h</sup> 45 j'ai vu la vie du camp la soirée du 2 mai, la journée du 3 Mai et la matinée du 4 Mai où je fus appelé vers 10<sup>h</sup> pour m'annoncer ma libération qui était un fait accompli à 10<sup>h</sup> 40.

Je suis rentré à Poitiers par un moyen de fortune à 14.15 après une visite à ma famille je suis allé au Depot vers 16<sup>h</sup> pour me faire porter entrant.

J'ignore encore pour quels motifs ont été prises ces décisions.

Poitiers le 5 Mai 1942 - Quintard

Quintard Pierre, Mécanicien de Route, Depot de Poitiers

VII 2906

S.N.C.F.  
Région du SUD-OUEST  
Matériel et Traction

Renseignements à fournir en cas d'arrestation  
d'un agent de la S.N.C.F. par les autorités  
d'occupation

Nom	: QUINTARD
Prénoms	: Pierre
Grade à la S.N.C.F.	: mécanicien de route
Résidence de service	: dépôt de Poitiers
Date d'entrée à la S.N.C.F.	: 21 mai 1920
Date et lieu de naissance	: 16 octobre 1897 à Coutras(Gironde)
Domicile civil	: Poitiers
Situation de famille	
Qualités professionnelles	
Services militaires (grades, campagnes, citations, blessures)	
Affiliation politique (s'il y a lieu)	
Date de l'arrestation	: 30 avril 1942- libéré le 4.5.42
Motifs de l'arrestation	: Ci-joint copie d'une lettre remise par cet agent lors de sa reprise de service le 4.5.42
Condamnation	
Date, tribunal, motif	
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce	
Lieu d'internement	: Camp de Rouillé
Nom du défenseur	

Pa

2 p. f<sup>13</sup>

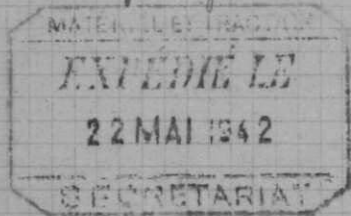
Paris, le 21 mai 1942

VII 290<sup>b</sup>Transmis aux <sup>ser</sup> Administratifs

Ci-joint une fiche concernant le mécanicien de route Quintard, Pierre du dépôt de Poitiers qui a été <sup>avisé</sup> le 30.4.42 par les autorités françaises sur les ordres des autorités allemandes.

Cet agent libéré le 1<sup>er</sup> mai 1942, a repris son service. Son absence a été imputée sur son congé régulier.

L. Lug. ff. al



SICRÉ : DÉTIENNE

Raimbault Pierre

classé à Cottard Yollerand, Jean



Rabier Joseph

dépôt Limoges

classé à Herminet

Agent incarcéré par les Autorités Allemandes pour  
détention d'un fusil de chasse

---

Ramon Alfred chauffeur de rd St. Bourdeaux L<sup>e</sup> Jean  
 incarcéré le 28 - 10 - 1941  
 secours de 1000 frs en décembre - Interné au Fort du Hâ  
 3 1/4 solde + A.F. libéré le 25 - 12 - 1941

Aucune sanction administrative



VII 2906

AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : Ramon, Alfred  
Grade: Chauffeur de route, St Bordeaux St Jean  
Etablissement <sup>(1)</sup> H. E. 475  
Né le : 26 Mai 1895 Commissionné le : 29.7.1922  
Situation de famille <sup>(2)</sup> : Marie, 6 enfants  
nés le 27.7.1921 - 31.10.1923 - 7.12.1925 - 5.9.1930 -  
10.7.1935 - 6.10.1939

Le fils aîné est employé comme aux<sup>e</sup> à l'Equipe des Lignes  
de Bordeaux, son gain mensuel moyen est de 1000<sup>f</sup>

Absent du <sup>(3)</sup> : 22.10.1941 au <sup>(4)</sup> :  
Motif del'absence <sup>(5)</sup> : Arreté par les autorités occupantes pour  
détention d'un fusil de chasse.

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> :  
Éléments fixes : 1750  
allocation familiale : 950<sup>f</sup>

Observations du service: \_\_\_\_\_

- (1) Indiquer par exemple : Gare de Châlons -sur-Marne-Dépôt de Laroche- Service régional de l' Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;  
S'il a une femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) Ils'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.



Nom et prénoms RAMON Alfred

Grade : chauffeur de route

Etablissement : Dépôt de BORDEAUX.ST.JEAN

Né le : 26 Mai 1895

Commissionné le 29 Juillet 1922

Situation de famille (2) Marié - six enfants nés le 27 Juillet 1921 -

31 Octobre 1923, 7 Décembre 1926, 5 Septembre 1930, 10 Juillet 1935, 6 Octobre 1939

Le fils aîné est employé comme auxiliaire à l'Equipe des Lignes de BORDEAUX  
son gain mensuel moyen est de 1000 Frs.

Absent du (3) 22 Octobre 1941 au (4)

Motif de l'absence : Arrêté par les autorités occupantes pour détention  
d'un fusil de chasse.

Rémunération mensuelle de l'agent (5)

Traitement annuel : 12.300 Frs

Allocations familiales (

Eléments pas.

9.000 Frs

et salaire unique (

11.400 F

OBSERVATIONS DU SERVICE

- (1) Indiquer par exemple : Gare de Chalons S/Marne - Dépôt de Laroche  
Service Régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux -
- (2) Indiquer si l'agent est marié ou célibataire ;  
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge  
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi
- (3) Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche
- (4) Indiquer la date de reprise du service si elle est connue
- (5) Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas  
d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la SNCF, si une  
suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.....

- (6) Indiquer la rémunération mensuelle en séparant d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et d'autre part l'ensemble de ces dernières allocations.

25/19133 BORDEAUX, le 31 octobre 1941

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

MATERIEL ET TRACTION

5ème Arrondissement

Vp.

VII 2906

Monsieur L'INSPECTEUR PRINCIPAL  
chargé du Service Général (Personnel)

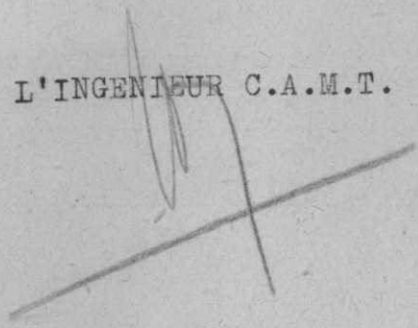
---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLE-  
MANDES -

Suite à ma transmission Vp. du 23-10-1941 .

Ci-joint la fiche, prévue par votre trans -  
mission pa. du 27-5-1941, pour le chauffeur de  
route RAMON Alfred du dépôt de BORDEAUX-ST-JEAN  
arrêté le 22-10-1941 par les Autorités alle-  
mandes .

L'INGENIEUR C.A.M.T.



Paris, le 10 novembre 1941

Pa

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCÉRÉS  
PAR LES AUTORITÉS  
ALLEMANDES

6 P.J

Suite à nos lettres Pa des 25 et 29.10.41.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les fiches réglementaires concernant les agents ci-après incarcérés par les autorités allemandes:

DESCHAMPS, Robert, ouvrier, entretien des Aubrais	
FERCHAUD, Henri, d°	-d°-
MONGENDRE, Maurice, d°	-d°-
VANNIER, Léon, d°	-d°-
MORAND, Henri, visiteur	-d°-
RAMON, Alfred, chauffeur de route, dép. Bordeaux St-Jean	

Il résulte des précisions fournies par notre Ingénieur Chef des Ateliers de Bordeaux que contrairement à ce que nous avions indiqué dans notre lettre Pa du 25.10.41, les agents ci-après:

EXTRAT, Paul, ouvrier spécialiste, ateliers de Bordeaux	
FARGES, Georges, ouvrier,	---d°---
LESTOUQUET, Jean, aide-ouvrier	---d°---
DOURTHE, Gustave, C.B.M. magasin des Matières Bordeaux	

n'ont pas été arrêtés par les autorités allemandes. Ils l'ont été par les autorités françaises sous la pression des autorités allemandes qui demandaient d'arrêter une centaine de personnes, c'est à dire de disposer d'otages.

Dès que nous serons fixés sur le motif exact de l'arrestation de ces agents, leur cas sera examiné conformément aux dispositions de la lettre de M.le Directeur du 3.11.41.

Vous voudrez bien nous indiquer si nous devons faire pour les 6 premiers agents des propositions de maintien de solde en leur faveur .

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL & DE LA TRACTION,



VII 2906  
Octobre 41.

Original envoyé  
à la Direction le

25 OCT. 1941

MINUTE

NT. SO.  
PA.

*expédié le 24. 10. 41*

Monsieur le Directeur  
du SERVICE CENTRAL du PERSONNEL.

**AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.**

J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'arrestation  
des agents ci-après :

par les autorités allemandes -

DESCHAMPS, Robert	Ouvrier peintre	arrêté le 18-10-41
	Ent. des Aubrais	vers 19 h.
FERCHAUD, Henri	Ouvrier ferreur	- 4° -
	Ent. des Aubrais	
MONGENDRE, Maurice	Ouvrier charbon	arrêté le 19-10-41
	Ent. des Aubrais	à 19 h.
VANNIER, Léon	Ouvrier chaudronnier	arrêté dans la
	Ent. des Aubrais	matinée du 19-10-41

Nous ne connaissons pas le motif de l'incarcération de  
ces agents. Ils seraient internés au Frontstalag, rue Eugène  
Vignat à Orléans.

*6 de rayé (différent)  
à la fin de l'exp.*

HELINE, Roger	Ouvrier chaudronnier	arrêté le 21-10-41
	Ateliers de Bordeaux	pour détention d'armes.

*1 fils adoptif (47 ans)  
1 fille 20 m  
5 enfants 17. 10. 41*

BETRAT, Paul	Ouvrier	} Ateliers de Bordeaux
FARGES, Georges	Ouvrier	
LESTOUQUET, Jean	Aide-ouvrier	

arrêtés le 23-10-41 comme otages.

<u>RAMON, Alfred</u>	Chauffeur de route
	Dt Bordeaux-St-Jean

arrêté le 21-10-41. Nous ne connaissons pas le motif de  
l'incarcération de cet agent.

Monsieur le DIRECTEUR du SERVICE CENTRAL P,  
86, rue St-Lazare - PARIS.

par les autorités françaises -

LACAU, Joseph  
BARBE, Pierre  
CORNIL, Raoul

Elève-mécanicien (      Dépôt  
Chauffeur de route      de  
Conducteur-électricien (      Bordeaux-St-Jean

arrêtés le 22-10-41. Ces agents auraient été arrêtés en raison de leur attitude politique; leur arrestation serait une conséquence des mesures de répression prises envers la ville de Bordeaux.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION.

Copie pour Monsieur le CHEF des SERVICES ADMINISTRATIFS.

Nous vous adresserons les fiches réglementaires ultérieurement.

PARIS, le      Octobre 1941.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION.

} *exécuté le 27. 10. 41*

Copie pour Monsieur SUARD.

27/ 20791

Bordeaux, le 24 Novembre 1941

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

Matériel et Traction

DELEGATION TECHNIQUE  
FRANCAISE

E.B.D.  
4665 1/5 22

Monsieur l'Ingénieur Chef d'A.M.T.  
B O R D E A U X

Votre lettre Vp. du 17 novembre 1941.

Je vous adresse la traduction de la lettre de l'E.B.D.  
concernant la détention du chauffeur Alfred RAMON.

OBJET : Arrestation du chauffeur Alfred RAMON.

Votre lettre 4665 - 1/5 du 19.10.41

Le chauffeur Alfred RAMON est actuellement incarcéré  
au Fort du Hâ.

"Etant donné qu'en apparence aucun acte punissable  
ne peut lui être reproché, on peut compter sur sa libé-  
ration très prochaine".

Signé: HANNSTEIN

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
Chef de la Délégation Technique Française  
CLAVERIE.

-----  
COPIE transmise à Monsieur l'Inspecteur Principal chargé  
du Service Général Personnel, comme suite à sa lettre Pa du  
6.11.41 et à ma lettre Vp. du 17.11.41

COPIE transmise à Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction (Division de la Traction) comme suite à  
ma transmission Vp. du 23.10.41

Vp.

Bordeaux, le 26 Novembre 1941  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

*assuré*



MINUTE

MG  
Paris, le décembre 1941  
5bis Bd. de l'Hopital

VII 2908



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Monsieur LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

SECOURS AUX  
AGENTS INCARCERES

Par lettres Pa du 25 octobre et 10 novembre 1941 nous vous avons fait connaître que le chauffeur de route RAMON Alfred, du dépôt de Bordeaux-St-Jean avait été arrêté par les autorités allemandes, pour détention d'un fusil de chasse, et incarcéré au Fort du Hâ.

RAMON est marié et père de 6 enfants âgés de 20, 18, 15, 11, 6 et 2 ans. Un seul de ses enfants travaille et gagne environ 1000f. par mois.

Eu égard à sa situation de famille, j'ai l'honneur de vous proposer d'attribuer à la femme de cet agent pendant la durée de son incarcération <sup>de celui-ci</sup> un secours égal aux 3/4 de sa rémunération augmenté des allocations familiales.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Signé : BAROIS



SERVICES ADMINISTRATIFS Paris, le 26 DEC 1941

Bureau du Personnel

Pl

26 DEC 1941

SECRET

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du  
MATÉRIEL et de la TRACTION,

Votre lettre Pa du 15 décembre cou-  
rant concernant M. RAMON, chauffeur de  
route au dépôt de Bordeaux St-Jean, in-  
carcéré par les Autorités allemandes.

J'ai l'honneur de vous faire connai-  
tre que M. le Directeur a décidé d'accor-  
der à la famille de cet agent un secours  
de 1000 francs qui viendra en déduction  
du secours mensuel qui pourra lui être servi  
ultérieurement.

Pa

Copie pour arrond<sup>t</sup> de Bordeaux

Pour prendre note de la décision de M. le Directeur  
et faire le nécessaire

Copie pour M. le Chef de la 3<sup>e</sup> section B du 1<sup>er</sup>  
Génér<sup>l</sup> de l'Exploitation

Paris, le 26 décembre

L. Lussat ff

BUREAU DU PERSONNEL

EXPÉDIE LE

31 DEC 1941

25/23072

BORDEAUX-ST-JEAN, le 27.12.49

VII 290 bis  
Monsieur L'INGENIEUR C.A.M.T.  
à B O R D E A U X

Pa  
Vp

- A GENTS INCARCERES -

Suite à notre lettre du 6 courant .

Le chauffeur de route RAMON Alfred libéré par les autorités occupantes le 25 courant a été remis immédiatement en service .

P.LE CHEF DE DEPOT PRINCIPAL  
Signé: ....

-----  
COPIE transmise à Monsieur LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION (division de la  
TRACTION)

à Monsieur L'INSPECTEUR PAL  
chargé du Service Général-(PERSONNEL)

comme suite à ma transmission Vp. du 26.II.1941.

30 DEC 1941  
Vp.

BORDEAUX, le 29 décembre 1941  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

*Ilp*  
Transmis à: P  
à toutes fins utiles.  
Paris, le 2 Janvier 1942  
Le Chef de la Division de la Traction *du*

AC  
Paris, le 11 Janvier 1942

EXPÉDIE LE

8 JANV 1942

SECRÉTARIAT

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION  
à Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

Pa  
GENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES  
-----

Suite à nos lettres Pa des 10, 11. 4I  
et 15. 12. 4I et à votre lettre Pb du 26.12.4I.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que  
le chauffeur de route RAMON Alired, du dépôt de  
Bordeaux St Jean incarcéré le 21 octobre 1941  
par les autorités allemandes, pour "détention  
d'un fusil de chasse " a été libéré le 25 Dé-  
cembre 1941.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION

Signé: DÉTIENNE

*Clarke*

Marché du 12/12/29

Wagon N°KV 20703 , livré le 6/10/31

TOTAL MAIN-D'ŒUVRE . . . . . 3.92

Bois. . . . . 2.316,09

Ferrements. . . . . 361,81

Quincaillerie . . . . .

TOTAL MATIÈRES . . . . . 2.67

Ensemble (Main-d'Œuvre et Matières) . . . . . 6.60

A déduire (Vieilles matières) 650K à 30P . . . . .

RESTE . . . . . 6.58

10 % sur a-b) en . . . . . 69

en . . . . . 5.9

(Différence entre le reste et le 10 %)

Le Contrôleur P. O.

Le Directeur,

# LA MAIN-D'ŒUVRE

39,71

360,13

46,05

37,38

# RÉSUMÉ DES MATIÈRES

Bois neufs. . . . .

Ferrements . . . . .

Soudure autogène . . . . .

Garnissage . . . . .



RAYNAL - François

affaire classée à GUILLAMIE

Affaire Regerat

classé à Perrot

---

*autre Région*

Noms et prénoms  
Date de naissance

*Bard Gabriel*  
*29.6.88*

Situation { (Célibataire  
de { ~~Marié~~ ~~eu Veuf~~  
famille<sup>(1)</sup> { ~~sans enfant~~  
                  { ~~avec enfants (nombre)~~

Affectation (Emploi (spécialité) *Ouvrier*  
au moment (Etablissement *C. Model*  
du départ ( et Localité

Date de mise à la retraite

*1.2.39*

Adresse où l'agent s'est retiré

*a Bard Cne de Boynonch St Pierre*  
*Section Avant - Haute Loire*

Appétitudes (1):

-Utilisable dans son { immédiatement  
ancien emploi { ~~après réadapta-~~  
                                  { ~~tion de 30 jours.~~

~~-Utilisable dans l'emploi~~

de.....

~~après réadaptation de 30 jours~~

~~-Inutilisable~~

*Signalé au Sud. Est*

*11.11.39.*

Agent fusillé par les Allemands

REGIBIER, Roland, mineur ouvrier D<sup>e</sup> Vierge



VIERZON, le 21 Juin 1944

Arrondissement M. & T.

ORLEANS

REQU

26 JUIN 1944

Nous portons à votre connaissance que le mineur aide ouvrier REGIBIER Roland a été tué le 10.6.44 à Issoudun à la suite de manoeuvres de répression effectuées par les troupes d'occupation.

Il avait été embauché le 20.9.43 et devait être admis incessamment au CP en qualité d'attaché groupe V (lettre PB2 du 14.4.44 votre transmission B2 du 17.4.44).

et auxiliaire était pupille de la S.N.C.F. son Père, S/Chf de manoeuvres à Issoudun, ayant été mortellement blessé en service le 14.11.40.

Nous avons signalé le cas au Comité d'Arrondissement de Solidarité de Tours.

*I. Pl 2  
Transmis à  
Monsieur le Chef du Service MT  
Division en S. Général  
A titre d'information*

LE CHEF DE DEPOT Ppl,

*23 Juin 1944.*  
ORLEANS, le  
L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

gml 30/6

MINUTE



PAI

juin 1944

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que le mineur aide-ouvrier auxiliaire  
REGIBIER Roland, du dépôt de Vierzon, a été  
tué le 10 juin 1944 à Issoudun, à la suite de  
manoeuvres de répression effectuées par les  
troupes d'occupation.

Cet auxiliaire était pupille de la SNCF,  
Son père, s/chef de manoeuvres à Issoudun ayant  
été mortellement blessé en service le  
14.11.40.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL,

Signé : PESEZ

MINUTE

LL  
11.7

PA.1

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

13 JUIL 1944

SECRÉTARIAT

PARIS, le

juillet 1944

A.M.T. ORLEANS

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

- suite à votre transmission Pl.2 du 23 juin 1944 -

Prière de nous fournir le plus rapidement possible <sup>tous</sup> les renseignements que vous pourrez recueillir sur la situation de famille de l'auxiliaire REGIBIER Roland, du dépôt de VIERZON, fusillé par les autorités allemandes le 10 juin 1944, notamment nous indiquer s'il avait des frères et soeurs, nous faire connaître la manière de servir de cet agent.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

VIERZON, le 21 Juillet 1944

ARRONDISSEMENT M. & T.

ORLEANS

AGENTS TUES ou INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLEMANDES.-

Le mineur aide-ouvrier REGIBIER Roland, fusillé par les Autorités-allemandes le 10 Juin 1944 au cours de manoeuvres de répression, était pupille de la S.N.C.F., son Père, Chef de manoeuvres à la Gare d'Issoudun ayant été tué en service le 14-11-1940.

Madame Veuve REGIBIER a comme ressources :

- sa pension de retraite de reversibilité : Frs. 6.208,--
- Rente accident ..... : " 6.424,--
- Salaire produit par un ménage qu'elle assure ..... : " 4.000,--

-----  
Frs. 16.632,--  
=====

Elle a comme charge de famille une fille de 10 ans.

REGIBIER qui avait été informé de son admission au C.P. en qualité d'Attaché, Groupe ~~III~~ V assurait un bon service.

LE CHEF DE DEPOT Ppal,

*Transmis à Monsieur le  
Chef de la Division  
du Service Général  
suite à sa lettre P.A. 1 du 21 juillet 44*

ORLEANS, le 24 JUIL 1944  
L'Ingénieur-Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction



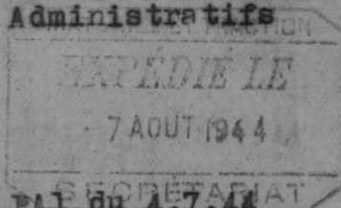
MINUTE

Paris, le 3.8 août 1944

PAL

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES



Suite à notre lettre PAL du 4.7.44

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le mineur aide-ouvrier REGIBIER, Roland du dépôt de Vierzon fusillé par les autorités allemandes le 10 juin 1944 au cours de manoeuvres de repression était pupille de la SNCF: son père, chef de manoeuvres à Issoudun ayant été tué en service le 14.11.1940.

Les ressources de Mme REGIBIER s'élèvent à :

-pension de retraite de reversibilité :	6208 f
-rente accident :	6424 f
-salaire produit par un ménage qu'elle assure :	4000 f
	-----
	16.632 f

Elle a encore à sa charge une fillette de 10 ans.

REGIBIER venait d'être informé de son admission au cadre permanent en qualité d'attaché groupe V; il assurait un bon service.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

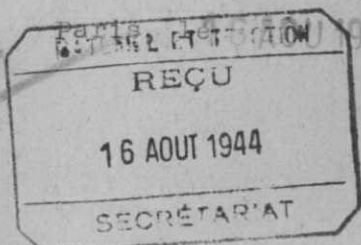
Signé : PESEZ

56-11-2

REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS

-----  
Pl - Co

Agents incarcérés



Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction,

VR- PA 1  
du 7-8-44

Comme suite à votre lettre rappelée ci-  
contre, j'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M. le Directeur a décidé d'attribuer un  
secours de 1.500 francs à la mère de M. REGIBIER  
Roland, mineur ouvrier au dépôt de Vierzon,  
fusillé par les autorités d'occupation le 10  
juin dernier.

Vous voudrez bien nous soumettre à nouveau  
la situation de Mme REGIBIER le 1er octobre  
prochain.

Kil

PA.1

PARIS, le

septembre 1944

MINUTE

A.M.T. ORLEANS



AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

- suite à votre transmission I. Pl 2 du 23 juin 1944 -

M. le Directeur a décidé d'attribuer un secours de 1500 frs à la mère de M. REGIBIER, Roland, mineur ouvrier, au dépôt de VIERZON, fusillé par les autorités allemandes le 10 juin 1944.

Vous aurez à nous soumettre à nouveau la situation de Mme REGIBIER le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Prière de faire le nécessaire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

S. M. C. F.

Région du Sud-Ouest  
Matériel et Tracé

A. M. C.

Orléans

Agents incarcérés par les Autorités Allemandes.

(suite à votre transmission Ld du 20. 9. 44)

La situation de Madame REGIBIER est sans changement.

Orléans le 30. 10. 44

Le chef de dépôt

Signé: Godinot

Copie transmise à M. le chef du Service M. C.

Division du Service Général PA 1

comme suite à sa lettre PA 1 du 15 septembre 1944.

Orléans, le 8. 11. 44

L'Ingénieur C. A. H. C.

Mamy



104/17/2

Paris, le

6 NOV 1944

SERVICES ADMINISTRATIFS

Pl/CO

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
à  
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,

V.R.-PA 1 du 7.8.44.

Par lettre Pl/Co du 16 Août dernier, je vous ai fait connaître que M. le Directeur avait décidé d'attribuer un secours de 1.500 francs à la mère de M. REGIBIER Roland, mineur-ouvrier au dépôt de Vierzon fusillé par les autorités d'occupation le 10 juin dernier, et je vous ai demandé de bien vouloir nous soumettre à nouveau la situation de Mme REGIBIER le 1er Octobre

Aucune proposition ne nous étant parvenue j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir nous renseigner sur la situation de Mme REGIBIER.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS



Paris, le <sup>bc 1.</sup> nov. 1944



LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à  
Monsieur LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES.

Suite à votre lettre Pl.Co du 16.8.1944

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
qu'aucune modification n'est survenue dans la  
situation de Mme REGIBIER mère de REGIBIER Roland  
mineur ouvrier au dépôt de Vierzen fusillé par  
les Allemands le 10 juin dernier.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé : PESEZ

94/6/2

REGION DU SUD-OUEST  
Services Administratifs  
Pl/Co

Paris, le 24 NOV 1944

25 NOV. 1944

SECRÉTARIAT

Le Chef des Services Administratifs à  
Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

V.R.- P.A. 1  
du 16.11.44

Comme suite à votre lettre rappelée  
ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire con-  
naître que M. le Directeur n'a pas reconnu  
la possibilité d'attribuer un nouveau se-  
cours à la mère de M. REGIBIER Roland, mi-  
neur aide-ouvrier auxiliaire, tué par les  
allemands, le 10 Juin 1944.

Kil

MINUTE

AC 8/12  
Paris, le Déc. 1944

MATÉRIEL ET TRACAS  
PAI EXPÉDIE  
11 DEC 1944  
SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL T. ORLÈANS

AGENTS FUSILLÉ PAR LES ALLEMANDS

Suite à transmission du 8.11.44 de la lettre du 30.10.44 du Dt de Viersen.

M. le Directeur n'a pas reconnu la possibilité d'attribuer un nouveau secours à la mère de M. REGIBIER Roland mineur aide-ouvrier auxiliaire, fusillé par les Allemands le 10 juin 1944.

Je vous prie, le cas échéant, d'en faire avisier la mère de REGIBIER.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé : PESEZ

COPIES DE CE DOCUMENT  
RÉPARTIES DANS LES BUREAUX



Affaire Ressaussière, André

classée à

CARRAYON, Irénée

Agents arrêtés par les Forces du Maintien de l'ordre

REYARDEL, Gaston

ministre ouvrier - M<sup>rs</sup> Peignaux

arrêté le - absent sans autorisation depuis le 24.5.44

libéré le - refusé de service le 1.9.44

MAROUBY, Antoine

ministre ouvrier - M<sup>rs</sup> Peignaux

arrêté le - absent sans autorisation depuis le 24.5.44

libéré le - refusé de service le 11.9.44

Genet. 40/E - 14908-9-41.

1  
dossier

2  
de décalque

3  
PIECES

4  
ou origine de la pièce

5  
du Destinataire

1) Nom et prénom	:	MAROUBY Antoine
2) Emploi et résidence	:	mineur-ouvrier forgeron essai Ateliers de Périgueux
3) Date de naissance	:	7.3.25 à Conèze (Conèze)
4) Date d'entrée aux chemins de fer	:	16.9.40 ( apprenti)
5) Date de commissionnement	:	-
6) Situation de famille	:	célibataire
7) Adresse domiciliaire	:	Château des Izards ( Cne de Cou- lounieix(Dordogne)
8) Date d'internement ou d'in- carcération	:	Inconnue - absent sans autorisation depuis le 22.5.44.
9) Désignation du camp d'inter- nement ou d'incarcé- ration s'il est connu	:	Inconnu
10) Date de suspensions 'il y a lieu	:	-
11) Motif de l'internement ou de l'incarcération	:	Arrêté les armes à la main dans la Région de St-Léon-sur-l'Isle (Dgne)
12) Autorité qui a prescrit l'in- ternement ou l'incarcé- ration	:	Forces du Maintien de l'Ordre
13) Appréciation sur l'agent	:	Bon agent


























M.T. - Chef de dépôt  
 .... M. MARQUET - S/Chef de dépôt

Secrétariat  
 .....

M. DEZON - Chef de groupe

M.T. - M. THENOT - Inspecteur Divisionnaire Chef d'Entretien  
 .... M. LAFAYE - Inspecteur

Secrétariat

M. FAVARD - Chef de Groupe  
 M. HUGULT - Employé

V.B. - M. VILLOUTABIA - S/Ingénieur Chef de Section  
 .... M. COMBASTET - Contrôleur S.L.  
 M. CLAUPADE - Attaché S.L.

Secrétariat

M. BODIN - Chef de groupe

Ateliers de la Voie -  
 .....

M. MARQUET - Ingénieur Adjoint  
 M. BALLOT - Chef des Ateliers

Secrétariat

M. DALMAT - S/Chef de Bureau  
 M. DUTOUR - Employé principal

Ateliers  
 .....

M. LACROIX - Ingénieur Chef des Ateliers  
 H. CAILLAUD - Chef de Bureau principal  
 M. MAZU - Chef des Ateliers principal  
 M. ROULY - Chef des Ateliers  
 9 Chefs d'Atelier

Secrétariat  
 .....

1 Employé

Ce poste de Commandement servira de centre de liaison avec les Services Officiels de secours et de centre de renseignements sur les zones atteintes.

Attributions des permanences  
 .....

Les permanences établissent entre elles une liaison étroite, le rôle principal de chacune d'elles étant précisé ci-après:

.....



## App

2220 2230 2240 2250 2260 2270 2280 2290 2300 2310 2320 2330 2340 2350 2360 2370 2380 2390 2400  
 .....

M.T. - Chef de détachement

.... M. MARQUET - S/Chef de détachement

Secrétariat

M. DEZON - Chef de groupe

M.T. - M. THELOT - Inspecteur Divisionnaire Chef d'Entretien

.... M. LAFAYE - Inspecteur

Secrétariat

M. FAVARD - Chef de Groupe

M. HUGULT - Employé

V.B. - M. VILLOUREUX - S/Ingénieur Chef de Section

.... M. COMBASTET - Contrôleur S.E.

M. CLAUPEDE - Attaché S.E.

Secrétariat

M. BODIN - Chef de groupe

Ateliers de la Voie -

..... M. MARQUET - Ingénieur Adjoint

M. BALLOT - Chef des Ateliers

Secrétariat

M. DAINAT - S/Chef de Bureau

M. DUTOUR - Employé principal

Ateliers

..... M. LABOULE - Ingénieur Chef des Ateliers

M. CAILLAUD - Chef de Bureau principal

M. MIZU - Chef des Ateliers principal

M. MOULIN - Chef des Ateliers

9 Chefs d'Atelier

Secrétariat

1 Employé

Ce poste de Commandement servira de centre de liaison avec les Services Officiels de secours et de centre de renseignements sur les zones atteintes.

#### Attributions des permanences

Les permanences établissent entre elles une liaison étroite, le rôle principal de chacune d'elles étant précisé ci-après:

.....

M5

W. G. H.

Monsieur le Chef du Service M.T

J'ai l'honneur de vous informer que le mineur-ouvrier forgeron à l'essai Marouby Antoni et le mineur ouvrier forgeron confirmé Revardel Gaston de nos Ateliers ont été appréhendés par les forces de maintien de l'ordre.

Nous ignorons la date de leur arrestation.

Ci-joint pour chacun de ces agents le questionnaire prévu par votre lettre Am du 19. 11. 41

Confidentiel  
Am  
Marouby et Revardel sont respectivement absents sans autorisation depuis les 22 et 24. 5. 44. Nous les considérons absents sans solde à compter de ces mêmes dates.



Transmis à Monsieur le Chef des Services Administratifs le 24 Juin 1944

Signé Cardon

L'Ingénieur Chef des Ateliers  
Signé: Laborie

Rougier André

élève mécanicien

Brive

13 mai 1898

ex-apprenti



REGION DU SUD-OUEST

Services Administratifs

Paris, le

28 JUIN 1944

REQU

29 JUIN 1944

SECRET

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

Comme suite à votre communication du 24 juin courant concernant l'arrestation des mineurs-ouvriers MAROUBY et REVARDEL, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir nous renseigner, si vous en avez la possibilité, sur les dates, lieux et motifs d'incarcération de ces agents.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS.

PA2

Copie pour les Ateliers de  
PerpignanAvec prière de faire les démarches utiles pour  
nous mettre  
à même de renseigner

Le Chef de la Division

du Service Central

18-JUL 44  
 SERVICES ADMINISTRATIFS  
 Paris, le 28 juin 1944

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
 du Matériel et de la Traction

Comme suite à votre communication du 24 juin courant concernant l'arrestation des mineurs-ouvriers MAROUBY et REVARDEL, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir nous renseigner, si vous en avez la possibilité, sur les dates, lieux et motifs d'incarcération de ces agents.

LE CHEF DES SCES ADMINISTRATIFS

.....

TA copies  
 TM copies  
 TO copies  
 TP copies  
 AP copies  
 AS copies  
 M PA2

Copie pour ateliers de PERIGUEUX

Avec prière de faire les démarches utiles pour nous mettre à même de renseigner.

Paris, le 4 juillet 1944  
 LE CHEF DE LA DIVISION  
 DU SERVICE GENERAL

*Prise  
 Monsieur le chef de la  
 Division du Service Général  
 Veuillez trouver ci-jointe  
 une lettre des chefs départementaux  
 de la Milice Française à  
 Périgueux demandant les renseignements  
 L'attaché, Chef des Ateliers  
 8. 44  
 Dubois*

Services Administratifs

PARIS, le 28 juin 1944

Le Chef des Services Administratifs  
à Monsieur le Chef du Service du Matériel et de  
la Traction

Comme suite à votre communication du 24 juin courant  
concernant l'arrestation des mineurs ouvriers MAROUBY  
et REVARDEL, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir  
nous renseigner, si vous en avez la possibilité, sur les  
dates, lieux et motifs d'incarcération de ces agents.

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

.....

PA.2 Copie pour ateliers de PERIGUEUX

avec prière de faire les démarches utiles pour nous  
mettre à même de renseigner.

PARIS, le 4 juillet 1944  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL  
signé: LISSACQ

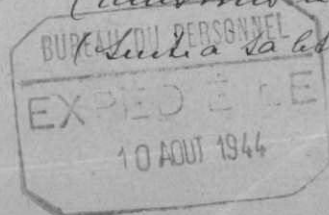
1 p.

Monsieur le Chef de la Division du  
Service Général

Veuillez trouver ci-joint une lettre du Chef  
Départemental de la Milice Française à PERIGUEUX  
donnant les renseignements demandés.

PERIGUEUX, le 1<sup>er</sup> août 1944  
L'INGENIEUR CHEF DES ATELIERS  
signé: LABORIE

*Confidentiel*  
*Am*  
*1 pièce*



*Paris 27/8/44*  
*Transmis à M. le Chef des S. administratifs*  
*En suite à la lettre du 28.6.44*  
*Le Chef du Service*  
*signé Lissacq*

*Retour à l'expéditeur*



Milice française

Périgueux 27.7.44

Le Chef départemental  
à  
Monsieur L'Eugénie Chef  
des Ateliers de la SNCF.  
à Périgueux.

En réponse à votre note du 22 c<sup>t</sup> j'ai  
l'honneur de vous informer que M. Bouley  
Autouin et Ricardel Jastou, de vos services  
ont bien été appréhendés par les forces du  
maintien de l'ordre.

Ces arrestations ont été opérées  
le 24.7.44. à Périgueux et sont relatives  
à une action politique contre le  
gouvernement, masquant certains  
faits, commis à main armée.

Ces deux délinquants ont été dirigés  
sur le P.C. des forces de maintien de  
l'ordre à Limoges le 30.7.44.

Veuillez agréer, Monsieur  
L'Eugénie l'assurance de ma  
considération distinguée

Le Chef de D. Service

Le Chef départemental

PA [signature]  
K

Périgueux le 8 Octobre 1944

Ap - D

-6 OCT 1944  
L' Ingénieur Chef des Ateliers de Périgueux  
à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Service Général  
1ère Subdivision Am

Par lettre Ap D du 15 Juin 1944 je vous ai informé que le mineur ouvrier forgeron à l'essai MAROUBY Antoine, et le mineur ouvrier forgeron confirmé REVARDEL Gaston, avaient été appréhendés par les Forces du maintien de l'Ordre, et par transmission du 1.8.1944 nous vous avons précisé que la date de leur arrestation était le 24.5.44.

Ces jeunes gens avaient été arrêtés au cours d'un coup de main exécuté par les F.F.I. auxquelles ils appartenaient depuis le jour même.

MAROUBY et REVARDEL libérés lors de la prise de Limoges, où ils étaient incarcérés devaient reprendre respectivement leur service aux Ateliers de Périgueux les 11 et 1.9.44, mais sont en situation de maladie depuis ces dernières dates.

L'Ingénieur Chef des Ateliers .  
[signature]

Paris, le octobre 1944

PA'

2e  
MINUTE

Sg Adm b



Agents arrêtés par les Forces  
du Maintien de l'ordre.

Suite à transmission Am du 26. 6. 44  
J'ai l'honneur de vous faire  
connaître que les mineurs ouvriers  
Marouby, Antoine et Revardel, Gaston, des  
ateliers de Leigneux arrêtés le 26. 5. 44  
par les Forces du Maintien de l'ordre, au  
cours d'un coup de main exécuté par les FFI  
auxquels ils appartenaient depuis cette date,  
ont été libérés lors de la fin de l'usage et  
ont refusé leur service le 11 et 1. 9. 44;

Les 2 agents sont en situation de  
maladie depuis ces derniers dates.

Le Chef de Div<sup>ion</sup>

Signé : PES

Affaire REY

Classée à Lymanol

---



Agents incarcérés pour la Autorité Allemande

REY NAUD, André

Jeune conducteur électricien - D<sup>r</sup> Bordeaux S<sup>t</sup> Jean

Incarcéré le 28.7.44

Régime de soldat : AF + 3/4

Refusé de 2<sup>e</sup> 19.9.44

21/11

S. N. C. F.

Région du Sud-Ouest

MATÉRIEL ET TRACTION

Rapport de M<sup>onsieur</sup> QUINIOU Corentin

Chef de Dépôt à BORDEAUX-ST-JEAN

sur l'arrestation de l'élève conducteur électricien

REYNAUD André.

-:-:-

REQU

4 AOUT 1944

N° de N° 12214.

10.000 ex. in-4° carré bulle 72 gr. - 522 - Imp. GENET (63687-4-38)

EXPOSÉ PAR L'AUTEUR DU RAPPORT — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES (2)

RENOI OU DÉCISION

A Bordeaux, le 31 juillet 19 44

Vp

4 PIECES

Nous sommes informés ce jour que l'élève conducteur électricien REYNAUD André, aurait été arrêté par les autorités allemandes le 28 juillet 1944 à Bordeaux et incarcéré à la suite d'une perquisition effectuée à son domicile.

Nous ignorons le lieu d'incarcération.

Le P.C.T. de Bordeaux a été avisé téléphoniquement le 31/7/44.

Ci-joint fiche de renseignements demandée par lettre Vp du 17 juin 1944 et proposition de secours prévue par lettre Pbl du 30 juillet 1944.

En application des directives de la lettre de M. le Directeur du 16.9.42, nous avons demandé à la famille de REYNAUD de se tenir en relation constante avec nous pour nous tenir au courant de la procédure consécutive à l'incarcération.

LE CHEF DE DEPOT,  
Signé : QUINIOU.

COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction (Division du Service Général - Personnel), à titre de premier renseignement.

Nous intervenons auprès de l'E.B.D. de Bordeaux en vue de connaître le motif et la durée probable de l'incarcération de notre agent.

Ci-joint 4 exemplaires de la fiche de renseignements.

-1- COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE de l'Exploitation - Hôtel Victoria - à TOULOUSE, avec ci-joint un exemplaire de la fiche de renseignements.

- 3 - COPIE transmise à Monsieur l'INGENIEUR PRINCIPAL Chef de la Délégation Technique Française près l'E.B.D. de Bordeaux, avec prière de bien vouloir intervenir auprès des autorités allemandes en vue de connaître le motif de l'arrestation et si celui-ci n'est pas trop

(1) Indiquer les nom et grade (avec résidence) de l'auteur du rapport.

(2) Dater et signer les renseignements complémentaires (avec indication du nom et du grade de l'agent qui les donne).

T.S.V.P.



EXPOSÉ — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

RENOI OU DÉCISION

sérieux, pour obtenir la  
libération de notre agent.

Ci-joint fiche de ren-  
seignements en 3 exemplai-  
res.

Bordeaux, le 1/8/1944  
L'INGENIEUR C.A.M.T.,

COPIE à :  
"PLANUS"

**MINUTE**

Paris, le

Août 1944

**PA1**  
**AGENTS INCARCERES PAR LES**  
**AUTORITES ALLEMANDES.-**  
**3 ptes**

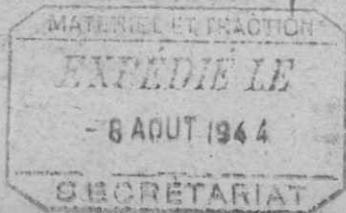
**Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS**

---

L'élève-conducteur électricien REYNAUD,  
André, du dépôt de Bordeaux St Jean a été in-  
carcéré par les autorités allemandes le 28.7.44.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche régle-  
mentaire.

**LE CHEF DE LA DIVISION**  
**DU SERVICE GENERAL**



Signé : PESEZ



27/ 5 S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

Nom .....	REYNAUD
Prénoms .....	André
Grade à la S.N.C.F. ....	Elève conducteur électri-
Date d'entrée à la S.N.C.F. ....	cien au dépôt de Rx-St-Jean
Date de commissionnement .....	22.2.1937
Date et lieu de naissance .....	6.3.38
Domicile civil .....	23.4.14 à BORDEAUX
Situation de famille (âge des enfants) ..	34, rue Isaac Séba à Bor-
Qualités professionnelles .....	deaux
Services militaires	marlé - 1 enfant 5 ans
(grade, campagnes, citations, blessures) ...	service normal
Affiliation politique (s'il y a lieu) .....	mobilité du 25.8.1939
Date de l'arrestation .....	au 19.7.40.
Motifs de l'arrestation .....	-
Circonstances de l'arrestation .....	-
Eléments de toute nature susceptibles	-
de justifier un recours en grâce .....	Rien dans sa manière de
Lieu d'internement .....	servir ne justifie cette
Nom du défenseur .....	arrestation.
Une perquisition a-t-elle été effectuée	-
au domicile de l'agent ? .....	-
Par qui l'arrestation a-t-elle été opé-	oui
rée ? Gendarmérie ou police (al-	
lemende ou française) .....	
Traitement de l'agent { éléments fixes	Autorités allemandes
{ allocations fa-	
{ miliare et salaire	1022 + 170 = 1192 Frs
unique	
Recours de la famille .....	Néant

Pl-Go

PARIS, le 16 août 1944

AGENTS INCARCERES

VR: PA.1 du 8.8.44

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et  
de la Traction

Comme suite à votre communication rappelée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Directeur a décidé d'attribuer à la femme de M. REYNAUD André, élève conducteur électricien du dépôt de Bordeaux-St-Jean, une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté des trois quarts des autres éléments de rémunération.

Je vous serais obligé de bien vouloir me communiquer, dans le plus court délai, les renseignements que vous pourrez recueillir sur le motif de l'incarcération de cet agent.

signé: VIEL.

*L'original est classé au dossier "Rémunération"*

*L*

à remiser le 15.2.40 L<sup>e</sup> Bordeaux L<sup>e</sup> Jean

Noms et prénoms  
Date de naissance

Heuillh. Henri  
29.5.1883

Situation de famille { Célibataire  
Marié ou Veuf  
Sans enfant  
avec enfants (nombre)

Affectation (Emploi (spécialité) Chef Mécanicien  
au moment (Etablissement  
du départ et Localité 3<sup>e</sup> A.M. à Bordeaux

Date de mise à la retraite 1.10.1939  
Adresse où l'agent s'est retiré

70. Rue Billaudet à Bordeaux  
Aptitudes (1) immédiatement sur demande Bordeaux

-Utilisable dans son ancien emploi (après réadaptation de 30 jours)

-Utilisable dans l'emploi de...

après réadaptation de 30 jours

--Inutilisable

21/10

Bordeaux, le 9 septembre 1944

Dépôt de Bx-St-Jean

161.73

Monsieur l'INGENIEUR C.A.M.T.  
à BORDEAUX

ABSENCE DE L'ELEVE CONDUCTEUR ELECTRICIEN REYNAUD André.-

(Suite à notre rapport du 31/7/44).

L'élève conducteur électricien REYNAUD André, absent du 29.7.44, s'est présenté au dépôt le 8/8/44, pour nous demander à reprendre le service à partir du 12.9.44.

Interrogé sur les motifs de son absence, REYNAUD nous a fait connaître que, contrairement au bruit qui avait couru à ce sujet, la perquisition faite à son domicile le 28.7.44, par les autorités allemandes, n'avait pas été suivie de son arrestation.

Il aurait simplement quitté son domicile pour rejoindre les F.F.I.

Les pièces justificatives de sa présence aux F.F.I. doivent nous être fournies incessamment.

En attendant et sauf avis contraire de votre part, nous reprendrons REYNAUD en service.

LE CHEF DE DEPOT,  
QUINIQU.

---

Dépôt de BX-ST-JEAN

Bordeaux, le 21 septembre 1944

161.73

Monsieur l'INGENIEUR C.A.M.T.  
à BORDEAUX

Suite à notre lettre 161.73 du 9/9/44.

Je vous informe à toutes fins utiles que l'élève conducteur électricien REYNAUD André, de notre établissement, absent sans autorisation depuis le 29.7.44; a repris son service le 19/9/44.

Nous lui avons rappelé d'avoir à nous fournir toutes pièces justificatives au sujet de son absence.

LE CHEF DE DEPOT,  
QUINIQU.

---



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

S. N. C. F.

RÉGION DU SUD-OUEST

COMPTABILITÉ

SERVICES FINANCIERS

ET

N° de Code de la Gare

CONTROLE DES RECETTES

Timbre de la Gare

RELEVÉ

PERPIGNAN-LITIGES

DÉTAILLÉ des TITRES ANNEXÉS au TRANSFERT COMPTABLE N° 120

du 20 juin 1942

destiné à

Sûreté Commerciale & Reclamations  
54 rue Omerée J. Germain - Bureau

Mois de juin 1942

Nature du Compte

(1) Paiements effectués au titre Litiges

C. C. 335

1-39 - MICHEL, Fils - C<sup>de</sup> Ac<sup>t</sup> 6848 i.

EXPÉDITIONS		GARE EXPÉDITRICE	NATURE DES TITRES	MONTANT
DATE	NUMÉRO			
17 juin	23322	Montpellier	paiement d'indemnité	50 6
11 juin	4954	S'Elonne Chal <sup>x</sup>	"	125 2
8 juin	8456	Marseille abell <sup>s</sup>	"	252
19 juin	6633	Jursey	pass de Liverpool WR re/pme	590
9 juin	1863	Pat Vendres	paiement d'indemnité	50
8 juin	9849	Marseille 9 <sup>de</sup>	"	434
30 juin	998	Golfe Juan Vallon	"	1995 4
6 juin	34700	Agen	"	80
19 juin	37372	Remes	"	20
18 juin	80478	Forciat	"	20
6 juin	8669	Musailles Chaudin	"	121 2
30 juin	94542	Lirre	"	15
24 juin	50503	Vincennes Fontenay	"	14
18 juin	87524	La Varonne Chenevini	"	20
TOTAL . . . . .				5072 5

Le Chef de Gare,

(1) Indiquer la nature du compte: Guerre, Finances, Marine, Colonies, Surtaxes remboursées, etc... et employer un relevé distinct pour chaque nature de compte.

Vp.-

COPIE transmise à Monsieur le CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction (Division du Service Général - Personnel), comme suite à notre transmission Vp du 1.8.44 du rapport du dépôt de Bx-St-Jean.

Dans ces conditions, nous ne faisons pas payer à REYNAUD le secours alloué par M. le Directeur (votre lettre PAL du 15.9.1944).

*étant donné que Reynaud s'est vu verser sa solde dans la FFI*  
Nous vous tiendrons au courant en ce qui concerne la fourniture des pièces justificatives par REYNAUD.

COPIE transmise au Bureau Régional de la Solde à BORDEAUX, comme suite à la copie de la lettre PAL du 15.9.44.

COPIE transmise à PLANUS.

Bordeaux, le 25 septembre 1944  
L'INGENIEUR C.A.M.T.,

*Rendu compte aux J. Adm*

*Le Chef de Gare,*



# MINUTE

PA.1

PARIS, le

13.9

Septembre 1944

EXPÉDIE LE

15 SEPT 1944

A.M.T. BORDEAUX

SECRÉTARIAT

AGENTS INCARCÉRÉS

- suite à votre transmission Vp du 1<sup>er</sup> août 1944 -

M. le Directeur a décidé d'attribuer à la femme de M. REYNAUD, André, élève conducteur électricien du dépôt de Bordeaux-St-Jean, incarcéré par les autorités allemandes, une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté des  $\frac{3}{4}$  des autres éléments de rémunération.

Prière de faire connaître à la 3<sup>e</sup> Section B du Service Général la date exacte d'incarcération et le cas échéant celle de libération de cet agent.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIE LE

15 SEPT 1944

Signé : PESEZ

Paris, le 19 Septembre 1944

Copie pour la 3<sup>e</sup> Section B du Service Général  
de l'Exploitation.

Signé : Lacroix

M. G. H. H.



Noms et prénoms  
Date de naissance

*Friam Pierre*  
*3-11-83*

Situation (Célibataire  
de { Marié ou veuf  
famille (1) { sans enfant  
avec enfants (nombre)

*Sans renseign.*

Affectation  
au moment

(Emploi (spécialité)

*Contrôleur Service  
Régionaux*

du départ

(Etablissement  
et Localité

*Ateliers Cours*

Date de mise à la retraite

*1-12-88*

Adresse où l'agent s'est retiré

*Freignac Gde*

Aptitudes (1):

*A Bord*

-Utilisable dans son { immédiatement  
ancien emploi { après réadapta-  
tion de 30 jours.

~~-Utilisable dans l'emploi  
de~~

~~après réadaptation de 30 jours~~

~~-Inutilisable~~

PAL



Paris, le

octobre 1944

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

ABSENCE DE L'ELEVE CONDUCTEUR ELECTRICIEN  
REYNAUD André, du dépôt de Bordeaux St-Jean

Suite à notre transmission PAL du 8.8.44.

Nous venons d'être avisés que l'élève conducteur électricien REYNAUD André, du dépôt de Bordeaux St-Jean, que nous vous avons signalé par notre transmission susvisée, comme incarcéré par les allemands, n'avait fait que ~~de~~ quitter son domicile le 28.7.44 à la suite d'une perquisition faite par les allemands. Il avait rejoint les FFI.

REYNAUD a repris son service le 19.9.44.

Dans ces conditions, le secours accordé par votre lettre Pl.60 du 16.8.44 ne sera

~~pas~~ payé à cet agent. *que jusqu'au 19.9.44. j'estime en effet que l'absence de cet*

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL.

Signé : PESEZ

*agent est due à la menace d'arrestation par les A.A*



REGION Ind.-ouest  
 MATERIEL ET TRACTION  
 ARRON. 6<sup>e</sup> AMT

MOIS D' août

1943

ATELIER DU DEPOT <sup>(1)(2)</sup>

ATELIER D'ENTRETIEN <sup>(1)(2)</sup>

MATERIEL MOTEUR <sup>(1)(2)</sup>

VOITURES ET WAGONS <sup>(1)(2)</sup>

Toulouse

Rue de Ferrière

N° 11 Départ. HAUTE GARONNE

N° tel. 239.81

GRAND ATELIER DE REPARATION

	EFFECTIF TOTAL A DISPOSITION AU 15.9.42	EFFECTIF TOTAL A DISPOSITION AU DERNIER JOUR DU MOIS PRECEDENT	ADMISSIONS REALISEES OU DETACHEMENTS OPEREES AU COURS DU MOIS	DEPARTS (Y COMPRIS DETACHEMENT) AU COURS DU MOIS		EFFECTIF TOTAL A DISPOSITION AU DERNIER JOUR DU MOIS	BESOINS MOYENS AU COURS DU MOIS SUIVANT	POUR MEMOIRE AGENTS DETACHES A LA D.R.B. DEPUIS LE 15.9.42 (Y COMPRIS CEUX DETACHES AU COURS DU MOIS)	OBSERVATIONS
				A LA D.R.B.	AUTRES				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
OUVRIERS SPECIALISTES ET OUVRIERS (C. Pet. Auxiliaires)	92	117	25	0	3	139	} 166	4	
AIDES OUVRIERS ET C.M.O. (C. Pet. Auxiliaires)	24	33	0	0	0	33		3	
MANŒUVRES SPECIALISES ET MANŒUVRES (C. Pet. Auxiliaires)	18	16	/	/	/	16		/	
TOTAL (C. Pet. Auxiliaires)	134	166	25	0	3	188	167	7	

Toulouse, le 1-9-43  
 Le Chef de Dépôt Poul  
*[Signature]*

(1) Rayer la mention inutile

(2) Adresse complète - Localité, Rue, N°, Département (en gros caractères, voir exemple) et N° de téléphone le cas échéant.

Exemple: SEINE

35/14/2

REGION DU SUD-OUEST

SERVICES ADMINISTRATIFS

Bureau du Personnel

PL-Co

PA-8  
15 OCT 1944

REÇU

16 OCT 1944

LE CHIEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à Monsieur le CHIEF DU SERVICE DU MATERIEL  
ET DE LA TRACTION.

Votre lettre rappelée ci-contre concernant M. REYNAUD André, élève-conducteur électricien au dépôt de Bordeaux-St-Jean, signalé comme arrêté par les autorités allemandes alors qu'il avait rejoint les F.F.I. à la suite d'une perquisition opérée à son domicile.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a lieu de considérer comme nulle ma lettre PL.Co du 16 août dernier accordant à Mme REYNAUD une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté des trois quarts des autres éléments de rémunération de son mari.

Vous voudrez bien faire application à cet agent des dispositions arrêtées par la lettre D. 460/30 P.1176 du 4 octobre courant en faveur des agents incorporés dans les F.F.I., sous réserve qu'il produise un certificat de son commandant d'unité attestant la date de son incorporation et celle de sa libération.

J'ajoute que le bénéfice des dispositions visées ci-dessus ne pourra être étendu à M. REYNAUD au delà du mois qui aura suivi la libération des localités occupées par l'unité F.F.I. à laquelle il appartenait. Au delà de cette période, cet agent devra être placé en position d'absence sans solde, le cas échéant.

188

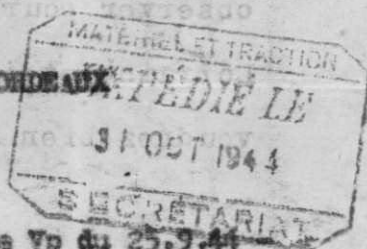


PA.1

IL  
30.10

PARIS, le octobre 1944

A.M.T. BORDEAUX

AGENTS INCARGES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES

- Suite à notre lettre Vp du 25.9.44 -

Il y a lieu de considérer comme nulle la lettre PA.1 du 15.9.44 accordant à M<sup>rs</sup> REYNAUD, femme de l'élève-ouvrier électricien du dépôt de BORDEAUX-St-JEAN, une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté des  $\frac{3}{4}$  des autres éléments de rémunération de son mari.

Il sera fait application à cet agent des dispositions de la lettre D 460/30 P 1176 du 4.10.44 qui a fait l'objet de notre transmission PA.1 du 14.10.44 sous réserve qu'il produise un certificat de son commandant d'unité attestant la date de son incorporation et celle de sa libération.

Le bénéfice des dispositions visées ci-dessus ne pourra être étendu à M. REYNAUD au delà du mois qui aura suivi la libération des localités occupées par l'unité F.F.I. à laquelle il appartenait. Au-delà de cette période, cet agent devra être placé en position d'absence sans solde, le cas échéant.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

Copie pour 3<sup>e</sup> Section B du Sec Gen de l'Exploitation

Cette lettre annule et remplace celle du 15.9.44  
dont copie vous a été donnée le 19.9.44

Fait, le 2 novembre 1944

20.10.44

différences d'interprétation, par nos visiteurs  
en gare de Gannat, des instructions relatives  
observer pour la revision des wagons étrangers  
Lorraine, et je vous serais reconnaissant de  
voudrez bien faire, de votre côté, à ce sujet

Veuillez agréer, mon cher Collègue, l'expression  
mes sentiments dévoués.

L'Ingénieur  
du Matériel & d

DÉTAIL DES PIÈCES CONSTITUANT LE DOSSIER

No de Nre 12197.

NOMS					
1 N°s des PIÈCES du dossier		2 N° d'ENREGISTREMENT DES PIÈCES ou N°s des livres de décalque		3 DATES des pièces	
4 du Signataire ou origine de la pièce		5 du Destinataire		6 NATURE ET OBJET DES PIÈCES	

2M

Agent arrêté par les autorités françaises (milice)

REYT, André

auxiliaire - Dépot d'Amillac

arrêté le 8.6.1944

Libéré en novembre 1944



AURILLAC, le 4 Octobre 1944

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
à MONTELUÇON.

- SECOURS A ATTRIBUER AUX FAMILLES DES AGENTS DEPORTES OU INCARCERES -

(Lettre du 14-9-44 de Monsieur le Chef du Centre Régional de Direction - Transmission AMT du 5-10-44).

Le manoeuvre REYT André est en absence irrégulière depuis le 14-6-44. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, cet agent aurait été incarcéré le 8-6-44 par la Milice Française et déporté vraisemblablement en Allemagne.

REYT André avait été utilisé comme auxiliaire par le Service de la Voie (District de Mauriac pendant les périodes suivantes :

- 29-2-40 au 26-10-40
- 3-3-41 au 13-6-41
- 20-4-42 au 21-1-43
- 13-9-43 au 6-3-44

Parti travailler en Allemagne le 22/1/43.

Rentré d'Allemagne le 13-3-43 (réformé malade).

Manoeuvre auxiliaire au dépôt d'Aurillac du 6-3-44.

Marié le 11-4-44. Pas de charges de famille. Sa femme s'est retirée chez ses parents à Beauclair commune du Fau Canton de Salers (Cantal).

Cet auxiliaire assurait un bon service. Nous sommes d'avis d'accorder un secours à sa famille.

LE CHEF DE DEPOT  
REYNES.




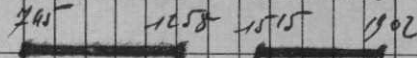

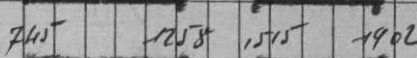


## TABLEAU DE SERVICE

N° 4/8

(1) *Entretien de*  
*Montluçon La Lône*

N° de N° 12.145

15.000 ex. in-4° carré bulle 72 gr. — Imp. Thiolat Freres, St-Amand (Cher) (Act-18.696-1-39)

Nombre approximatif des Agents	Fonctions	HORAIRES																								Observations
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
<i>Application de l'Instruction Générale N° 5</i> <i>Service Personnel. Matériel et Traction du 1.8.42</i>																										
7	Voitures d'atelier																									(1) <i>Services assurés chaque jour, la veille des semaines de l'atelier de service et après 18h 15</i>
138	Carriers d'atelier																									
1	Automobiliste																									
32	Opérateurs et Manœuvres spécialisés																									
8	Carriers																									<i>Service des bois, lacunes des bœufs récapitulés, service à l'atelier de service et la veille du du 12 et Service atelier en cas de nécessité en période normale graphique (1)</i>
1	Manœuvre																									
<i>Tableau refait suite à un arrêté préfectoral</i> <i>Annule et remplace le tableau 4/8 du 31.8.42</i>																										

Approuvé

*Cher*L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la TractionA *Cher* le 19 42Proposé par le *Cher* Chef de l'Entretien de Montluçon

Presse, m. l. et d. d. Aurillac ?

- 5 P. -

PA  
TRANSMIS à M. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Scc Général - PERSONNEL PAL -

Une lettre du dépôt d'Aurillac nous avisant que d'après des renseignements recueillis, le manoeuvre auxiliaire REYT André aurait été incarcéré le 8 Juin dernier par la Milice Française et vraisemblablement déporté en Allemagne.

Cet agent qui était éloigné du service pour maladie du 5 au 13/6 inclus, a été considéré comme absent sans autorisation à compter du 14/6/44.

Les observations utiles ont été faites au chef de dépôt d'Aurillac pour l'envoi tardif des fiches prévues pour cet agent.

Ci-joint, établie en 4 exemplaires, une fiche de renseignements.

Montluçon le 11 Octobre 1944

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

- 2 P. -

COPIE M. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(DIVISION de la TRACTION)

DIVISION du SERVICE GENERAL - AM -

Montluçon le 11 Octobre 1944

L'INGENIEUR CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé :

*Signature*

6-TRM ET TRACTION
REÇU
13 OCT 1944
SECRÉTARIAT



Paris, le - octobre 1944

RIEL ET TRACTION

L. PÉDIE LE

20 OCT 1944

SECRÉTARIAT

PAL

3 ptes

Monsieur le Chef des SERVICES  
ADMINISTRATIFS,

AGENT INCARCERE PAR LA MILICE.-

L'auxiliaire REYT, André du  
dépôt d'Aurillac, éloigné du service  
le 5 juin 1944 pour maladie, aurait  
été incarcéré le 8 juin dernier par  
la Milice Française et vraisemblable-  
ment déporté en Allemagne.

Ci-joint en 3 exemplaires la  
fiche réglementaire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ



1 Nom et Prénoms : Reyt André

2 Emploi et Résidence : Mandataire auxiliaire  
Dépôt d'Aurillac

3 Date de naissance : 13. 3. 21

4 Date d'entrée au chemin : Servie de la voie District de Mauriac  
29. 9. 40 au 26. 10. 40  
3 3 41 au 13 6 41  
20 4 42 au 21 1 43

5 Date de commissionnement : 13 9. 43. au 6 3 44

6 Situation de Famille : Travailleur à Allemagne  
22. 1. 43 au 13 3. 43.  
Marié : Mlle. Reyt d'Aurillac G. 3. 44

7 Adresse domiciliaire : 10 Rue du Général Destaing  
Aurillac

8 Date d'internement ou d'incarcération : 8. 6. 44

9 Dénomination du camp : En FRANCE Interne caserne du  
92. RI. à Clermont Ferrand  
dépôt d'incarcération en Allemagne

10 Date de suspension : En absence irrégulière du 14. 6. 44  
malade du 5. 6. 44 au 13. 6. 44.  
sans solde depuis le 28. 5. 44.

II Motif de l'incarcération ou de l'internement : Appartenant aux F.F.I.  
d'après renseignements recueillis

12 Autorité qui a prescrit l'internement ou l'incarcération : Milieu  
d'Aurillac

13 Appréciation sur l'agent : Cet auxiliaire avait  
un Bon service

PA  
8

MONTLUCON, le 7 Juin 1945

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division du Service Général  
- PERSONNEL PAI -

Mme Glasser

- AGENTS DEPORTES EN ALLEMAGNE -

(Ma lettre du IO-IO-44)

I Le dépôt d'Aurillac me fait connaître que le  
manoeuvre auxiliaire RHYT André déporté en Alle-  
magne aurait été tué en novembre dernier à Linden  
Allemagne.

Il s'agit d'un article paru dans la presse.

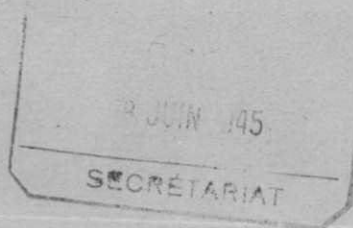
Je vous communiquerai les renseignements que  
je pourrai recueillir.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T

COPIE M. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
- DIVISION DE LA TRACTION -  
- DIVISION DU SERVICE GENERAL - Am -

MONTLUCON, le 7 Juin 1945  
LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T

Signé:



Beauclair, le 18/6/45

*copie*

Madame Vve REYT André

au Beauclair Commune du Fau  
Par Fontanges

CANTAL

Cher Monsieur

Combien vous remerciez de voir que vous aussi vous prenez part à mon grand malheur mon pauvre mari ne méritait pas le chatiment que lui ont fait subir ces barbares c'était un brave et dévoué envers ses chefs d'ailleurs vous devez en avoir eu quelques échos auprès de ses camarades dans mon désespoir je veux bien vous donner les renseignements que vous me demandez s'ils peuvent m'être utiles.

Voilà les faits tels qu'ils sont passés:  
Mon pauvre André a été victime de quelques mauvais conseillers chef de la résistance lui disant que son devoir était de se rendre à Aurillac, que le maquis occupait la poste et la Préfecture, et que les Allemands étaient partis. N'écoutant que son courage de bon français il exécutait les ordres, en arrivant à Aurillac, en moto, il s'aperçut tout de suite qu'il avait été mal conseillé, mais il était trop tard car 5 minutes plus tard il était victime de la milice qui lui fit subir les traitements les plus odieux et de là, le livra à la gestapo qui ceux là l'ont conduit à la tombe.

Il fut pris le 8 Juin 1944, donc il resta à la maison d'arrêt d'Aurillac jusqu'au 1er Juillet où il fut dirigé au 92ème à Clermont il y resta jusqu'au 11 Août pour partir en Allemagne où il devait mourir le 8 Novembre 1944 à l'hôpital de Linden dans la Rhur, suite de mauvais traitements qui lui occasionnèrent la péritonite dont il n'eut aucun soins. C'est tout ce que je puis vous dire car je ne sais pas autre chose.

Dans votre lettre du 6 courant qui a eu un peu de retard car moi n'étant pas de Loupiac cela a demandé 2 ou 3 jours de plus, vous me dites que la SNCF m'accordera son aide si je lui en fait la demande comme ne pensant pas venir à Aurillac de sitôt je compte sur vous pour me communiquer où dois-je m'adresser et comment dois-je me prendre pour la demande car vous savez étant marié que depuis Deux mois et ayant voulu montrer un peu notre ménage ce qui est très difficile en temps de guerre je vous serez très reconnaissante du grand service que vous désirez me rendre.

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, avec mes remerciements l'expression de mes profonds respects.

signé Mme Vve REYT

AC 22/6  
Paris, le 22 Juin 1945

**PAI**  
**AGENTS DEPORTES EN**  
**ALLEMAGNE**



**LE CHEF DU SERVICE**  
**DU MATERIEL ET DE LA TRACTION**

**à Monsieur le CHEF DES SERVICES**  
**ADMINISTRATIFS**

Suite à notre lettre PAI du 20.10.1944

J'ai l'honneur de vous faire connaître que  
notre Ingénieur Chef d'Arrondissement à  
Montluçon nous fait savoir que d'après des  
renseignements pris dans la presse, le manoeu-  
vre auxiliaire REYT, André du dépôt d'Aurillac  
déporté en Allemagne aurait été tué en novem-  
bre dernier à Linden.

**LE CHEF DU SERVICE**  
**DU MATERIEL ET DE LA TRACTION**

Signé : BAROIS



Aurillac, le 28 Juin 1945

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T

à MONTLUCON

- DECES EN ALLEMAGNE DE L'AUXILIAIRE REYT ANDRE -  
(suite à notre lettre du 9.6.45)

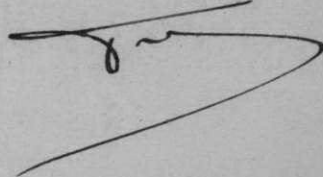
Ci-joint une copie de la réponse que nous recevons de Mme REYT André à la lettre que nous lui avons écrite le 6 Juin 1945.

D'après les renseignements qu'elle renferme, le M.V auxiliaire REYT André faisait partie de la résistance. Il fut pris par la Milice à Aurillac le 8 Juin 1944 et déporté en Allemagne où il décédait le 8 novembre 1944 à l'hôpital de Linden dans la Rhur.

Le M.V. auxiliaire REYT, embauché au Service de la Voie le 29.2.40, avait été muté au dépôt d'Aurillac le 6.3.44. Cet agent n'a pas perçu de solde depuis le 28.5.44.

Par application de la lettre n° 1259 du 8.11.44 6ème alinéa du 2° nous sommes d'avis de payer à sa veuve la rémunération à laquelle il aurait eu droit s'il était resté en service. (période du 28/5/44 au 8/11/44) et nous envoyons au Service de la Solde à Bordeaux la fiche prévue pour le rappel à effectuer.

Le Chef De Dépôt



I Nom et Prénoms : Mandeurre Aukilaspie  
Dépôt d'Aurillac

2 Emploi et Résidence : 13. 3. 81.  
Service de la voie. District de Mauriac

3 Date de naissance : 31. 9. 40 au 26. 10 40  
3 3 41 au 13 6 41  
20 4 42 au 21. 1 43  
13 9. 43 au 6 3. 44

4 Date d'entrée au chemin : Travailleur en Allemagne  
22. 1 40 au 13. 3. 40.  
de fer : MV. Auxiliaire Dépôt d'Aurillac. 63. 44.

5 Date de commissionnement : Marié : sans enfants

6 Situation de Famille : 10 Rue du General Destaing  
Aurillac

7 Adresse domiciliaire : 8. 6. 44

8 Date d'internement : En FRANCE Interne caserne  
ou d'incarcération : du 92 R.I. Clermont Ferrand déporté  
9 Dénatation du camp : raisonnablement en Allemagne  
d'internement ou d'incarcération s'il est connu

IX En absence irrégulière du 14. 6. 44

10 Date de suspension : Malade du 5. 6. 44 au 13 6. 44  
S'il a lieu : Sans solde depuis le 28. 5. 44

II Motif de l'incarcération : Appartenant aux F.F.I.  
ou de l'internement : d'après Renseignements recueillis

12 Autorité qui a prescrit : Milice  
l'internement ou : d'Aurillac  
l'incarcération

13 Appréciation sur : Cet auxiliaire assurait  
L'agent : un Bon service

2 p.

TRANSMIS à M. le Chef du Service  
du Matériel et de la TrACTION  
Division du Service Général  
PERSONNEL PA1

(Suite à ma transmission du 7 courant).

Le manoeuvre auxiliaire REYT André, du  
dépôt d'Aurillac, né le 13.3.21 a été embauché  
au Sce de la Voie le 29.2.40, et muté  
à notre Sce le 6.3.44.

Il a abandonné son emploi le 8 juin  
1944 pour rejoindre la résistance. Arrêté  
par la milice le 8 juin 1944 et deporté en  
Allemagne où il est décédé le 8 novembre 1944.  
L'auxiliaire REYT était en position de ma-  
ladie pour la période du 28 mai au 8 juin  
1944.

MONTLUCON, le 30.6.45  
LE CHEF D'ARRONDISSEMENT M & T

*Thouy*





Zone libre														Total																					
Effectif réel de la S.N.C.F														Agents mobilisés		Pour mémoire		Effectif réel de la S.N.C.F														Agents mobilisés		Pour mémoire	
Cadre permanent														Agents non permanents		Total		Agents non permanents		Total		Agents non permanents		Total		Agents non permanents		Total							
Auxiliaires Apprentis														Auxiliaires Apprentis		Total		Auxiliaires Apprentis		Total		Auxiliaires Apprentis		Total		Auxiliaires Apprentis		Total							
1														2		3		4		5		6		7		8		9							
X LAGARRIGUES, Paul														5		4		5		4		5		4		5		4							
Employé - dépôt de Poitiers																																			
Incarcéré le 3 Février 1944																																			
Régime de solde : 3/4 rémunération																																			
Rapporté le 18.6.1945 de Bucha (Saxe)																																			
X RICHARD, Emile														5		4		5		4		5		4		5		4							
Employé principal, dépôt de Poitiers																																			
Incarcéré le 29 janvier 1944																																			
Régime de solde : 3/4 rémunération																																			
Agents incarcérés par les																																			
Autorité Allemandes																																			



TOURS, le 10 Mars 1944.

III-p. 161.73/05

Monsieur le CHEF DU SERVICE  
du Matériel & de la Traction  
DIVISION DU SERVICE GENERAL (PB1)

Suite à vos lettres PB1 des 25 février et 6 mars 44,  
relatives à l'incarcération de l'Employé principal  
RICHARD et de l'Employé LAGARRIGUES, du dépôt de  
Poitiers.

Je vous adresse ci-joint, copie des renseignements  
fournis à M. FEUILLET, chef de dépôt, par M. le  
Préfet Régional.

Nous continuerons à vous tenir au courant.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M. & T.



DE

PÉRIGUEUX

le 21 Juin 1926

22 MAY 1926

Service

DU

## MATÉRIEL & DE LA TRACTION

R. C. SEINE AB-928

My dear Colleague

N.º

à rappeler dans la Réponse

Comme suite à votre lettre du  
30 avril dernier relative à la demande  
des diligents de la Cat. 4<sup>e</sup> à l'entrée du  
1<sup>er</sup> trimestre, j'ai l'honneur de vous informer  
que je fais confectionner une table et 2  
banquets pour le réfectoire du Dorat en vue  
de donner satisfaction à cette demande -  
Votre bien dévoué

L'ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction,

25-5-26

Monsieur Gibert  
Ingénieur Chef d'Armes à Tournai

Cabinet  
du Préfet Régional  
N° 745 /Cab.

POITIERS, le 6 Mars 1944

Le PREFET de la REGION de POITIERS  
à Monsieur FEUILLET  
Chef de Dépôt  
Gare de POITIERS

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que suivant les indications qui m'ont été données par l'Autorité Occupante, M.M. RICHARD et LAGARRIGUES, employés au Dépôt des Machines à Poitiers, sont inculpés d'appartenance à une organisation de résistance.

L'enquête n'étant pas terminée, il m'est actuellement impossible de vous fournir de plus amples renseignements et de vous dire notamment quelle suite sera réservée à leur affaire par l'Autorité Occupante. Je ne manquerai pas de vous aviser.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le PREFET de la REGION de POITIERS.

72/11/2

REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
PL Co

Paris, le 15 MAR 1944

REÇU

15 MAR 44

SECRETARIAT

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Agents  
incarcérés

Par lettre PL-Le du 10 février dernier, je vous ai demandé de nous communiquer, dans le plus court délai, les renseignements qu'il vous aura été possible de recueillir sur le motif de l'incarcération de M. RICHARD Émile, employé principal au dépôt de Poitiers.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir nous adresser les renseignements que vous avez pu rassembler au sujet de cette affaire.

Kil





PBI

bc 16.3  
Paris, le mars 1944

Monsieur le Chef des  
Services Administratifs

GENTS INCARCERES PAR LES  
UTORITES ALLEMANDES

1 p.f.

Suite à vos lettres PL-Le du 10.2.44 et  
PL-Co du 18.2.44.

J'ai l'honneur de vous donner ci-joint  
copie d'une lettre du Préfet de Poitiers sur  
les motifs de l'incarcération par les Autorités  
allemandes, de l'employé principal RICHARD,  
Emile et de l'employé LAGARRIGUES Paul du  
dépôt de Poitiers.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

x la région de

Monsieur L'Ingénieur C.A.M.T.  
TOURS

Arrestation des employés RICHARD Emile  
et LAGARRIGUES Paul

Suite à ~~ma~~ lettre du 8-3-44

J'ai été reçu ce jour par le  
Directeur du Cabinet du Préfet Régional  
qui m'a déclaré que l'employé principal  
RICHARD Emile et l'employé LAGARRIGUES  
Paul du dépôt de Poitiers qui étaient  
incarcérés sous l'accusation d'apparte-  
nir à une organisation de résistance ont  
été transférés en Allemagne.

POITIERS, le 22-4-44

Le Chef de dépôt



TOURS, le 26 AVRIL 1944<sup>a</sup>

III p 161.73/05

- AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES ALLEMANDES -

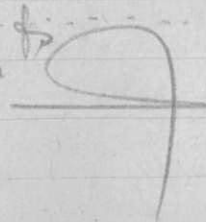
*1-*  
Monsieur le CHEF DU SERVICE  
Matériel et Traction  
DIVISION DU SERVICE GENERAL (PB.1)

Suite à ma transmission III 161.73/05  
du 10.3.44, relative à l'incarcération de  
l'employé Ppal RICHARD, et de l'employé  
LAGARRIGUES, du dépôt de Poitiers.

Je vous adresse ci-joint les renseigne-  
ments fournis par la Préfecture de la Vienne  
à la suite d'une démarche faite par M.FEUILLET  
Chef de dépôt.

Nos deux agents ont été transférés en  
Allemagne.

L'INGENIEUR CHEF D'A. M & T.

*L'envoi aux  
vcs Adm<sup>ts</sup>* 

CHEMIN DE FER  
DE  
PARIS A ORLÉANS

Coutras le 5<sup>e</sup> juil 1934

Service

DU  
MATÉRIEL & DE LA TRACTION

R.C. SEINE 88-928

Monsieur L. Ingénieur C.A.M. &  
Eours

N° 6403 - suiv. d. du 31-10-34..

à rappeler dans la Réponse

Dépassement de signaux.

Nous n'avons pas de mécaniciens  
de Route à notre dépôt, de ce fait  
aucune observation ne nous est parvenue  
sur les dépassements qui ont pu se  
produire aux signaux avancés,  
mentionnés sur lettre indiquée ci-dessus.

Le chef de dépôt



MINUTE

LL  
2.5

PARIS, le . . . mai 1944  
5 bis, Bd de l'Hôpital

PB.1



AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.

Monsieur le Chef  
des Services Administratifs

- suite à notre lettre PB.1 du 20.3.44 -

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que l'employé ppal RICHARD, Emile, et  
l'employé LAGARRIGUES Paul, du dépôt de  
POITIERS, incarcérés par les autorités  
allemandes respectivement les 29 janvier  
et 3 février 1944 sous l'accusation  
d'appartenir à une organisation de résistan-  
ce, ont été transférés en Allemagne.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

et Traction

DES CHEMINOTS FRANÇAIS ET ALLIÉS  
évacués sur la Région du Sud-Ouest  
-:-:-:-:-

de l'agent recense  
(n capitales)

**DANET**

Réseau  
d'origine

Noms : *laine*

Nationalité : *française*

et lieu de naissance : *12.7.98 Auray*

Situation de famille (marié, ..... ) Nombre d'enfants à

de de l'agent : *Employé*

établissement ou service où l'intéressé  
est employé avant l'évacuation :

adresse personnelle avant l'évacuation : *14 rue Pétion*

Adresse actuelle depuis l'évacuation :  
Rue *passage Croix Noire* N° *13* Localité *Ar.*  
Département *Mayenne*

de d'arrivée dans la localité d'évacuation : *16.16*

Occupations actuelles et observations :

établissement d'affectation et emploi confié :  
(on indiquera, le cas échéant, "disponible").

autorité qui a ordonné l'évacuation :

situation militaire et classe de mobilisation :

Date et signature :

) - Fiche à remplir en triple exemplaire par l'établissement  
procède au recensement : l'un est adressé dans le  
délai à la Direction Régionale (M. GARSONNET), un  
adressé à Ar. et le 3ème est à conserver par l'établissement  
recenseur.

[illegible]

TOURS, le 2 Février 1944.

c

IVI-p. 161.73/05/1

- 4 p. -

Transmis à :

Monsieur le CHEF DU SERVICE  
du Matériel et de la Traction  
DIVISION DU SERVICE GENERAL (PB<sup>1</sup>).

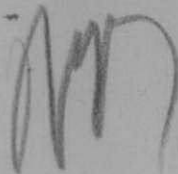
Nous porterons à votre connaissance les renseignements complémentaires qui nous parviendront à la suite des démarches que je fais poursuivre par le dépôt de Poitiers auprès des autorités d'occupation et des membres de la famille.

Ci-joint en 4 exemplaires une fiche de renseignements sur l'intéressé.

Je vous transmettrai, dès que possible, les renseignements d'usage pour l'attribution éventuelle de secours à la famille.

Le Bureau de la Solde est avisé de cette incarcération au moyen de la liasse 2 P. 40.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M. & T.



*Envoi à file  
3.2.44*



Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.

TOURS

Le 29 courant vers 8 h 30 les autorités d'occupation se sont présentées au dépôt et ont procédé à l'arrestation de l'employé principal Richard Emile.

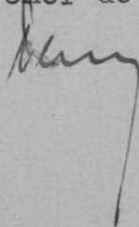
Nous n'avons pu obtenir aucun renseignement sur le motif de cette arrestation et sur la durée probable de l'incarcération.

Tous ceux qui approchaient Richard, tout son entourage considérait cet agent comme une personne calme, ne faisant partie d'aucun groupe ou organisation et ayant toujours une attitude digne et correcte ne donnant prise à aucune remarque particulière.

Pour ma part je considère Richard comme un excellent agent et présentant toutes les garanties morales.

Je pense que la police allemande recherche un nommé Richard pour une affaire très grave et qu'il y aurait en somme qu'une erreur d'individualité.

Poitiers le 31 .1. 44  
Le chef de dépôt,



TOURS, le 7 février 1944.

III-p.135.73/05/1

Monsieur le CHEF DU SERVICE  
du Matériel et de la Traction  
DIVISION DU SERVICE GENERAL  
(PB1)

AFFAIRE RICHARD

(Suite à ma transmission III-p.161.73/05/1 du 2-2-44).

Ci-joint une fiche indiquant les renseignements utiles pour l'attribution éventuelle de secours à la famille de l'Employé principal RICHARD, du dépôt de poitiers, incarcéré le 29-1-44, par les autorités allemandes.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M. & T.

RÉGION DU SUD-OUEST

## MATÉRIEL ET TRACTION

Suite donnée par le CAMT  
et observations s'il y a lieu

pièces jointes

FICHE DE RÈGLEMENT d'incident  
signalé au rapport journalier de l'Entretien  
d' *Le Beau*, observation n°

DATE ET LIEU DE L'INCIDENT	NUMÉRO DU TRAIN	SÉRIES et NUMÉROS DES VÉHICULES	NATURE DE L'INCIDENT
<i>3/10 13</i>	<i>3404</i>	<i>11/104</i> <i>34 104</i>	<i>man de</i> <i>suspension</i> <i>des roues</i>

## DÉCISION de la SUBDIVISION des VOITURES et WAGONS

E { Entretien } Valeur de l'incident  
d { *L'acier* } Atelier  
Visite

VISA :

D F Exploitation, Voie.

A

le

*8/12 194*  
Le Chef d'Arrondissement

Retour à M. le CAMT à  
pièces jointes Paris, le

*29.1. 1944*  
Le Chef de la Subdivision des Voitures et Wagons.

RENSEIGNEMENTS en vue de l'attribution d'un secours à un agent arrêté par les autorités d'occupation:

RICHARD Emile employé EPAL  
Dt de Poitiers

Arrêté le 29-1-1944

Rémunération détaillée:

Eléments fixes.....	3356
Allocations familiales..	néant
Gain de la femme.....	néant
(pas d'enfants)	



S.N.C.F.  
Région du Sud Ouest

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM. RICHARD

Prénoms. Emile, François

Grade à la S.N.C.F. Employé principal

Résidence de service. Dépôt de Poitiers

Date d'entrée à la S.N.C.F. 15.3.20

Date et lieu de naissance. 5.11.96 à Vanzay, Deux Sèvres

Domicile civil. 47 rue Jean Bouchet, Poitiers

Situation de famille. marié

Qualités professionnelles. Excellent agent

Services militaires.... (Classe 1916, Mobilisé le 10.4.15 au  
(grade, campagnes, citations) 138<sup>e</sup> RI, 107<sup>e</sup> RI, 2<sup>e</sup> RI, 125<sup>e</sup> RI.  
blessures)..... (Caporal. Croix de guerre. Prisonnier de guerre  
(1916-18))

Affiliation politique. Néant

Date de l'arrestation. 29 janvier 1944.

Motifs de l'arrestation. Inconnu

Condamnation .

Date, tribunal, motif.

Eléments de toute nature (susceptibles de justifier)  
un recours en grâce. (

Lieu d'internement. Prison de Poitiers

Nom du défenseur.

Paris, le 2 Février 1944

**MINUTE**  
PBI  
AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

---

L'employé principal RICHARD, Emile, du dépôt de POITIERS, ~~incarcéré~~ a été incarcéré par les autorités allemandes le 29 janvier 1944.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche réglementaire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ



P. O. - MIDI

# Rapport de M<sup>r</sup>

Feuillet René chef de dépôt

MATÉRIEL ET TRACTION

N° de N° 12214

sur l'incarcération par les autorités d'occupation

de l'employé PPAL Richard Emile.

(Suite aux renseignements déjà fournis)

Carré bulle 72 gr. — 15.000 ex. in-4° simple — Gaillac, Harvey — 66856-0-05

MATÉRIEL ET TRACTION

10 FEV 44

SECRÉTARIAT

Poitiers le 10 février 1944

RENOI OU DÉCISION

Le 29 janvier vers 8h30, les autorités d'occupation se sont présentées au dépôt de Poitiers et ont procédé à l'arrestation de l'employé PPAL Richard Emile qui a été écroué à la prison de Poitiers.

Des perquisitions ont été faites au domicile de l'agent et les tiroirs de son bureau du dépôt ont été fouillés.

Nous croyons savoir que ses opérations n'ont donné aucun résultat positif.

Nous n'avons pu obtenir des renseignements sur le motif et sur la durée probable de l'incarcération.

Une démarche a été faite auprès du Préfet Régional pour activer l'interrogatoire de Richard et le cas échéant sa libération. L'intervention du Préfet n'a jusqu'à présent donné aucun résultat.

Richard est un excellent agent présentant toutes les garanties morales et ayant l'estime de ses supérieurs et de ses camarades et de tout son entourage. Calme, réservé dans ses paroles, ayant toujours une attitude digne et correcte dans ses rapports avec les autorités de contrôle allemand, ne faisant partie d'aucune organisation ou parti politique, nous croyons qu'il est victime d'une confusion de personne, la police allemande recherchant un nommé Richard.

Le Chef de dépôt:

Env. à M. le Chef du G.  
du Matériel et T.  
Division du G. G. (P.B.I.)

Suite à ma  
transmission III. 161.73/15  
du 4 fév 44.

Tours, le 10 fév 44

Ingénieur Chef d'arrondissement  
MATÉRIEL ET TRACTION

MATÉRIEL ET TRACTION  
EXPÉDIÉ LE  
25 FEV 1944  
SECRÉTARIAT

P.B.I.  
Copie pour le Chef des Tr. Adm.  
Suite à notre transmission P.B.I.  
du 3.2.44

Le Chef de D.

Signé : PESE

S.N.C.F.  
Région du sud-ouest  
Services Administratifs  
PL/LE

Paris, le 10 février 1944

Agents incarcérés

LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

à Monsieur le CHEF DU SERVICE DU  
MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M.le Directeur a décidé d'attribuer les 3/4  
de la rémunération aux familles des agents ci-  
dessous, incarcérés par les autorités allemandes:

MM. RICHARD , employé principal au dépôt de  
Poitiers ;

FONTAN, employé au dépôt de Montluçon ;

SOUBRE, aide-ouvrier aux Ateliers de Bordeaux

Je vous serais obligé de bien vouloir me com-  
muniquer dans le plus court délai les renseigne-  
ments qu'il vous sera possible de recueillir sur  
les motifs de l'incarcération de ces agents .

P.LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
signé: CARREAU

*L'original est classé au dossier "Rémunération"*



MINUTE

bc

février 1944

Paris, le

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

25 FEV 1944

AMT de TOURS

SECRÉTARIAT

PBI

AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES  
ALLEMANDES

Suite à votre lettre III p. 161.73/05/  
du 2.2.1944

M; le Directeur a décidé d'attribuer  
les 3/4 de la rémunération à la famille  
de M. RICHARD, Emile employé principal au  
dépôt de Poitiers, actuellement incarcéré  
par les Autorités allemandes.

Prière de faire connaître à la 3ème  
Section B du Service Général de l'Exploita-  
tion la date exacte d'incarcération et le  
cas échéant celle de libération de cet agent

Par ailleurs il y a lieu de nous commu-  
niquer dans le plus court délai les rensei-  
gnements qu'il vous sera possible de re-  
cueillir sur les motifs de l'incarcéra-  
tion de RICHARD.

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

29. 2. 1944

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

*Paris, le 29. 2. 1944*  
*Cofie pour la 3ème Section B du S. G. de l'Exploitation*

DU SUD-OUEST

SERVICE  
EL ET DE LA TRACTION

FICHE DE RECENSEMENT

des Cheminots Français et Alliés  
évacués sur la Région du SUD-OUEST

agent recensé  
(familiales)

**PERRIN**

Région  
d'origine

5.0

Heuri  
lieu de naissance

13.12.1899 à Rivaroux  
(Inde)

n de famille  
(...)

marie

Nombre d'enfants  
à charge

2 en

l'agent

mauvais

sement ou Service où l'intéressé  
employé avant l'évacuation:

Entrée de Paris  
82 rue des Dessous de  
Paris

Adresse actuelle depuis l'évacuation:  
N° Localité

tement

'arrivée dans la localité d'évacuation:

18-6-40

tions actuelles et observations:

MONTLUÇON, le 21 11

Date et signature:

Le Chef de Dépôt Pr

*[Signature]*

che à remplir en double exemplaire par l'établissement  
recensement: l'un est adressé dans le plus bref délai  
rection Régionale (M. GARSONNIN), l'autre est à conserv  
établissement.

[illegible]



Transmis à  
Monsieur le CHEF DU SERVICE  
du Matériel & de la Traction  
DIVISION DU SERVICE GENERAL  
(PB1)

Nous porterons à votre connaissance les renseignements complémentaires qui nous parviendront à la suite des démarches que je fais poursuivre par le dépôt de Poitiers auprès des autorités allemandes et des membres de la famille.

Ci-joint en 4 exemplaires une fiche de renseignements sur l'intéressé et une note relative aux indications utiles à l'attribution éventuelle de secours à la famille.

TOURS, le 7 février 1944  
L'INGENIEUR CHEF D'A.M. & T.





RENSEIGNEMENTS en vue de  
l'attribution d'un secours à un  
agent arrêté par les autorités  
d'occupation.

LAGARRIGUES Paul employé  
Dt de POITIERS  
Arrêté le 3-2-1944

Rémunération détaillée:

Eléments fixes:.....	3089 F
Allocations familiales	89 F

Ressources de la famille:

Gain de la femme: néant  
et des enfants

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation.

\*\*\*\*\*

NOM: LAGARRIGUES

Prénoms: Paul

Grade à la S.N.C.F.: employé

Résidence de service: dépôt de POITIERS

Date d'entrée à la S.N.C.F.: 26-7-1919

Date et lieu de naissance: 18-2-1891 à Paris VIII \*

Domicile civil: Poitiers 76 Rue Jean Mermoz

Situation de famille: marié - 2 filles nées le 20-12-20 (mariée)  
et 3-12-25

Qualités professionnelles: bon agent-travailleur.

Services militaires: 2 ans de service légal  
guerre 1914-18: du 1-8-14 au 26-7-19  
(prisonnier dès le début) grade: caporal

Affiliation politique: néant

Date de l'arrestation: 3-2-1944 vers 16h30

Motifs de l'arrestation: inconnu

Condamnation:

Date, tribunal, motif:

Eléments de toute nature  
susceptibles de justifier  
un recours en grace:

Lieu d'internement: Prison de Poitiers

Nom du défenseur:

**MINUTE**

Paris, le février 1944

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

10 FEV 1944

SECRETARIAT

PB1  
AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES.-

Transmis aux SERVICES ADMINISTRATIFS

---

L'employé LAGARRIGUES, Paul, du dépôt de Poitiers a été incarcéré par les autorités allemandes le 3 février 1944.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche réglementaire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

P. O. - MIDI

Rapport de M

Feuillet René, Chef de Dépôt

MATÉRIEL ET TRACTION

N° de N° 12214

sur l'incarcération par les autorités d'occupation  
de l'employé Lagarrigues Paul du dépôt de Poitiers

(Suite aux renseignements déjà fournis)

Carré bulle 72 gr. - 15.000 ex. in-4° simple - Gaillac, Harvey - 60886-9-35

Poitiers le 10 février 19 44

1 Renvoi ou décision

SECRETARIAT  
III p 161.73/05

Le 3 et vers 14h30 les autorités d'occupation se sont présentées au dépôt de Poitiers et ont procédé à l'arrestation de l'employé Lagarrigues Paul, qui a été écroué à la prison de Poitiers.

Des perquisitions ont été faites à son domicile et les tiroirs de son bureau du dépôt ont été fouillés.

Nous croyons savoir que ces opérations n'ont donné aucun résultat positif.

Nous n'avons pu obtenir aucun résultat sur le motif et sur la durée probable de l'incarcération.

Nous sommes intervenus auprès du Préfet régional, cette intervention est jusqu'à présent, restée sans effet.

Lagarrigues était un bon agent d'un bon rendement.

Nous ne pensons pas qu'il soit affilié à un groupe politique.

Toutefois, il s'agit d'un grand nerveux qui, au cours de ses conversations n'observait peut être pas toute la prudence qu'exigent les circonstances présentes.

Transmis à  
Monsieur le Chef du Sce MT  
Division du Service Général  
(PB.I)

Suite à ma transmission III p 161.73/05 p du 7 courant.

Nous suivons cette affaire et porterons à votre connaissance tous renseignements complémentaires qui nous parviendront.

TOURS, le 12.2.44  
L'INGENIEUR C.A.M.T.,

Le chef de dépôt.



Copie pour le Chef des V° Adm  
Suite à notre transmission PB.I du  
13.2.44

Le Chef de D.

STÉ : LAGARRIGUES



Région du Sud-Ouest  
Services Administratifs

Pl Co

PARIS, le 18 février 1944

AGENTS INCARCERES

VR PB.1 du 10.2.44

Le Chef des Services  
Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du Maté-  
riel et de la Traction

Comme suite à vos communications rappelées  
ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que M. le Directeur a décidé d'attri-  
buer:

- le quart de la rémunération à MM. CLIN et  
MOLINIER mineurs aides ouvriers au dépôt  
d'USSEL;
- les trois quarts de la rémunération à la  
femme de M. LAGARRIGUES Paul, employé au  
dépôt de POITIERS.

Vous voudrez bien nous soumettre à  
nouveau la situation de M. LAGARRIGUES dès  
que des précisions auront été recueillies sur  
le motif de son incarcération.

/LE CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

signé: CARREAU

*original au dossier rémunération*

MINUTE

LI.  
22.2

PB.1



février 1944

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES. SECRÉTARIAT. TOURS.

- suite à votre transmission III pe du 7.2.44 -

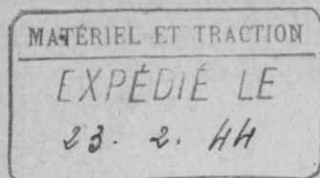
M. le Directeur a décidé d'attribuer les 3/4 de la rémunération à la femme de M. LAGARRIGUES, Paul, employé au dépôt de POITIERS, incarcéré par les autorités allemandes le 3.2.44.

La situation de M. LAGARRIGUES sera à nouveau examinée dès que des précisions pourront être recueillies sur le motif de son incarcération. Prière de nous renseigner sur ce point dès que possible.

Vous aurez à faire connaître à la 3ème Section B du Service Général de l'Exploitation la date exacte d'incarcération et le cas échéant celle de libération de cet agent.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : LACROIX



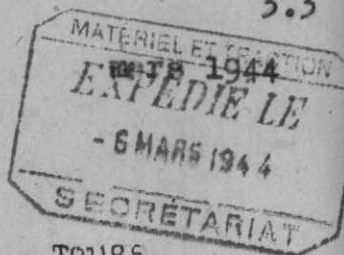
Copie pour la 3ème Section B du Service Général de l'Exploitation

Paris, le 23. 2. 44

MINUTE

LL  
3.3

PARIS, le



PB.1

A.M.T. - TOURS

AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES ALLEMANDES.

- suite à notre lettre PB.1 du 22.2.44 -

Le 22 février 1944, nous vous avons fait connaître que M. le Directeur avait accordé un secours égal aux 3/4 de la rémunération à la famille de M. LAGARRIGUES Paul, employé au dépôt de POITIERS, incarcéré par les autorités allemandes le 3 février 1944, en vous précisant que ce secours était susceptible d'être modifié suivant les renseignements obtenus sur le motif de l'incarcération de cet agent.

Votre réponse sur ce point ne nous étant pas encore parvenue, prière de nous l'adresser de toute urgence.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

ARRÊTÉ pour confrontation avec une  
tierce personne -

Richardière, Auguste

Incarcéré le 14.5.1943

Prison du Bordier à Bourges,  
aurait été transféré à Orléans le  
17.1.1945 -



Arrete pour confrontation avec une tierce personne

X Richardiere, Auguste aide ouvrier St de Viersyon

1/2 solde remplacé par  
secours mensuel de 1000 fr à compter du

Incarcéré le 14.5.43

1.10.43 décision du St. lettre SA 11.10.43

AF + 1/2 Solde à compter du 1.1.44

Rendu à P

Libéré du Bordiath à Bony avant être  
transféré à Orléans

17.1.45

SOMMES

NOMS

Nos  
D'ORDRE

SOMMES

NOMS

Nos  
D'ORDRE

Paris, le Mai 43

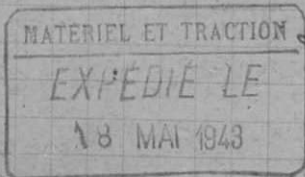
PR1.

Agents incriminés par les  
Autorités Allemandes

Airond. d'Orléans

<sup>Donneur</sup>  
~~Le PR1~~ nous avise que  
<sup>par défaut du PR1</sup>

L'aidé ouvrier Richarde, Auguste  
du dépôt de Vierzon, a été arrêté le  
14 mai 1943 par les autorités alle-  
mandes. Prière de nous renseigner  
et de nous adresser par retour  
du courrier la fiche réglemen-  
taire en 4 exemplaires



Le Chef de Beaujeu

Signé : LACROIX

15/5 18h.07

737

C.R. Vierzon à P.R.I.

18/30  
Sommes avisés par le Dépôt de Vierzon que le nommé Richardière Auguste aide-ouvrier ajusteur monteur au dépôt de Vierzon, rue de l'Abricot à Vierzon, marié, 3 enfants, 6 ans, 4 ans, 6 mois a été arrêté à son domicile le 14 mai 1943 à 20 heures par les Autorités allemandes pour confrontation avec une tierce personne Non relaché.

MM. Cardon —  
Viel  
Dossier

15/543

92/10

Ft.HM

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent  
S.N.C.F. par les autorités d'occup.

NOM..... : RICHARDIERE  
Prénoms ..... : Auguste  
Grade à la S.N.C.F. .... : Aide\_ouvrier ajusteur-monteur  
Résidence de service ..... : Dépôt de Vierzon  
Date d'entre à la S.N.C.F. : 1.12.42  
Date et lieu de naissance : 26.11.12 à Paris 14<sup>e</sup>  
Domicile civil ..... : Rue de l'Abricot à Vierzon  
Situation de famille ..... : Marié - 3 enfants 6 ans - 4 ans - 6 mois.  
Qualités professionnelles : bonnes  
Services militaires ..... : 1 an au 5<sup>e</sup> bataillon de l'Air à Avord. Mobili.  
(grade, campagnes, citations : sé du 2.9.39 au 29.7.40 même régiment.  
blessures)  
Affiliation politique ..... : Néant  
Date de l'arrestation ..... : 14.5.43 à 20 heures  
Motifs de l'arrestation ... : Pour conversation avec une tierce personne  
Condamnation ..... : "  
Date, tribunal, motif ..... : "  
Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un re-  
cours en grâce..... ( "  
Lieu d'internement ..... : "  
Nom du défenseur ..... : "

VIERZON, le 15.5.43

LE CHEF DE DEPOT,  
*L.D.*



MINUTE

Paris, le octobre 1943.

IPB

Agents vicariés pour  
Autorité Allemande.



Arrond: St Orlans

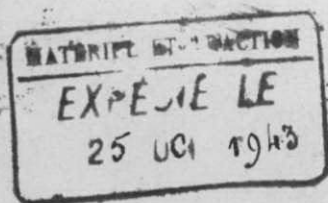
Suite à notre lettre IPB du 5 juin 1943.

M. le Directeur a décidé d'accorder, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943, un secours mensuel de 1000 frs à la famille de M. Richardière, Auguste, aide-ouvrier au dépôt de Vierzon arrêté par les autorités allemandes, en remplacement de la moitié de la rémunération qui lui avait été précédemment accordée jusqu'ici.

Ce secours sera payé par le dépôt de Vierzon au moyen de bons de paiement (Avis MT n° 25 du 24.7.42)

(Le Chef de D<sup>o</sup>)

Signé : PESEZ



Paris, le 25 Octobre 1943  
Copie pour B  
LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL  
(PERSONNEL)

Qui publie à Paris de 8.6.43  
L'ent. par la presse de 8.6.43  
pour Paris le 14.10.43  
Paris le 14.10.43  
Signé: Lacroix

65-10-43 18.10.43

88/2/2

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS  
Pl/AR

Paris, le

13 JAN 1944

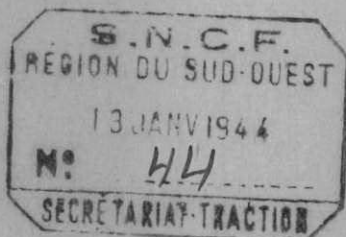
*P.B.*  
*M*  
*A*  
Le Chef des Services Administratifs  
à Monsieur le Chef  
du Service du Matériel et de la Traction

Agents incarcérés

Il nous est signalé que la famille de  
M. RICHARDIERE Auguste, aide-ouvrier au dépôt  
de Vierzon, arrêté par les autorités d'occupa-  
tion, percevrait simultanément, d'une part, un  
secours mensuel égal à la 1/2 rémunération,  
d'autre part, un secours mensuel de 1.000 fr.

Or, la lettre Pl/AR du 11 octobre dernier,  
relative à l'attribution, à compter du 1er  
octobre 1943, du secours mensuel de 1.000 fr.,  
précisait que ce dernier devait se substituer  
au secours précédemment accordé en applica-  
tion de la lettre Pl/Co du 27 mai de la même  
année.

*o* | Je vous serais obligé de me faire connaî-  
tre s'il est bien exact que les deux secours  
aient été maintenus au profit de la famille  
de M. RICHARDIERE.



*Vie*

*Le 21/1/44  
M. RICHARDIERE  
J. LUCAS  
15/1/44*

EXPLOITATION  
Service Général  
3ème Section B

a.34/2/398

P.B.1

Monsieur le Chef de la Division  
du Service Général M.T.

Secours aux agents incarcérés par les autorités d'occupation .

Core.

Suivant lettre P.B.1 du 5 juin 1943 adressée à l' A.M.T. d'Orléans dont copie nous a été transmise le 8.6.43, il a été attribué à la famille de M. RICHARDIERE, Auguste, aide-ouvrier au dépôt de Vierzon, incarcéré par les Autorités allemandes depuis le 15 mai 1943, un secours égal à la moitié des éléments de rémunération, augmenté des allocations familiales .

Conformément aux instructions de la lettre précitée, le paiement de ce secours à la famille de l'intéressé a été assuré par nos soins jusqu'au 31 décembre dernier.

Or, par décision P.B.1 en date du 19 octobre 1943, dont copie nous a été transmise le 14 janvier 1944 seulement, ce secours a été annulé à partir du 1er octobre 1943 et remplacé par un secours fixe mensuel de 1000 f qui a été mis en paiement par le Service Régional Comptabilité M.T.

Dans ces conditions, il a été payé à la famille de M. Richardière, outre le secours fixe de 1000 f réellement alloué, la 1/2 rémunération représentée par les mensualités suivantes :

1000

Octobre 1943.....	2.298	}	6.894 f
Novembre .....	2.298		
Décembre .....	2.298		

Afin de nous permettre de régulariser la situation de solde de cet agent, il conviendrait de nous faire connaître dès que possible, de quelle façon nous pourrions récupérer les sommes indiquées ci-dessus payées indûment .

Core.

Pour information, je vous signale que suivant une nouvelle décision PB 2 datée du 19 janvier 1944 le secours fixe de 1000 f est supprimé à compter du 1.1.44 et remplacé par la 1/2 solde qui lui avait été allouée précédemment par lettre même référence du 5.6.43. Mais en attendant vos instructions à ce sujet, nous avons suspendu le paiement du secours de janvier 44.

LE CHEF DE LA 3<sup>me</sup> SECTION B  
DU SERVICE GÉNÉRAL

*[Signature]*

*To M. Carreau  
Circulaire qui a été envoyée  
à tous les agents du Service  
et en leur indiquant que le service  
de l'Etat est sous le contrôle  
de l'Etat.  
Poursuivre 6 mars 1944*

MINUTE

Paris, le février 1944

PB.1



Monsieur le Chef de la 3ème  
Section B du Service Général de  
l'Exploitation

Suite à votre lettre n° 34/2/398  
du 8.2.1944.

Il y a lieu de faire rembourser  
à Mme RICHARDIERE une somme de 3.000 frs. seule-  
ment en échelonnant les retenues à effectuer sur 6  
mois.



LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GÉNÉRAL

Signé: MASSACQ

Copie pour B

Copie pour Arrondissement d'ORLÉANS

Mme RICHARDIERE, femme de l'aide  
ouvrier du Dépôt de Vierzon, a bénéficié à tort de  
la 1/2 rémunération et d'un secours mensuel de 1.000  
frs. pour les mois d'Octobre, Novembre et Décembre  
alors qu'elle n'avait du recevoir pendant cette période  
qu'un secours mensuel de 1.000 frs.

*Paris, le 22 février 1944*  
*Signé: Lacroix*

16. 2. 44



S.N.C.F.  
DR-SO

Janvier 1944

Extrait du relevé des décisions prises  
par M. le Directeur au sujet de l'attribution de secours  
aux familles des agents du Service du Matériel et de la  
Traction arrêtés pour les faits politiques.

Secours mensuel attribué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944

Nom et prénom	Emploi	Résidence	Secours attribué	Observa- tions
Richardière, Auguste	AIO	Vierzon (dépot)	A.F. + 1/2 autres éléments de R	

CAISSE de PREVOYANCE  
11, Rue de Laberde  
PARIS (8°)

Paris, le 20 juin 1946

A4/79

Service Régional TRA  
SUD-OUEST

Affaire RICHARDIERE Auguste 12 17 992

AIO Vierzon D

Incarcéré - Déporté le 14.5.43 Non rentré

Veuillez nous faire connaître la situation actuelle de Mme RICHARDIERE vis-à-vis de la S.N.C.F. :

1°- Bénéficie-t-elle d'une allocation mensuelle sur laquelle sont prélevées des cotisations "Caisse de Prévoyance"?

2°- Remplit-elle les conditions pour être titulaire, à partir du 1er janvier 1946, d'un secours renouvelable accordé aux veuves d'agents tués par faits de guerre? (Application des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 du Service Central du Personnel)

Dans ce dernier cas, nous vous serions obligés d'adresser d'urgence au Service des Retraites les renseignements nécessaires à la liquidation de cette pension et de nous tenir au courant.

P. Le Directeur de la Caisse  
L'Inspecteur Divisionnaire

.....

MINUTE

REPONSE AU VERSO

PA4 / Transmis à l'AMT d'Orléans

BUREAU DU PERSONNEL P. A.

EXPÉDIÉ LE

28 JUIN 1946

avec pièce de renseignements directement  
la Caisse de Prévoyance

Le Chef de la Division  
du Service Général

G. LACROIX

4 / ~~PP~~ Orléans le 18 Mai 1943

Transmis à Monsieur le Chef du Service M.T.  
Division du Service Général Personnel.  
Division de la Traction.

Les fiches de renseignements établies à la suite de l'arrestation par les autorités d'occupation, de l'aide-ouvrier RICHARDIERE Auguste du dépôt de Vierzon.

Je prescris au dépôt de Vierzon de me tenir au courant de la suite qui sera donnée à cette affaire, et je vous renseignerai.

L'INGENIEUR C.A.M.T.



par les Fugitifs  
Inspecteur des  
Lignes

Compagnie du Chemin de Fer de Paris-Orléans

Matériel et Traction

Mod. 4250

Note adressée à Monsieur L. Eugénie, chef de Traction  
Orléans.

Réponse à votre lettre-circulaire du 19.12.12

J'ai l'honneur de vous informer que nous  
n'avons pas d'observation à présenter au sujet  
du nouvel état des délimitations pour la  
revenir, état de circuits des véhicules anciens

Étampes, 27-12-12

Le Chef de Bâtiment  
Bureau



Paris, le 19 Mai 1943

PB<sup>1</sup>

Agents incarcérés par  
les Autorités Allemandes.

Arrondissement d'Orléans

Nous sommes avisés par dépêche  
du PRI que l'aide ouvrier Richardière,  
Auguste, du dépôt de Vierzon, a été arrêté  
le 14 mai 1943 par les autorités allemandes.

Prière de nous renseigner et  
de nous adresser par retour du courrier,  
la fiche réglementaire en 4 exemplaires.

LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL  
(PERSONNEL)

*[Signature]*  
Spal

Monsieur le Chef de Bureau Spal  
(Personnel)  
Les fiches demandées ont été transmises  
le 18<sup>e</sup> "St. Général - Personnel - Division  
de la Traction". Orléans le 20.5.43.

Ingénieur en Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

Paris, le Mai 1943

nts incarcérés par  
Autorités Allemandes  
jtes

Transmis à Monsieur le Chef des  
SERVICES ADMINISTRATIFS.

L'aide ouvrier RICHARDIERE, Auguste du  
dépôt de Vierzon, a été incarcéré par les  
autorités allemandes le 14 mai 1943.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche régle-  
mentaire concernant cet agent.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL.

Signé : PESEZ



PARIS le 27 Mai 1943

Région du Sud-Ouest  
Services Administratifs  
Bureau du Personnel

Pl.Co

Le CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à Monsieur le Chef du Service du  
Matériel et de la Traction

Votre communication PB.1 du 21 mai courant  
M.RICHARDIERE Auguste ,aide ouvrier ajusteur  
monteur au dépôt de Vierzon ,incarcéré par les  
autorités d'occupation.

J ai l'honneur de vous faire connaître  
que M.le Directeur a décidé d'attribuer la moitié  
de la rémunération à la famille de cet agent en  
attendant que des précisions soient recueillies sur  
le motif de son incarcération.

VIEL

*Original classé au dossier Rémunération*

Eri 185

2-185 de Paris le

(2)

5.2.41

Pt

64 1/2  
3/4  
jan

Suite à votre note du 24 janvier écoulé  
concernant la recherche d'un emploi pour  
M. Cadet -

Je vous confirme que nous avons fait  
signaler ~~par~~ par les Ingénieurs d'AMT  
aux Industriels travaillant pour nous,  
le cas digne d'intérêt de cet ex-agent -  
La CMT à St Pierre les Corps ayant  
demandé que l'intéressé lui ~~soit~~ adresse  
une lettre spécifiant le ou les emplois  
que ses connaissances professionnelles  
ou techniques lui permettraient de  
tenir, l'AMT de Tours a  
~~écrit~~ écrit le 13 décembre  
dans ce sens à M. Cadet -

A la date du 31 janvier, la CMT n'avait  
encore reçu aucune lettre de celui-ci -

LIPO

RECEVU LE 10 JUIN 1904  
A MONSIEUR LE CHEF DE BUREAU

LE CHEF DES BUREAUX D'ADMINISTRATION  
Le Chef de la Subdivision des Voitures et Wagons

RECEVU LE 10 JUIN 1904  
A MONSIEUR LE CHEF DE BUREAU

LE 10 JUIN 1904



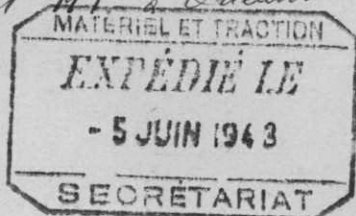
PR 1

Paris, le 1<sup>er</sup> Juin 1943

MINUTE

Arrondissement M.T. à Orléans

Agents incarcérés par les  
Autorités Allemandes



M. le Directeur a décidé d'attribuer  
à la famille de l'ouvrier Richardière Auguste  
du dépôt de Vierzon incarcéré par les autorités  
allemandes la moitié de la rémunération de  
celui-ci en attendant que des précisions soient  
recueillies sur le motif de son incarcération.  
Vous aurez à nous communiquer tous les  
renseignements que vous pourriez obtenir à  
ce sujet.

Prière de faire connaître à la 3<sup>ème</sup>  
Section B du S.C. G.L. de l'Exploitation  
la date exacte d'incarcération et le cas  
échéant de libération de cet agent.

Le Chef de la Division  
du Service Général

Signé : PESEZ

Copie pour la 3<sup>ème</sup> Section B du Service  
Général de l'Exploitation.

Paris, le 1<sup>er</sup> Juin 1943

LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL

(PERSONNEL)



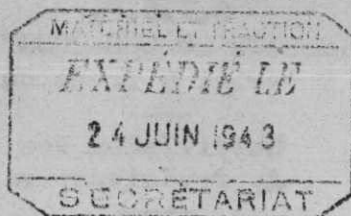
h.6. 1943

Paris, le

Juin 1943

PB1

MINUTE



Arrondissement M.T. à ORLEANS.

---

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-

- Suite à notre lettre PB1 du 5 juin 43 -

Prière de nous faire savoir, par  
retour du courrier, si vous avez des ren-  
seignements complémentaires, (notamment  
sur le motif, de l'incarcération, la  
condamnation et le lieu d'internement) au  
sujet de l'arrestation par les autorités  
allemandes de l'aide-ouvrier RICHARDIERE  
Auguste, du dépôt de Vierzon.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST  
Matériel & Traction

Paris, le

-----  
Subdivision des  
Approvisionnements

Hh 600.80

Monsieur le Chef de la  
Division des Approvisionnements

100 avenue de Suffren  
P A R I S

Je vous serais obligé de bien vouloir délivrer à

titulaire de la commande  
du 194 émise par

les billets matières correspondant à:

kg acier ordinaire  
kg acier spécial  
kg fonte ou acier moulé.

Je vous prie de considérer cette lettre  
comme justificative des besoins présentés.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION  
DES APPROVISIONNEMENTS.

Copie pour:

VIERZON, le 26 Juin 1943.

Arrondissement M.&.T.

ORLEANS

ARRESTATION DE L'AIDE-OUVRIER RICHARDIERE

(Suite transmission ZD du 25.6.43)

Les autorités allemandes n'ont pas voulu nous donner le motif de l'arrestation.

L'agent qui est incarcéré à la prison de Bourges est toujours au secret, l'instruction n'étant pas close.

Nous suivons cette affaire et nous vous préviendrons de toute information qui nous parviendra.

**ZD**  
Transmis à M.  
Division du  
Le Chef du Service M. & T.  
Service Général. PB1.

Suite à sa note PB1 du 24.6.43  
au courant Vous vous tiendrez  
28.6.1943.

LE CHEF DE DEPOT,  
*[Signature]*

Orléans, le 28.6.1943.  
Bureau du Chef d'Arrondissement  
du Ministère de la Justice

*[Signature]*



**P.O-MIDI**  
Matériel et Traction

**EXTRAIT DU BON DE TRAVAIL <sup>(1)</sup>**

N° de Nre 12.620.

300.000 ex. in-8° carré bulle 86 gr. — 54129. — Imp. Centrale Delmas, Bx. — 62493-40-37.

CHAPITRE	Machine : 12	Qualité : .....	PI — BRV	BON
	Tender : .....	Ouvrier : .....	BRE ou J	N° .....
	Appareil : .....			
			INVENTAIRE	N° .....
<b>OBSERVATIONS</b>			<b>TEMPS ALLOUÉ</b>	<b>TEMPS PASSÉ</b>
<p>(1) Il n'est pas établi d'extrait pour les bons de travaux effectués sous le régime de la prime en équipe.</p> <p>(2) Indiquer l'abréviation qui convient (PI — BRV — BRE ou J).</p> <p>(3) S'il s'agit d'un bon commencé et terminé dans des mois différents, indiquer (mais dans ce cas seulement) le temps total passé par l'agent depuis l'origine du bon (mois en cours + mois antérieurs).</p>			<p>Mois en cours {</p> <p>Temps Total (3) {</p>	<p>38</p>

Puisque le cas Richardson est  
particulièrement grave demande à  
S. A. d'essayer une démarche à  
Boulogne pour connaître au moins le  
montant de la condamnation. Il  
est trop tard d'intervenir quand les  
gens sont fusillés.

Signé : Pesey  
(annotateur qui avait porté le Pesey  
sur copie de la lettre de D. Verzen du 12.7.43  
adressée aux Jcs Adm. F.)

me suite à votre lettre N° 38/6  
Je vous informe que j'inscris  
l'assura qui avait été mis  
à la disposition de l'autorité  
et sera remis  
à être maintenu dans les services  
~~et qui~~ n'a jamais quitté  
la C<sup>e</sup>, j'estime que il  
le remèdier sur les ententes  
station spéciale, ~~et~~ je vous  
vous prie de vouloir bien

VIERZON, le 12 Juillet 1943

Arrondissement M.&amp;T.

ORLEANS

18 JUL 1943

Agents incarcérés par les autorités allemandes.

Arrestation de l'ouvrier RICHARDIERE Auguste.

Ainsi que nous vous l'avons signalé le 15.5.43 l'aide-ouvrier RICHARDIERE Auguste a été arrêté par les autorités allemandes.

Il a été incarcéré à cette époque à la prison de Bourges et jugé par la suite à une date que nous n'avons pu connaître par un tribunal allemand siégeant dans cette ville.

A la suite de ce jugement notre agent a été transféré à la prison d'Orléans, 14 rue Eugène Vignat. Il aurait été condamné pour question politique et son cas serait particulièrement grave.

Nous n'avons pu vous transmettre les précisions nécessaires.

Transmis

à M. le Chef du Service

Division du Sec. Général

Suite aux renseignements fournis le 28.6.43.

Orléans, 13/7-43.

Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction

MAIRIE ET TRAMWAYS  
EXPRESS  
26 JUL 1943  
LE CHEF DE  
SECRÉTARIAT

PPM - Copie pour  
Suite à notre lettre  
du 9.7.43  
à titre de renseignements  
Le Chef de la  
Sénat : PSE



ART. 23 bis.

Abrogé.

ART. 23 ter.

Abrogé.

ART. 24.

Abrogé.

ART. 25.

Mesures  
à prendre  
en cas de  
circulation  
à contre-voie.

Lorsque, par suite de l'interruption momentanée, sur la section munie du block automatique P. D. d'une voie principale entre deux gares G et H, il est nécessaire, pendant une certaine période, d'expédier à contre-voie tous les trains de sens H-G, les règles fixées par le Règlement régional sur la circulation des trains en double voie (1) restent entièrement applicables sous réserve des modalités ci-dessous indiquées :

1° le régulateur ou, à défaut, l'agent qui organise la circulation à contre-voie, avise de l'interruption tous les postes intermédiaires en service, pourvus de signaux de block automatique ;

2° il donne l'ordre à tous les postes intéressés de couvrir du côté d'où peuvent parvenir des trains expédiés à contre-voie, tout obstacle, autre qu'un train en circulation sur la section équipée en block P. D. par des signaux mobiles d'arrêt appuyés de pétards placés à 1.000 mètres de l'obstacle ;

3° il fait suspendre, dès que possible, le fonctionnement des détonateurs des signaux de block automatique s'adressant à la voie restée libre, sans toutefois que l'expédition des trains à contre-voie soit subordonnée à cette opération. Cette annulation est effectuée par un agent du Service de la Voie et des Bâtiments désigné à la consigne prévue au 10° du présent article ;

(1) Règlement régional 2, Midi.

Paris, le

Juillet 1943

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

28 JUIL 1943

SÉCRÉTARIAT

PR1

MINUTE

Agents incarcérés par  
les Autorités AllemandesArrond<sup>t</sup> d'Orléans

Suite à la lettre du 12.7.43 du dépôt de Vierzon, votre  
transmission Id du 13/16.7.43

Prévu de vouloir bien faire <sup>faire d'urgence</sup> une nouvelle démarche, auprès  
du Tribunal allemand de Bourges pour connaître la durée  
~~restante~~ de la condamnation, et infliger à l'aide-ouvrier  
Richardière, Auguste, du dépôt de Vierzon, incarcéré par les autorités  
allemandes le 14.5.1943.

Prévu de vous renseigner le plus rapidement possible.  
Nous intervenons en ce qui nous concerne auprès du  
Service central P

Le Chef de la D<sup>m</sup>  
du 2<sup>e</sup> pal

Signé : PESEZ

à l'envoi

VIERZON, le 30 Juillet 1943

Arrondissement M.&T.

ORLEANS

Incarcération par les autorités allemandes de  
l'aide-ouvrier RICHARDIERE Auguste

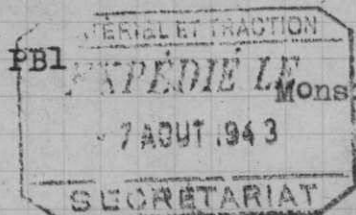
(Suite à votre transmission Zé du 29 courant)

Nous avons effectué une nouvelle démarche  
auprès du Tribunal allemand de Bourges. Il ré-  
sulte que RICHARDIERE est condamné à la déten-  
tion illimitée pour raison politique.

*Zé*  
*transmis*  
*à M. le Chef*  
*du Service des*  
*Division du Personnel*  
*M. le Général*  
*Suite à sa lettre*  
*du 28.7.43*  
*Orléans*  
*Ingénieur*  
*MAU*  
*LE CHEF DE DEPOT,*  
*Calb.*  
*10015*

MINUTE

PARIS le août 1943



Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES PAR.  
LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite à notre lettre PBI du 9.7.1943

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite d'une nouvelle démarche effectuée auprès du Tribunal allemand de Bourges, il résulte que l'aide-ouvrier RICHARDIERE, Auguste du dépôt de Vierzon incarcéré par les autorités allemandes le 14 mai 1943 a été condamné à la détention illimitée pour raison politique.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : LISSACQ



à Bégl. - Gironde

En réponse à la lettre que vous avez adressée  
Directeur de la Compagnie le 21 octobre écoulé,  
vous sollicitant votre réintégration, je vous info-  
rme qu'il n'est pas possible de revenir sur la décision prise

donner une copie  
de cette lettre

signé

38  
B  
A

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
Région SUD-OUEST  
-----

SERVICES ADMINISTRATIFS      Paris, le 11 octobre 1943L  
Pl - Ar

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
à

Monsieur LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M. le Directeur a décidé d'accorder à comp-  
ter du 1er octobre courant, un secours mensuel  
de :

- 500 fr. à la famille de M. ROSSIGNOL, Georges  
ouvrier au dépôt de BORDEAUX-St-Jean  
arrêté par les autorités d'occupa-  
tion;
- 1000 fr. à la famille de M. RICHARDIERE, Au-  
guste, aide-ouvrier au dépôt de  
VIERZON, arrêté par les autorités  
d'occupation, en remplacement de la  
moitié de la rémunération qui lui  
avait été accordée en application  
de notre lettre Pl/Co du 27 mai  
dernier.

P. LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
CARREAU.

*L'original est classé au dossier "Rémunérations"*

Agent arrêté par les allemands

---

RICHETIN, Desné  
auxiliaire - Dépôt de Vieux  
arrêté le 5.7.44  
libéré le 5.8.44



S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation

Nom ..... : RICHETIN  
Prénoms ..... : Désiré  
Grade à la S.N.C.F. .... : Manoeuvre auxiliaire  
Résidence de service ..... : Dépôt de Vierzon  
Date d'entrée à la S.N.C.F. ... : 10.3.44  
Date et lieu de naissance .... : 7.5.1920 à Vouzeron  
Domicile civil ..... : VOUZERON (Cher)  
Situation de famille ..... : Célibataire  
Qualités professionnelles .... : Très bonnes  
Service militaire ..... : Néant  
Affiliation politique ..... : Néant  
Date de l'arrestation ..... : 6.7.1944  
Motif de l'arrestation ..... : Accusé à tort de faire partie d'une or-  
ganisation terroriste  
Condamnation ..... : Néant. A été libéré le 5.8.1944  
Date, tribunal, motif ..... : "  
Eléments de toute nature suscep-  
tible de justifier un réexamen ( "  
grâce ..... ( "  
Lieu d'internement ..... : Prison de Bourges  
Nom du Défenseur ..... : "

VIERZON, le 4 Septembre 1944

LE CHEF DE DEPOT Ppal.

*[Signature]*



PA 6  
RAPPORT de Monsieur DUCROS Marcel

Chef de Dépôt Principal à Vierzon

sur l'arrestation par les autorités allemandes du  
manoeuvr auxiliaire RICHETIN Désiré.

VIERZON, le 4 Septembre 1944

Le manoeuvr auxiliaire RICHETIN Désiré était  
employé aux cultures collectives, terrain de Chaumoux.

Le 6 Juillet nous apprenions que les autorités  
allemandes l'avait mis en état d'arrestation.

Accompagné de M. DOMBROWSKI ex Sous-Chef de dé-  
pôt requis ffons d'interprète, je me suis rendu à la  
Gendarmerie allemande de Vierzon où j'apprenais que cet  
auxiliaire était inculpé de faire partie d'une organi-  
sation terroriste.

Ne pouvant obtenir sa libération, toujours en  
compagnie de M. DOMBROWSKI, j'ai effectué une démarche  
auprès du Chef de la Gestapo à Bourges où j'obtenais  
l'assurance que l'instruction serait poussée avec rapi-  
dité.

En fait, RICHETIN a été relâché le 6 août sans  
condamnation, ayant été reconnu victime d'une dénoncia-  
tion calomnieuse.

Cetxx auxiliaire, sérieux, travailleur, très dé-  
voué assurait un très bon service. Il est célibataire.

Je suis d'avis de lui accorder un secours aussi  
large que possible.

LE CHEF DE DEPOT Ppal.  
*[Signature]*

7

MATRIEL EN IPST 40
REÇU
22 SEP. 1944
SECRÉTARIAT

4 fiches

Zd

Transmis à M.le Chef  
du Sce M.T.

Division du Sce général  
(Personnel)

D'accord avec le  
dépôt de Vierzon pour  
la proposition de secours

Orléans, le 21.9.44  
L'INGENIEUR CAMT

*[Signature]*

Paris, le septembre 194.

MINUTE

MATERIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

28 SEPT 1944

SECRÉTARIAT

PAI-

Monsieur le Chef des SERVICES  
ADMINISTRATIFS,

AGENTS INCARCERES PAR LES  
AUTORITES ALLEMANDES.-

Le manoeuvre auxiliaire RICHETIN, Désiré,  
du dépôt de Vierzon a été incarcéré par les  
autorités allemandes du 6.7.44 au 5.8.44.

Ci-joint en 3 exemplaires la fiche  
réglementaire.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ

Agent arrêté par les autorités Allemandes

Richon, Roland

↙    incarcéré le 29.8.1942  
fusillé le 2 octobre 1943  
au Mont Valérien

<sup>x</sup>  
Richon, Roland

manœuvre

Leut Bordenay la Boule

Aucun recours

Présenti le 2 août 1942  
libéré le

Futillé le 2 octobre 1943 au Mont Valéry

Acte officiel de décès transmis le  
11/2/47 aux S<sup>cs</sup> Adm<sup>ls</sup>

SOMMES

NOMS

N<sup>os</sup>  
D'ORDRE

SOMMES

NOMS

N<sup>os</sup>  
D'ORDRE



Rapport de M. MARTINEAU René,  
Chef d'entretien à Bordeaux la Bombe  
sur l'affaire RICHON, récemment incarcéré

Bordeaux, le 4 septembre 1942

Le samedi 29 août 1942, vers 11 h. deux agents de la sûreté se présentaient à l'entretien et après avoir décliné leur qualité, demandèrent à voir le manœuvre RICHON.

Conduits au poste 5 où se trouvait cet agent, les policiers fouillèrent le placard de RICHON puis amenèrent ce dernier avec eux.

Le 31 août, RICHON ne s'étant pas présenté à son travail, nous avons cherché à deux reprises à le toucher ou de nous renseigner à son domicile, mais sans résultat, ce dernier et sa femme étant absents.

Pendant que cet agent avait été incarcéré pour un motif que nous ignorions, nous avons interrogé d'une part, la brigade de surveillance et d'autre part le Commissaire de Police de Bègles.

Le brigadier de surveillance nous faisait savoir que le 2.9.42 au soir, que RICHON avait été arrêté pour complicité dans des menées politiques, tandis que le Commissaire se retranchait derrière le secret professionnel. Nous nous sommes alors adressé à la Préfecture.

A 18 heures, le même jour, ce Service nous communiquait par téléphone, le renseignement suivant :

RICHON arrêté pour menées communistes, incarcéré au fort du Hâ, affaire instruite par les autorités d'occupation.

A noter que la femme de RICHON est également incarcérée pour le même motif.

Le Chef d'entretien

... ..

Transmis à Monsieur le Chef du Service  
Matériel et Traction-Division du Matériel  
Voitures et Wagons  
Monsieur l'Inspecteur Principal Chargé du  
Service Général-Personnel  
à titre de premier renseignement  
Bordeaux, le 4 septembre 1942  
L'Ingénieur C A M T

*Copie 1<sup>re</sup> au D. G. le 7.9.42*

*Copie pour M<sup>lle</sup> Jabbat*

*M. L. L. L. L.  
Faire la fiche  
supplémentaire  
7.9.42*

Paris. le 6 septembre 1942

Pa

Agents incarcérés par les

Autorités Allemandes

3 p. jts

MATÉRIEL ET TRACTION

EXTÉRIEUR

- 8 SEPT 1942

SECRÉTARIAT

Joint en 3 exemplaires la fiche réglementaire concernant le manoeuvre Richon, Roland, de l'Entretien de Bordeaux. La Bombe incarcérée par les autorités allemandes le 29 août 1942.

Nous vous adresserons <sup>ultérieurement</sup> des renseignements complémentaires sur cet agent ~~de réception~~.

Le Chef de Service  
du Matériel et de la Traction

Signé: CARDON

25/I5803

BORDEAUX, le 3 SEPTEMBRE 42

S.N.C.F.

Région du sud-Ouest

Entretien de BX-la-BOMBE

Vp.

Monsieur L'INGENIEUR  
C.A.M.T. à B O R D E A U X

Suite à votre lettre du 4 courant .

En vue de l'attribution éventuelle d'un secours à la famille RICHON, je vous donne ci-dessous, les renseignements demandés :

- Situation de famille de RICHON :

Marié, 1 enfant né le 14.5.21 habitant MARMANDE avec sa grand'mère .

Ressources : RICHON est locataire de la maison qu'il habite rue Colmar, à BEGLES et d'après les renseignements que nous possédons cet agent n'a d'autres ressources que son salaire .


L'INSPECTEUR CHEF DE L'ENTRETIEN  
Signé: JATTEAU

---

COPIE transmise à Monsieur l'Inspecteur Principal chargé du service Général-Personnel, comme suite à ma transmission Vp. du 4-9-42 . La femme du manoeuvre RICHON étant également incarcérée et son fils étant majeur, je ne vois pas l'opportunité d'attribuer un secours .

Vp.

BORDEAUX, le 8 SEPTEMBRE 1942  
L'INGENIEUR C.A.M.T.



AC  
Paris, le 14 Sept. 1942

Pa



A.M.T. BORDEAUX

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite au rapport du 4-9-42 du Chef de l'entretien de Bordeaux la Bombe, votre transmission du 4-9-42.

Prière de vouloir bien nous adresser par retour du courrier (en 1 seul exemplaire) la fiche réglementaire prévue par la lettre P. 7.214 du 25.2.1942 du Service Central P dont copie vous a été donnée le 4.3.1942, concernant le manoeuvre RICHON, Roland, de l'entretien de Bordeaux la Bombe, incarcéré par les autorités allemandes, le 29 Août 1942.

Si l'ouvrier RICHON est marié, vous voudrez bien nous indiquer si sa femme occupe un emploi et quel est son gain mensuel.

Les mêmes renseignements seront à fournir le cas échéant pour les enfants.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

*Vp  
T. J. J. J.*  
Fait retour à Monsieur l'Ingénieur Principal à la Division du Service Général, avec, ci-jointe, la fiche demandée.

J'ajoute, comme suite à A, que la femme de Richon est également incarcérée.

Bordeaux le 16.9.42  
L'Ingénieur Chef d'Arrondissement  
du Matériel et de la Traction.

*Kerue*



S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir

en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM : ..... : Richard

Prénoms ..... : Roland

Grade à la S.N.C.F. .... : manœuvre

Résidence de service ..... : Bordeaux (entrées de la Bouche)

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : 2.12.1919

Date et lieu de naissance ..... : 15.8.1889 à Tonneins (L et G)

Domicile civil ..... : Rue de Colmar N° 20 à Bègles (Gironde)

Situation de famille<sup>(1)</sup> ..... : marie, 1 enfant né le 14.5.1921.

Qualités professionnelles ..... : très bonnes (Propose R.I. pour 1942)

Services militaires ..... : 2<sup>e</sup> classe.  
(grade, campagnes, citations, blessures) ..... : Campagne contre l'Allemagne 1914/1919

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( ..... )

Date de l'arrestation ..... : 29 Août 1942

Motifs de l'arrestation ..... : Membres communistes.

Condamnation ..... : .....

Date, tribunal, motif ..... : .....

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce ..... : .....

Lieu d'internement ..... : Bordeaux - Fort du Hâ

Nom du défenseur ..... : .....

(1) Indiquer les dates de naissance des enfants.

Traitement -

éléments fixes - Part A.	730 <sup>45</sup>
Part B.	344
traitement net.	743
Prest. de travail.	62
Total	1879
Allocations familiales	Neant.

n'a pas d'autre ressource que son salaire.

RÉGION DU SUD-OUEST

S.N.C.F.  
RÉGION DU SUD-OUEST

Matériel &amp; Traction

22 SEPT 1942

DIRECTION GÉNÉRALE  
DU MATÉRIELDIRECTION DE L'EXPLOITATION  
DU SERVICE  
ET DE LA TRACTION

Pa

à Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFSAGENTS INCARCÉRÉS PAR LES  
AUTORITÉS ALLEMANDES.

23 SEP 1942

SECRETARIAT

Suite à notre transmission Pa du 8/9/

42.

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous des renseignements complémentaires sur la situation de famille du manoeuvre RICHON, incarcéré par les autorités allemandes. RICHON est marié; sa femme a été incarcérée également; il a un fils, né le 14-5-1921, qui habite Marmande avec sa grand-mère.

Je ne suis pas d'avis d'attribuer un secours à cet agent.

A joint une fiche complétant celles qui vous ont été adressées le 8 septembre 1942.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTIONL'Ingénieur Principal  
à la Division du Service Général

L'honneur le chef du  
Service du Matériel et de  
la Traction,

Je vous serais obligé de  
vouloir bien nous faire connaître  
votre avis sur l'opportunité de  
suspendre cet agent

Paris, le 23 SEP 1942

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Transmis à Am  
pour avis

Vu le Bureau  
le 25.9.42  
Le Directeur

M. L. H. H. H.  
le 25.9.42

PARIS le

septembre 1942

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à

AGENTS  
INCARCERES PAR  
LES AUTORITES  
ALLEMANDES

Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

EXPEDIE LE

30 SEPT 1942

SECRETARIAT votre annotation sur pièce

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que nous sommes d'avis, étant donné le motif de  
son incarcération, de suspendre de ses fonctions  
le manoeuvre RICHON Roland, de l'Entretien de  
Bordeaux La Bombe.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé : BARON

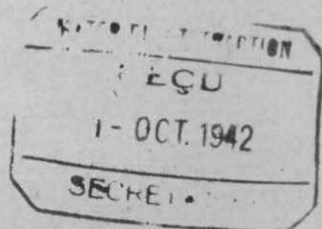
29/

S.N.C.F.

Paris, le - 1 OCT 1942

-----  
REGION DU SUD-OUEST  
-----

SERVICES ADMINISTRATIFS  
-----



*Am*  
Le Chef des Services  
Administratifs,

à Monsieur le Chef du Service M.T.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M. le Directeur a approuvé votre proposition  
de suspendre M. RICHON, Roland, manoeuvre  
à l'Entretien de Bordeaux-la-Bombe.

*Le*  
LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*Madame Fichault*  
*2/10 R*



Paris le octobre 1942

*Exempl*

IB<sup>1</sup>

MINUTE

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

- 7 OCT 1942

SECRÉTARIAT

Arrondissement de Bordeaux

Suite à vos transmissions Vp des H et S. g. 42)

Il y a lieu de suspendre de ses fonctions,  
à compter du 29 août 1942 date de son incorporation  
par les autorités allemandes, le manœuvre  
Richon, Roland de l'entretien de Bordeaux la  
Bombe.

Dans cette position, cet agent sera privé  
de toute rémunération, et tous avantages accessoires  
(facilités de circulation, fournitures diverses, etc...)

*Le Chef du S<sup>e</sup>*

Signé DÉTIENNE

MATÉRIEL ET TRACTION

EXPÉDIÉ LE

- 9 OCT 1942

Cofie pour Am.

*à l'unité*

Paris, le octobre 1942

PB

Agents vicaires  
la Autoute Allier



Arrond<sup>t</sup> de Bourdeaux

relate à votre transmission V<sup>e</sup> du 3.9.1942

M. le Directeur a décidé de ne pas  
attribuer de secours à la famille du maréchal  
Ri chon, Roland, de l'entretien de Bourdeaux la B<sup>e</sup>  
pendant la durée de l'incarcération de  
celui-ci

S. Lug<sup>e</sup> ff<sup>e</sup>

Signé: DÉTIENNE

Copie pour la 3<sup>e</sup> section B du S<sup>e</sup> f<sup>e</sup>  
de l'Exploitation



mv 7.7

PARIS le 28 Juin 1943

Région du Sud-Ouest  
Services Administratifs

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
à  
Monsieur le CHEF DU SERVICE MT

J'ai l'honneur de vous adresser, comme  
suite à votre lettre PB2 du 22 juin 1943, le  
relevé des secours accordés par M. le Directeur  
aux agents actuellement internés ou incarcérés  
pour menées anti-nationales.

Ces secours seront accordés à compter du  
1er juillet et seront renouvelés chaque mois  
jusques et y compris le mois de décembre 1943.

Signé VIEL

*copie de l'original chassé au dossier Rémunération*

RELEVÉ NOMINATIF DES AGENTS DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION INCARCERES POUR MOYENS  
NATIONALS

Nom et prénom	Grade	Résidence	Montant du secours attribué	Observations
BADIA Julien	mécanicien de route	Ussel	500 frs	
PERCHAUD Henri	ouvrier	Ent. les Aubrais	1/4 de la rémunération	
GOURRY Louis Henri	mécanicien de manoeuvres	St-Pierre des Corps	650 frs	
LETONDU Gaston	ouvrier chaudronnier	Ateliers de Tours	1/4 de la rémunération	
PAGES François	aide-ouvrier ferreur	Entretien de Paris	Néant	
RICHON Roland	manoeuvre	Entretien Bordeaux Le Bonnet	Néant	
SAUGERAS Maurice	mécanicien de route	Ussel	800 frs	
SEGUIN Hilaire	Ouvrier tourneur	Ateliers de Tours	Allocations familiales + 1/2 des autres éléments de rémunération	
VANNIER Lucien	ouvrier	Ent. les Aubrais	1/4 de la rémunération	
SAINT-CLIQUE Georges	conducteur électricien	Beyonne	1200 frs	
BRAUDONNE François	manoeuvre	Dép. de Beyonne	1200 frs	



COPIE pour PBI pour nous mv 13.7.  
tenir au courant de la reprise de service de  
cet agent.

*Paris le 12 juillet 43* PARIS le 19 juillet 1943

LE CHEF DE BUREAU PRINCIPAL

PB2 PERSONNEL

Monsieur le CHEF DU SERVICE  
DES RETRAITES

11 rue de Chateau Landon

VR: R 1/2 B  
5052

PARIS (10°)

Suite à votre lettre du  
30.6.43

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que le manoeuvre RICHON Robert de l'Entretien  
de BORDEAUX LA BOMBE incarcéré depuis le 29.8.  
42 n'a pas encore repris son service .

Nous vous aviserons dès qu'il sera  
remis en fonctions .

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL & DE LA TRACTION

Signé : PESEZ

M.N.C.F.

MR-90

Janvier 1944

Extrait du relevé des décisions prises  
par M. le Directeur au sujet de l'attribution de secours  
aux familles des agents du Service du Matériel et de la  
Traction arrêtés pour les faits politiques

Secours mensuel attribué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944.

Nom et prénom	Emploi	Résidence	Secours attribué	Observa- tions
Richon, Roland	M V	Bordeaux la Pomme	200 <sup>fr</sup>	à verser à l'assistante sociale

- Suite à sa lettre PA1- du 25.11.44

Avec prière de vouloir bien faire donner la suite utile en ce qui concerne RICHON, cet agent n'appartenant pas au 1er Arrondissement.

Avec prière de vouloir bien faire donner la suite utile en ce qui concerne RICHON, cet agent n'appartenant pas au 1er Arrondissement.

Pour ce qui est de PAGES, il y a lieu, à mon avis, de lui appliquer les dispositions de la lettre PA2 du 18.10.44

A { Je le confirme à l'Entretien d'Ivry,  
sauf objection de votre part.

Orléans, le 11 Décembre 44.  
L'INGENIEUR C.A.M.T.

Copie Entretien d'IVRY.

-Suite à sa note du 6 Octobre.

Faire le nécessaire pour <sup>la</sup> sauf avis  
contraire du Sec général

Orléans, 11. 12. 44 L'INGENIEUR C.A.M.T.

PA

d'Orléans

Now have

Now for  
the allegations  
of the source  
of the  
1.1.1.1

allegation  
define  
13-11-4

le nicotique en  
saison. Harni  
mille. P.

appelé sur la  
la lettre P  
transmise  
28.11.1  
GAZ du GAZ

...ce qui est  
...maintenant

127  
par la  
à la  
4 -  
is, la

R.C.A.M.T.  
-complete vol. 844

Entretien d'Ivry le 6-12-44

BP.

5008

Arrondissement M.&T.à Orléans.

suite à lettre PAL du 25-11-44 - votre  
transmission ZU du 30-11-44.

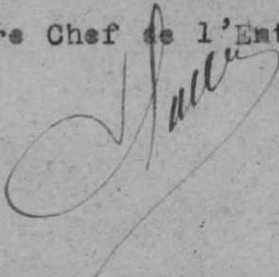
Agents arrêtés par les autorités allemandes

Nous avons transmis au Bureau de la Sûreté  
pour faire le nécessaire, la lettre précitée en  
supprimant toutefois RICHON qui n'appartient  
pas à notre entretien.

Par contre, devrait y figurer à notre avis  
le CRAU PAGES François.

Je vous prie de revoir et me renseigner.

L'Inspecteur DRE Chef de l'Entretien.





Paris, le

AC 16/12  
Décembre 1944

PA1

MINUTE

A.M.T. ORLEANS.

AGENTS INCARCERES PAR LES ALLEMANDS

(Suite à votre transmission du 11.12.44.)

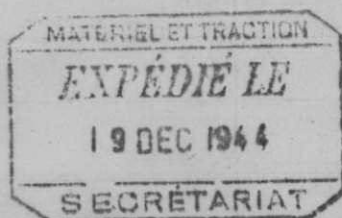
Nous avons fait le nécessaire pour le paiement de l'allocation prévue par notre lettre PA1 du 25.11.44 à la famille du manoeuvre RICHON de l'Entretien de Bordeaux.

En ce qui concerne l'aide-ouvrier PAGES de l'Entretien d'Ivry, je vous prie de nous confirmer que vous avez appliqué à la famille de cet agent les dispositions de la lettre P. 127 du 13.II.44 qui a fait l'objet de la transmission PA2 du 28.II.44.

Ce régime est à appliquer à compter du 1.8.44.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé : PESEZ



MINUTE

Paris, le décembre 1944

PA.1

A.M.T. BORDEAUX

AGENTS ARRETES PAR  
LES ALLEMANDS



Je vous prie de nous confirmer que les dispositions de la lettre PA1271 du 13.11.1944 qui a fait l'objet de la transmission PA.2 du 28.11.1944 sont appliquées au manoeuvre RICHON Roland de l'entretien de Bordeaux, à savoir qu'il est attribué à la famille de cet agent une allocation égale aux  $\frac{3}{4}$  de la rémunération de cet agent augmentée le cas échéant des allocations familiales.

Prière de prendre note que ces dispositions sont à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> août 1944.

LE CHEF DE LA DIVISION  
DU SERVICE GENERAL

Signé: PESEZ

25/II  
S.N.C.F.

Bordeaux, le 23 décembre 1944

Région du Sud-Ouest

-----  
MATERIEL ET TRACTION

-----  
5ème Arrondissement

-:-:-:-:-

Vp

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Division du Service Général  
PAI )

-:-:-:-:-

- AGENTS ARRETES PAR LES ALLEMANDS -

Suite à votre lettre PA.1 du 19-12-1944 .

Je vous confirme qu'une allocation égale  
aux 3/4 de la rémunération est bien allouée au  
manoeuvre RICHON Roland de l'entretien de  
BORDEAUX-la-Bombe, à compter du 1-8-1944.

Mais par suite de l'absence d'ayants droit  
(femme décédée - pas d'enfants à charge) le  
montant de cette allocation sera mis en réserve  
jusqu'au retour de l'intéressé .

L'Ingénieur C.A.M.T.

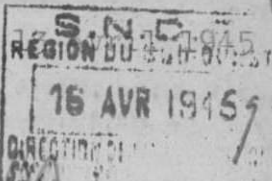
*Mend*

*Va A.*

2-

S.N.C.F.  
Région du SUD-OUEST

Bordeaux, le 12

MATERIEL & TRACTION  
5<sup>e</sup> Arrondissement.

Le chef des Services

Administratifs

Vp.

à PARIS

J'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation le cas de Mme Vve RICHON, âgée de 77 ans, mère d'un ouvrier de l'entretien de Bordeaux la Bombe, actuellement interné en Allemagne et dont la femme déportée en même temps est décédée en Allemagne. Le fils de l'ouvrier RICHON, âgé de 23 ans est mobilisé.

Mme Vve RICHON était à la charge de son fils. Elle n'a pour toute ressource que le retrait de des vieux travailleurs.

Je vous serais obligé de vouloir bien nous autoriser à faire payer à Mme Vve RICHON une partie de la rémunération revenant à la famille de l'agent et actuellement mise en réserve. Une somme de 15.000 Frs environ a déjà été mandatée à ce titre et n'a pu être payée. D'autre part, un rappel portant sur la période du 29.8.42. au 31.7.44. est à calculer et se montera à 40.000 Frs au moins.

Je serais d'avis de prélever sur ces sommes quelques milliers de francs pour les payer dès maintenant à Mme Vve RICHON et lui verser en suite une allocation mensuelle de 1000 Frs.



Ingénieur C.A.M.T.,

*le*  
*Jourde*  
*dossier*



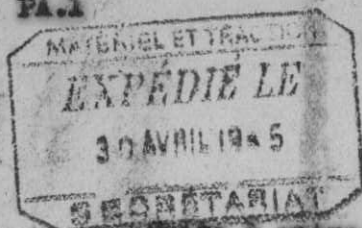
MINUTE

24  
26.4

PA.1

PARIS, le

avril 1945



A.M.T. - BORDEAUX

- Suite à votre lettre Vp du 13.4.45, adressée à  
M. le Chef des Services Administratifs -

Ainsi que vous nous l'avez indiqué dans votre lettre Vp du 23.12.44 les sommes revenant à M. RICHON, Roland, manoeuvre à l'entretien de Bordeaux arrêté par les allemands le 29 août 1942 doivent être mises en réserve, mais néanmoins il y aurait lieu de faire une enquête sur la situation de Mme Vve RICHON, mère de notre agent en vue de déterminer si une aide doit lui être apportée.

Vous aurez à nous renseigner sur ce point.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: LISSACQ





Avantages en argent ou en nature accordés par la Caisse de Prévoyance ou en dehors de la S. N. C. F. (Assurances sociales, État, Département, Commune, etc.).	En cas de maladie du conjoint (ou d'un enfant) Prestations de la Caisse de Prévoyance ou des A. S.		EN CAS DE NAISSANCE					
	DÉTAIL DES SOMMES REÇUES OU À RECEVOIR		Accouche- ment gratuit	Allocations communales, départemen- tales, patronales	Prime d'allaitement	Assistance aux femmes en couches	Caisse de Prévoyance ou A. S. Conjoint	Autres interventions
	Prestations en espèce (A. S.)							
	JOURS	SOMMES						
		Remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques						

AVIS DU CHEF LOCAL	SECOURS, AVANCES OU PRÊTS DÉJÀ ACCORDÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES			
Qualité des services : <i>Incarcéré depuis le 29 août 1942.</i>  Justification de la demande (après vérification des motifs invoqués) : <i>N'a pour nous que sa retraite des vieux travailleurs - son fils déporté en alle- magne lui venait en aide, elle vivait chez lui</i>	DATES	MONTANT	RESTE À REMBOURSER	NATURE ET MOTIF
Le <i>10 mai 1945</i> SIGNATURE DU CHEF LOCAL : <i>Inspecteur Chef de l'Enlèvement</i> <i>Buen</i>	OPPOSITIONS OU CESSIONS NOMBRE ..... = MONTANT TOTAL =			

Comme resource j'ai que ma retraite  
"des vieux travailleurs" qui jusqu'à ce jour  
n'était pas assez forte pour me permettre  
de vivre, et de me payer mes loyers, de  
ce fait j'ai été complètement à la  
charge de ma fille.

J'ose espérer Monsieur l'Ingénieur  
Chef, que vous voudrez prendre ma  
demande en considération et que  
vous aurez pitié d'un pauvre  
vieux homme âgé de 77 ans.

J'ai l'honneur de vous prie d'agréer  
Monsieur l'Ingénieur en Chef, avec  
toute ma reconnaissance  
l'assurance de toute ma  
considération -

René Richon

M. René Richon à Courjean  
Villeneuve d'Ornon Girond.



Bordeaux le 9 Avril 1945

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
d'Aménagement  
Matériel et Travaux  
5<sup>th</sup> <sup>lieu</sup> sur Amédée St Germain  
Bordeaux

Monsieur l'Ingénieur en Chef,  
J'ai l'honneur de solliciter de  
votre haute bienveillance sur allocation  
mon fils ~~mon~~ Roland Richon, travaillait  
dans vos ateliers de la Birnie, et de qui  
j'étais à la charge, a été arrêté le  
28 Août 1942 et déporté, sa femme  
arrêtée en même temps est morte  
suite de tortures et captivité au  
camp d'Auschwitz. Leur fils âgé de  
2 ans continue à se battre sur  
le pont de l'Atlantique

Service Social  
S.N.C.F.  
BORDEAUX-ST-JEAN

Monsieur L'Ingénieur  
Chef de l'Arrondissement  
du Matériel et Traction

C.B.  
Ref 203

Suite à votre note du 13 Avril  
relative à la demande formulée par la mère  
de l'ouvrier RICHON .

Le fils de l'ouvrier RICHON est  
Commandant des F.F.I. à Royan, mais il doit rendre  
ses galons et être incorporé comme soldat  
dans l'armée régulière.

Il n'a pu aider sa grand'mère  
ayant dû s'habiller à ses frais.

Madame Veuve RICHON, n'a pour  
vivre que sa retraite des vieux travailleurs,  
son fils déporté en Allemagne lui venait en  
aide, elle vivait chez lui.

Il semble qu'une délégation mensuel-  
-le de cinq cents francs ,pourrait être donnée  
à la mère du déporté politique RICHON.

Bordeaux le 21.4.45  
L'Assistante Sociale

J. y. Ronzié

21/13

S.N.C.F.

Bordeaux, le 12 mai 1945

-----  
Région du Sud-Ouest

-----  
Matériel et Traction

-----  
/ 5<sup>e</sup> Arrondissement  
-----

Monsieur le CHEF DU SERVICE du  
Matériel et de la Traction  
(Division du Sce Général)  
PA1.

Vp  
PA1=

AFFAIRE "RICHON" - SECOURS.

Suite à votre lettre PA.1 du 30  
avril 1945.

L'aide-ouvrier RICHON Roland, de  
l'entretien de Bx-La Bombe, a été arrêté par  
les allemands et déporté en Allemagne ainsi que  
sa femme.

La mère de notre agent, âgée de  
77 ans, était à la charge de son fils. Elle  
n'a pour toutes ressources que sa retraite des  
vieux travailleurs.

Son petit-fils, actuellement mobi-  
lisé, ne peut lui venir en aide.

Pour remédier à cette situation,  
je propose qu'un secours mensuel renouvelable  
de 500 francs soit attribué à la mère de notre  
agent si vous estimez que nous ne puissions  
prélever cette somme sur le pécule réservé à  
RICHON.

Ci-joint formule P XVIII.1.

L'INGENIEUR C.A.M.T.,

*Remise à page un  
du 11/000  
% remis comme*

Paris, le

Mai 1945 146

PA'



Affaire Richon. secours A Moud. de Bordeaux

Suite à votre lettre V<sup>e</sup> du 12.5.45

Il y a lieu de faire payer  
à Mme Richon, mère de l'aidé-murien  
Richon, Roland, de l'entretien de Bordeaux  
déporté en Allemagne, un secours de 1000 frs.  
~~soit 1000 frs.~~

Vous aurez à nous rendre compte  
de la date à laquelle ce secours aura été  
payé.

Le Chef du S.<sup>e</sup>

Copie pour PA'



Sigro : BAROIS



S.N.C.F.

Bordeaux, le 9 juin 1945

-----  
Région du Sud-Ouest  
-----

Matériel & Traction  
-----

5° Arrondissement  
-----

Entretien de Bx-La  
Bombe

Monsieur l'INGENIEUR CAMT  
à BORDEAUX

AFFAIRE RIGNON.-

Suite à votre transmission du  
29 mai 1945.

Le secours de 1000 francs attribué à Mme RIGNON, mère de l'aide-ouvrier RIGNON, déporté, a été payé à l'intéressée le 5.6.45.

L'INSPECTEUR CHEF DE L'ENTRETIEN,  
Signé : ALARD.

-----  
Vp.-

COPIE transmise à Monsieur le  
CHEF DU SERVICE du Matériel et de la Traction  
(Division du Service Général - PA.1), comme  
suite à sa lettre du 26.5.45.

Bordeaux, le 12 juin 1945  
L'INGENIEUR C.A.M.T.,  
*Alard*

Rienpreth Elvi

classe à Lousillon Gabriel

Ac 1 - 18.2661 - 8-39 - SAMIE

[illegible][illegible]

BCS avec 7/12

Chatter



## II. — Matériel G. V.

[illegible]



PE

47

VII 2906

Transmis à P. B.

Incarceration

Rio

Suite à notre transmission  
du 14 et.

Tout 21-11-42

CHIEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

REV

23.11.42

S.E.C.F.  
région du Sud-Ouest  
\*\*\*\*\*

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.E.C.F.  
par les autorités d'occupation

Nom:..... MIO  
Prénoms :..... René  
Grade à la S.E.C.F..... mécanicien de route  
Résidence de service..... dépôt de POITIERS  
Date d'entrée à la S.E.C.F..... 3-4-1919  
Date et lieu de naissance..... 6-1-1900 à Marans (Charente Inférieure)  
Domicile civil..... Poitiers-37 Rue Jean Bouchet  
Marriage. Situation de famille..... marié (dépense un pupille, petit fils de sa 1<sup>re</sup> femme (veuf) Cet enfant, âgé de 15 ans est à sa charge et habite avec lui de façon permanente.  
Qualités professionnelles..... Très bon mécanicien, très actif et très dévoué, assure un excellent service.  
Services militaires..... du 10-4-1918 au 3-4-1919  
Affiliation politique..... Campagne de guerre-Grade: 2<sup>nd</sup> Cl.  
Date de l'arrestation..... 18-11-1942  
Motifs de l'arrestation..... Assurait le train 7001. A été arrêté à Fleury par le service des douanes allemand parce qu'une valise contenant du linge a été trouvée sur sa machine. Des renseignements fournis par la Feldkommandantur, il aurait été trouvé porteur de plusieurs lettres.  
Condamnation..... n'a pas été encore en jugement.  
Lieu d'internement..... Maison d'Arrêt de Poitiers.  
Nom du défenseur..... -

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest

Arrondissement-- Exploitation  
de Tours

Mouvement

Service au 6 Octobre 1941

Tableau indiquant les périodes de réouverture au Service du Mouvement, de certaines gares pour les trains facultatifs circulant pendant la période de fermeture de la Section (service de nuit)  
(application de l'article Ier de l'Instruction de Service 303)

Gares	9199		9200		9201		9203	
	de	à	de	à	de	à	de	à
Section 4-20-1 Port de Piles Le Blanc								
Le Grand Pressigny	5.00	6.06	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte
Preuilly s/Claise	5.10	7.01				19.10		19.08
Lannay	6.10	7.10				18.29	18.47	19.17
Tournon St Martin							18.56	19.48
Fontgombault	7.10		6.20	7.20			19.10	20.22
Le Blanc								20.19

Section 4-20-2 Poitiers Argenton s/Creuse

Gares	9207		9208		9211		9212	
	de	à	de	à	de	à	de	à
St Julien l'Ars	6.42	7.34	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte	gare ouverte	21.42	22.35
Jardres	gare ouverte	gare ouverte						
Chauvigny							21.00	22.07
Prizay le Sec							18.50	20.00
St Savin					18.09	19.39	18.28	19.32
St Aigny le Blanc							gare ouverte	gare ouverte
Le Blanc							19.49	
Scoury			5.29	7.04	20.12	21.41		
St Gaultier			4.55	6.08	21.00	22.15		

VII 290 b

Poitiers le 18 Novembre 1942

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
TOURS.

Le 18-11-42 le Moien RIO René, assurant le train 7081 avec Mne 140.014, chauffeur Baillargeat Olivier, a été arrêté à Fleuré par les autorités allemandes de la ligne de démarcation.

Le dépôt de Poitiers a été prévenu à 7 h 45 par la gare de Fleuré qui n'a pas donné le motif de cette arrestation.

Le chef Moien Allemand Zanker, à qui nous avons demandé les causes de cet incident a téléphoné aux autorités de Fleuré. Par l'intermédiaire de l'interprète, il nous a fait savoir qu'une valise contenant des vêtements avait été trouvée sur la machine.

Il nous a également dit que RIO serait transféré à Poitiers aujourd'hui et qu'il nous ferait connaître la suite donnée à cette affaire.

Nous vous tiendrons au courant.

III<sup>e</sup> pe TRANSMIS à  
SERVICE GENERAL (Personnel) le chef de dépôt  
Pb. *[Signature]*

Nous vous tiendrons au  
courant de cette affaire.

TOURS, le 19/11.1942  
L'INGENIEUR CHEF D'A. M & T.  
*[Signature]*



PB'

Agents incarcérés par les  
Autorités Allemandes

3 p. p.



Paris, le

novembre 1942

Est remis au x Les Administratifs

Le me cam'ieu de route Rio Ravi du dépôt  
de Tortiers incarcéré par les autorités allemandes le  
18 novembre 1942

Ci joint en 3 exemplaires la fiche réglementaire  
concernant cet agent

J'ai l'honneur de vous proposer d'attribuer  
à cet agent, pour la durée de son incarcération, un  
secours égal à la moitié de l'allocation accordée à  
un prisonnier de guerre du même grade, augmenté  
des allocations familiales et suppléments d'allocation  
familiales.

à suivre

Le Ing. ffal

Signé DÉMIENNE

VII 2908  
Renseignements pour l'établissement  
de proposition de secours concernant le  
mécanicien de route RIO René, arrêté le  
18-11-42 par les autorités d'occupation.

\*\*\*\*\*

Rémunération de l'agent:

Traitement fixe mensuel net	1395 F
Allocation temporaire et	
Indemnité de résidence:	1300 F
Primes de Traction(moyenne	
12 mois)	720 F
Allocations familiales:.....	néant

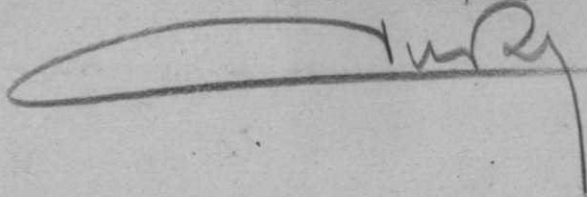
Ressources de la famille:

Sa femme, ex manoeuvre au Dt de Poitiers,  
réformée, avec pension de 1600 F par tri-  
mestre.

Logé dans une maison lui appartenant, sans  
participation de locataire.

Elève un garçon de 15 ans petit fils de  
sa première femme. Ne bénéficie d'aucune  
allocation pour cet enfant.

Poitiers le 23 novembre 1942  
Le Chef de Dépôt.



VII 2906  
Poitiers le 24 Novembre 1942

Monsieur l'Ingénieur C.A.M.T.  
TOURS.

Je vous informe que le mécanicien  
RIO René, arrêté par les autorités alle-  
mandes à la ligne de démarcation a été  
libéré le 23 courant et a repris son ser-  
vice le même jour.

Un rapport spécial vous sera adressé  
dès que cet agent, absent pour décès dans  
sa famille, sera de retour.

Ci-joint les renseignements pour  
l'établissement d'une proposition de se-  
cours.

Le chef de dépôt

P.E.  
Transmis à L.B.

- suite à ma transmission  
du 19 et -

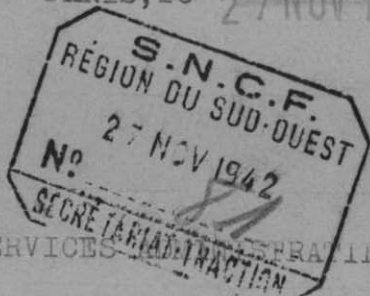
Tours 25.11.42

Finay

13/34  
REGION DU SUD-OUEST

SERVICES ADMINISTRATIFS  
BUREAU DU PERSONNEL

PARIS, le 27 NOV 1942



*P.B.*  
*M*  
LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction

*J*  
Votre communication PB.1 du 23 novembre  
courant concernant M.RIO, René, mécanicien de  
route au dépôt de Poitiers, incarcéré par les  
Autorités d'occupation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que M.le Directeur a décidé d'attribuer à la  
famille de cet agent la moitié de l'allocation  
prévue par la lettre du 7 novembre 1942.

*J* LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*ma*

*ma*



928  
P.O. - MIDI

Rapport de M FEUILLET

MATÉRIEL ET TRACTION

N° de N° 12214

Chief de dépôt à POITIERS

sur l'arrestation, à la ligne de démarcation, par le service des douanes allemand, du Meien RIO assurant le train 7081 (Poitiers Le Dorat) du 18-11-42.

Carré bulle 72 gr. — 15.000 ex. in-4° simple — Gaillac, Harvey — 60886-9-35

Poitiers

le 30 Novembre 1942

Le 18-11-42, au passage à Fleuré du train 7081 (Poitiers Le Dorat), remorqué par la Mne 140.014 Meien RIO René, du dépôt de POITIERS, ce dernier a été retenu par le service des douanes allemand, parce qu'une valise contenant du linge a été trouvée dans la caisse à outillage du tender.

Le train a été continué par le chauffeur autorisé BAILLARGEAT Olivier, assisté d'un agent Exploitation.

Transféré et incarcéré à la prison de POITIERS RIO a été condamné par la Feldkommandantur à 5 jours d'arrêt, pour avoir essayé de passer en zone non occupée, une valise appartenant à une personne étrangère.

Remis en liberté le 23/11, RIO a repris son service le jour même.

Cet agent, en se chargeant de passer une valise sur sa machine, n'ignorait pas qu'il s'exposait à des ennuis au passage de la ligne de démarcation. Il n'ignorait pas surtout que ce transport clandestin est formellement interdit par les Règlements S.N.C.F.

Ci-joint ses explications écrites.

LE CHEF DE DEPOT

RENOI OU DÉCISION

III pe

- 1 p.-

TRANSMIS à  
SERVICE GENERAL (Pb)

(Suite à transmission  
du 19.11.42)

Le mécanicien RIO René, âgé de 47 ans, marié, élevant un pupille âgé de 13 ans habitant avec lui d'une manière permanente et entièrement à sa charge, est un très bon agent, noté M2 au cours des trois derniers exercices.

Il a enfreint les prescriptions de l'Avis Régional n°3200 du 6 mars 1941, interdisant formellement aux agents en service de transporter des marchandises non enregistrées pour leur propre compte ou pour le compte de tiers.

Eu égard à ses bons antécédents et à la peine d'emprisonnement déjà subie, je lui inflige un B.A.I. pour le motif suivant:

"Conduisant le tr.7081  
"du 18.11.42, transpor-  
"tait, dans la caisse  
"à outillage du tender,  
"une valise contenant  
"du linge et appartenant  
"à une personne étran-

gère...

"à la S.N.C.F."

En outre, RIO est avisé qu'en cas de récidive, il s'exposerait à une sanction beaucoup plus sévère."

TOURS, le 7 décembre 1942  
L'INGENIEUR CHEF D'A. M & T.

*AMT*

RENOI OU DÉCISION

III po

- 1 p.

TRANSMIS À  
SERVICE GÉNÉRAL (P)

(Suite à transmission  
du 19.11.42)

La réclamation est  
formée, âgée de 47 ans,  
née le 17 mars 1901 à  
Paris, épouse de M. [nom]  
avec lui d'une manière  
permanente et entière-  
ment à sa charge, sans  
très bon agent, mais  
en cours des trois der-  
nières exécutées.

Il a effectué les  
investissements de 1941  
régionaux n° 3200 du  
6 mars 1941, intervenant  
formellement aux agents  
en service de transport  
sur des autorisations  
non enregistrées pour  
leur propre compte ou  
pour le compte de tiers.

En regard à ses  
antécédents et à la  
peine d'emprisonnement  
détachée, le 19.11.42  
liste au B.A.I. pour  
motif suivant:

"Condamnation le 19.11.42  
du 18.11.42, transport  
fait, dans la même  
à l'entretien du matériel  
une valise contenant  
du lin et du coton  
à son domicile."

CV  
3.12

Paris, le 4 décembre 1941  
5bis Bld de l'Hôpital

MATERIEL ET TRASTO

EXPÉDIE LE

- 8 DEC 1942

SECRETARIAT

Services Administratifs

AGENTS INCARCERES PAR LES AUTORITES ALLEMANDES:

Suite à notre transmission PBI du 23.11.4

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la libération à compter du 23 novembre 1942, du mécanicien de Route RIO René, du dépôt de Poitiers incarcéré par les autorités allemandes.

Nous vous adresserons ultérieurement, le cas échéant, nos propositions de sanctions à l'égard de cet agent.

Le Chef de la Division

du Service Général Général

Signò : LISSACQ

— *Lucina*

Mod. 1362 P.O. 71 Série A 61 MIDI  
(Juillet 1934).  
N° de N° 6992

Exploitation Commune  
des Réseaux d'Orléans et du Midi

# FICHE remplaçant un état NÉANT

Désignation du Service ou du  
Bureau destinataire de la fiche

Date pour laquelle l'état est  
demandé

Timbre de l'Arrondissement ou  
de la gare expéditrice de la fiche

Meur le C.A.M.T.

TOURS

Date du rapport

23 Septembre 1941

DEPOT de LOUDUN

Numéro et titre complet du modèle que cette fiche remplace

Modèle N° 12.654 Rapport journalier du Chef de Dépôt sur  
le service en général.

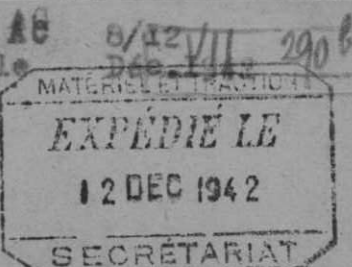
## NÉANT

LOUDUN le 24 Septembre 1941

Le Chef de Réserve



Paris, le



**PBI**  
**AGENTS INCARCERÉS PAR**  
**LES AUTORITÉS**  
**ALLEMANDES**

Arrondissement de TOURS

M. le Directeur a décidé d'accorder au mécanicien de route RIO René du dépôt de Poitiers, pendant la durée de son incarcération par les autorités allemandes, un secours égal à la moitié de l'allocation versée à un agent prisonnier de guerre du même grade.

Prière de vouloir bien faire connaître à la 3ème section B du Service Général de l'Exploitation les dates exactes d'incarcération et de libération de cet agent.

Prière de nous adresser les explications écrites de RIO sur les faits ayant motivé son incarcération.

**L'INGÉNIEUR PRINCIPAL**  
**A LA DIVISION DU SERVICE GÉNÉRAL**

Signé : DÉTIENNE

Copie pour la 3ème Section B  
du Service Général de l'Exploitation

*Fait le 19. 12. 42*

Signé : LACROIX



*à l'envoi*

Paris, le 12 décembre 1942.

PE.1  
AGENTS INCARCERES PAR  
LES AUTORITES  
ALLEMANDES

VII 2906

Arrondissement de Tours

A { M. le Directeur a décidé d'accorder au mécanicien de route RIO René, du dépôt de Poitiers, pendant la durée de son incarcération par les autorités allemandes, un secours égal à la moitié de l'allocation versée à un agent prisonnier de guerre du même grade.

B { Prière de vouloir bien faire connaître à la 6ème section B du Service Général de l'Exploitation les dates exactes d'incarcération et de libération de cet agent.

Prière de nous adresser les explications écrites de RIO sur les faits ayant motivé son incarcération.

L'INGENIEUR PRINCIPAL  
A LA DIVISION DU SERVICE GENERAL  
Bétiennes

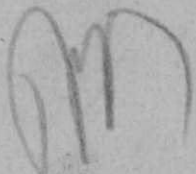
III-pe COPIE pour Dépôt de Poitiers  
pour prendre note de A et B.

COPIE pour PE.1

Les explications écrites de RIO vous ont été transmises le 7 et jointes au rapport du dépôt de Poitiers du 30/11.

Tours, le 14 décembre 1942.

L'INGENIEUR G.A.M.T.



nv 12/12

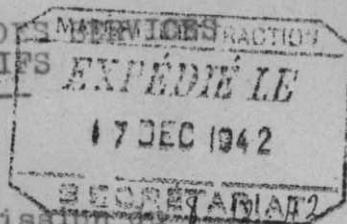
PARIS le

VII 2906  
décembre 1942

Pb1

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION  
à  
Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

AGENTS INCARCERES  
PAR LES AUTORITES ALLEMANDES



Suite à notre transmission du

Le mécanicien de route RIO René du  
dépôt de POITIERS a été incarcéré par les autorités  
allemandes pour avoir transporté sur sa machine  
une valise contenant du linge appartenant à  
une personne étrangère .

Ci-joint copie des explications écrites  
fournies par RIO à ce sujet.

Je propose de lui infliger un blâme  
du Chef du Service avec réduction de 1/12 de sa  
prime de fin d'année .

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Signé: DÉTIENNE

# ANNEXE A L'ENQUÊTE METTANT EN CAUSE

M RIO René (qualité) Mécanicien de route (résidence) Dépôt de POITIERS  
 Mle 014 Marié sans enfant  
 N° de N° 6181

## EXPOSÉ SOMMAIRE DES FAITS REPROCHÉS A L'AGENT

(dater et signer)

Le 18 courant, au passage à Fleuré du train 7081 que vous assuriez avec votre machine 140.014, le service des douanes allemand a trouvé sur cette dernière un valise contenant du linge.

Cette valise qui vous avait été remise à Poitiers par une personne étrangère à la S.N.C.F., était destinée à sa fille habitant la zone non occupée.

De ce fait les autorités allemandes ont procédé sur le champ à votre arrestation.

Incarcéré le 18, vous avez été remis en liberté le 23, après enquête de la Feldkommandantur.

Vous avez donc accepté une commission qui a provoqué cet incident. Vous n'ignoriez pas que le transport clandestin de tout colis sur la machine est interdit par les règlements de la SNCF à laquelle vous avez porté préjudice.

Veillez fournir ci-contre vos explications.

Poitiers le 26 Novembre 1942  
 Le chef de dépôt

## EXPLICATIONS DE L'AGENT

(dater et signer)

*cf. le Chef de Dépôt*

*Je reconnais avoir transporté une valise sur la machine et que j'ai capoté au règlement. J'ai fait cela pour rendre service et j'en prend note pour l'avenir*

*Rio René  
 Poitiers le 30.11.42*



VII 290 mv 12/12

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

PARIS le

SNCF 12

Matériel & Traction

18 DEC 1942

Pbl

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Monsieur le CHEF DES SERVICES  
ADMINISTRATIFS

MATÉRIEL ET TRACTION

21 DEC. 1942

SECRÉ

AGENTS INCARCÉRÉS  
PAR LES AUTORITÉS ALLEMANDES

Suite à notre transmission du 8.12.42

Le mécanicien de route RIO René, du  
dépôt de POITIERS, a été incarcéré par les autorités  
allemandes pour avoir transporté sur sa machine  
une valise contenant du linge appartenant à  
une personne étrangère.

Ci-joint, copie des explications écrites  
fournies par RIO à ce sujet.

Je propose de lui infliger un blâme  
du Chef du Service avec réduction de 1/12 de sa  
prime de fin d'année.

LE CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

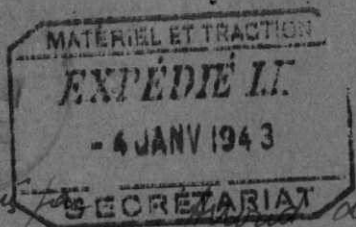
L'Ingénieur Principal  
à la Division du Service Général

*Dét.*

*C. D.*  
21 DEC 1942

939

Paris, le 20 décembre 1942

PB<sup>1</sup>

Agents incarcérés par les autorités allemandes de jours

Suite à votre ~~trans~~ au rapport du 30.11.42  
du chef de dépôt de Portiers, votre transmission  
III. je du 7.12.42

M. le Directeur a décidé d'infliger  
une blâme au Chef du service avec réduction  
de 1/12<sup>ème</sup> de la prime de fin d'année au  
mécanicien de route Rio, René du dépôt  
de Portiers pour les faits ayant motivé son  
incarcération par les autorités allemandes.

S. Luy p. a.

Signé: DÉTIENNE